

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du vendredi 20 juin 2025

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale

Direction des Finances

RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL N° CD-2025/06/20-7/02

OBJET : Compte administratif 2024 et affectation des résultats

CANTON(S) : Tous les cantons

Le compte administratif retrace l'exécution, en dépenses et en recettes, du budget du Département au cours d'une année civile (1er janvier au 31 décembre). Pour 2024, le compte administratif du budget principal présente un volume total de dépenses propres à l'exercice (en mouvements réels) de 1 milliard 739 millions d'euros pour 1 milliard 671 millions d'euros en recettes propres à l'exercice (en mouvements réels). Ces opérations, propres à l'exercice 2024, se soldent ainsi par un "excédent" de 30,9 M€ constituant le résultat de gestion 2024. Cet excédent s'ajoute au résultat reporté cumulé à fin 2023 qui était excédentaire de 90,6 M€. Ce résultat financera prioritairement le déficit des reports de 2024 sur 2025 (6,6 M€). Dès lors le résultat disponible cumulé à fin 2024 qui sera repris en DM1 2025 (valant budget supplémentaire), sera de 24,3 M€.

Deux budgets annexes au budget principal présentent, par ailleurs, les résultats suivants:

- Budget annexe Equipements culturels: excédent de fonctionnement de 1 559 458,85 €.
- Budget annexe SDAUE: excédent d'investissement de 576 004,07 € et excédent d'exploitation de 1 394 338,01 €.

Je vous propose de débattre des trois annexes qui sont jointes au projet de délibération :

- Le rapport sur le Compte Administratif 2024,
- Les états des Autorisations de Programme et des Autorisations d'Engagement.
-

Ces documents détaillent la réalisation budgétaire des recettes et des dépenses qui figurent aux comptes administratifs, principal et annexes, du Département de Seine-et-Marne pour l'exercice 2024.

Je vous remercie de bien vouloir vous prononcer sur ce dossier et, si vous en êtes d'accord, d'adopter le projet de délibération joint au présent rapport.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'J.F. Parigi', is centered on the page.

Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture

077-227700010-20250620-D250620_702AH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025

Date de réception préfecture : 30/06/2025

Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° CD-2025/06/20-7/02A

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : LUCZAK Daisy

OBJET : Compte administratif 2024 et affectation des résultats
Délibération Budget général

Le compte administratif retrace l'exécution, en dépenses et en recettes, du budget du Département au cours d'une année civile (1er janvier au 31 décembre). Pour 2024, le compte administratif du budget principal présente un volume total de dépenses propres à l'exercice (en mouvements réels) de 1 milliard 739 millions d'euros pour 1 milliard 671 millions d'euros en recettes propres à l'exercice (en mouvements réels). Ces opérations, propres à l'exercice 2024, se soldent ainsi par un "excédent" de 30,9 M€ constituant le résultat de gestion 2024. Cet excédent s'ajoute au résultat reporté cumulé à fin 2023 qui était excédentaire de 90,6 M€. Ce résultat financera prioritairement le déficit des reports de 2024 sur 2025 (6,6 M€). Dès lors le résultat disponible cumulé à fin 2024 qui sera repris en DM1 2025 (valant budget supplémentaire), sera de 24,3 M€.

Deux budgets annexes au budget principal présentent, par ailleurs, les résultats suivants:

- Budget annexe Equipements culturels: excédent de fonctionnement de 1 559 458,85 €.
- Budget annexe SDAUE: excédent d'investissement de 576 004,07 € et excédent d'exploitation de 1 394 338,01 €.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU les comptes de gestions établis pour l'exercice 2024 par Madame le Payeur Départemental,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver le compte administratif du « **Budget principal** » du Département de Seine-et-Marne pour l'exercice 2024 présentés par Monsieur le Président du Conseil départemental ;

Article 2 : de déterminer, pour le « **Budget principal** » les soldes d'exécution ainsi qu'il suit :

| | INVESTISSEMENT | | FONCTIONNEMENT | |
|----------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------------|-------------------------|
| | Dépenses ou déficits | Recettes ou excédents | Dépenses ou déficits | Recettes ou excédents |
| Résultat antérieur | 111 794 383,47 | 119 944 101,75 | | 90 628 743,98 |
| Réalisé de l'exercice 2024 | 475 896 266,90 | 431 158 496,88 | 1 458 226 058,17 | 1 435 120 069,00 |
| TOTAL | 587 690 650,37 | 551 102 598,63 | 1 458 226 058,17 | 1 525 748 812,98 |
| RESULTAT A AFFECTER | 36 588 051,74 | | | 67 522 754,81 |
| Reste à réaliser | 6 598 420,09 | - | - | - |
| Résultat définitif | 43 186 471,83 | | | 67 522 754,81 |

Article 3 : d'affecter, pour le budget principal, le résultat de fonctionnement de clôture ainsi qu'il suit :

En section d'investissement, le besoin de financement du compte principal après restes à réaliser s'établit à **43 186 471,83 €**. Le résultat excédentaire de la section de fonctionnement de **67 522 754,81 €** sera affecté à hauteur du besoin de financement global. Le solde disponible de **24 336 282,98** sera repris en report à nouveau créditeur à la DM1, budget supplémentaire de l'exercice 2025.

Lors de la DM1 2025, une correction du déficit d'investissement de + **30 926,42 €** vous sera proposée afin de traduire un mouvement comptable de restitution des retenues de garanties initialement constituées par le Payeur départemental dans le cadre du transfert des RN4 et RN36 au Département. Ce mouvement impactera également le résultat reporté en fonctionnement.

Article 4 : d'acter la réalisation des dépenses et des recettes pour l'exercice 2024 comme présentée en annexe 1 de la présente délibération.

Article 5 : d'acter la réalisation des enveloppes d'autorisations de programme présentée en annexe 2 de la présente délibération.

Article 6 : d'acter la réalisation des enveloppes d'autorisations d'engagement présentée en annexe 3 de la présente délibération.

Article 7 : d'acter l'état des provisions au 31 décembre 2024 tel que figurant en annexe 4 de la présente délibération.

Article 8 : d'informer des virements de crédits effectués entre chapitres en 2024 (annexe 5) en application de l'autorisation donnée au Président par la délibération de DM1 2024 n°CD-2024/06/21-7/03A, article 9.

Adopté à la majorité

Ont voté POUR : 35

Mme Emma ABREU

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

M. Pascal GOUHOURY

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

Mme Daisy LUCZAK

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

Mme Véronique PASQUIER

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Vincent PAUL-PETIT a donné pouvoir à Mme VEAU Véronique

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 10

M. Smaïl DJEBARA

Mme Julie GOBERT

M. Anthony GRATACOS

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Nathalie MOINE

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Virginie THOBOR

M. Mathieu VISKOVIC

M. Eric BAREILLE a donné pouvoir à M. DJEBARA Smaïl

Mme Marie-Line PICHERY a donné pouvoir à Mme GOBERT Julie

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 1

M. Jean-François PARIGI en sa qualité de Président du Conseil départemental

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

PROJET

Rapport sur le

COMPTE ADMINISTRATIF 2024 :

- **BUDGET PRINCIPAL**
- **SERVICES À COMPTABILITÉ DISTINCTE**
- **BILAN FINANCIER DE LA POLITIQUE ENS ET
AFFECTATION DE LA TAXE D'AMÉNAGEMENT**



SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| 1-1 - Introduction..... | 3 |
| 1-2 - Présentation Générale | 5 |
| 1-2.A - Les ouvertures de crédits..... | 5 |
| 1-2.B – L’exécution du budget | 6 |
| 1-2.C – Les résultats | 7 |
| 1-3 - La section d’investissement | 8 |
| 1-3.A - Les dépenses d’investissement..... | 8 |
| 1-3.B - Gestion pluriannuelle en investissement | 16 |
| 1-3.C – Les recettes d’investissement | 16 |
| 1-4 – La section de fonctionnement..... | 18 |
| 1-4.A – Les dépenses de fonctionnement | 18 |
| 1-4.B – Gestion pluriannuelle en fonctionnement..... | 27 |
| 1-4.C – Les recettes de fonctionnement | 28 |
| 1-5 – La sous-compensation des trois allocations individuelles de solidarité (AIS)..... | 38 |
| 1-6 – Situation financière | 42 |
| 1-7 – Affectation du résultat..... | 43 |
| 2 - Comptes administratifs des services à comptabilité distincte | 43 |
| 2-1 – Equipements culturels | 43 |
| 2-2 – S.D.A.U.E..... | 43 |
| 2-3 - Restauration scolaire..... | 43 |
| 3 - Bilan financier de la politique relative aux espaces naturels sensibles et de l’affectation de la taxe d’aménagement/ens - exercice 2024 - | 44 |

1-1 - Introduction

Le compte administratif 2024 du Département de Seine-et-Marne a répondu à une ambition claire : faire face aux besoins des seine-et-marnais, de plus en plus nombreux, dans un contexte économique sous contrainte marqué par une crise immobilière, se traduisant par une baisse inexorable de nos ressources dynamiques (DMTO).

Les actions entreprises par la BCE pour une maîtrise de l'inflation ont entraîné une forte augmentation des taux d'intérêts, impactant nos dépenses de fonctionnement et accroissant ainsi le coût de nos investissements.

Dans ce contexte particulièrement difficile, le Département de Seine-et-Marne a pu aborder l'exercice 2024 fort de certains atouts acquis au fil des années.

Parmi ceux-ci la gestion budgétaire et financière rigoureuse conduite par la majorité départementale depuis 2015, qui a permis une progression plus rapide des recettes par rapport aux dépenses, contribuant ainsi à réduire significativement l'endettement de la collectivité (- 40 % depuis 2015), tout en préservant les dépenses d'équipement.

La politique financière responsable menée depuis 2015 et la préservation de nos capacités d'actions ont permis d'amortir la diminution des recettes de DMTO en 2024.

Ainsi, l'encours de dette de la collectivité nous a offert la possibilité de recourir à de l'emprunt nouveau de manière responsable, avec une crédibilité reconnue auprès des institutions, pour maintenir un niveau élevé d'investissement essentiel pour l'avenir du territoire, à hauteur de 403,5 millions d'euros.

Pour atteindre un niveau de dépenses d'équipement de plus de 320 millions d'euros en 2024, et pour couvrir nos dépenses obligatoires, nous avons maîtrisé notre endettement, augmentant et stabilisant ainsi notre stock de dette.

Avec une épargne dégagée sur la section de fonctionnement de 85,7 M€, (- 3,9 % par rapport à 2023), la Seine-et-Marne reste toujours parmi les départements les moins endettés (633,5 M€).

LES PRIORITÉS DU BUDGET

Les **dépenses de fonctionnement** présentent une légère progression en 2024 avec une augmentation de 2,2 %, principalement portée par les hausses décidées par l'État dans le secteur des solidarités. Elles sont toutefois contenues par une gestion efficace et raisonnée de la part des services sous la direction de l'exécutif départemental.

La mission **Solidarité** présente une progression de ses dépenses par rapport à celles de 2023 (+ 46,6 M€ pour un montant global de 755,8 M€), due notamment à la hausse du RSA décidée par l'État sans compensation (+ 4,6 M€) et à une augmentation du nombre de dossiers déposés auprès des services sociaux du Département.

Les dépenses de la mission **Aménagement** ont légèrement progressé pour atteindre le montant de 201 M€ soit + 0,8 %. Elles sont portées par l'entretien du réseau routier départemental, la sécurité des usagers de la route est et restera une priorité. Les aides aux communes via le Bouclier de sécurité ont également bénéficié d'une hausse de 1,8 M€.

La mission du **développement socio-éducatif et culturel** est en diminution de 5,6 % (soit - 3,9 M€) pour un montant global de 66,8 M€ dont plus de 79 % des dépenses concernent l'éducation car l'apprentissage de nos collégiens dans les meilleures conditions possibles est un engagement majeur pour le Président Parigi et sa majorité.

La diminution des dépenses de la **mission fonctionnelle** à 264,4 M€ n'est toutefois qu'apparente puisqu'elle résulte du décalage en 2023 de règlement de frais de personnel suite à la cyberattaque.

Les crédits d'investissements

La relance des **dépenses d'équipement** se poursuit cette année avec une progression de + 3,5 %, soit + 10,4 M€ pour atteindre le montant de 306,5 M€ (contre 296 M€ en 2023) car nous ne pouvons bâtir l'avenir du Département sans investir dans ses infrastructures.

Les dépenses en faveur de l'éducation, dans les collèges (102,6 M€) demeurent le premier poste d'investissement avec une priorité donnée à la construction de nouveaux collèges et à l'accessibilité de ceux existants. Les investissements routiers se traduisent par une dépense totale de 83,7 M€. Le secteur des transports s'élève à 14 M€ porté par les dépenses liées au TZEN, dont la portion de Savigny-le-Temple s'est achevée en 2024. Les réalisations en matière de développement local représentent le troisième poste pour un volume de 34,4 M€ en privilégiant l'aménagement de notre territoire pour le bien-être des Seine-et-marnais.

Le niveau de l'épargne brute

Elle nous a permis de couvrir une partie des dépenses d'investissement. Son niveau (elle s'élève à 85,7 M€ au compte administratif) a garanti notre capacité à investir.

En 2024, le Département de Seine et Marne, comme bon nombre de départements, a dû faire face à un important effet ciseau résultant de la diminution ou de la non indexation sur l'inflation (dotations) de recettes majeures et la hausse de dépenses dont la majorité a été imposée par l'État sans compensation financière (rémunération, dépenses sociales...)

1-2 - Présentation Générale

Il a été ouvert, au titre de 2024 (budget primitif et décisions modificatives ultérieures), un total de crédits de paiement de **2 571 323 622,30 €**, investissement et fonctionnement confondus, y compris les mouvements d'ordre et la reprise des résultats antérieurs qui étaient :

- Un déficit d'investissement 2023 de **111 794 383,47 €**,
- Un solde déficitaire des reports d'investissement de **18 770 995,95 €**,
- Un excédent de fonctionnement 2023 disponible de **90 628 743,98 €** après affectation du résultat 2023 à la couverture d'une part du déficit d'investissement et d'autre part du solde déficitaire des reports d'investissement ci-dessus rappelés.

1-2.A - Les ouvertures de crédits

| DEPENSES | | | |
|---|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| | Investissement | Fonctionnement | Ensemble |
| Dépenses réelles | 854 835 710,50 | 1 357 645 285,31 | 2 212 480 995,81 |
| Dépenses d'ordre | 204 172 510,55 | 154 670 115,94 | 358 842 626,49 |
| Total dépenses | 1 059 008 221,05 | 1 512 315 401,25 | 2 571 323 622,30 |
| Déficit | 111 794 383,47 | | 111 794 383,47 |
| Autofinancement complémentaire | | 20 789 921,36 | 20 789 921,36 |
| Crédits reportés | 6 598 420,09 | | 6 598 420,09 |
| Total dépenses hors déficit, autofinancement complémentaire et crédits reportés | 940 615 417,49 | 1 491 525 479,89 | 2 432 140 897,38 |
| RECETTES | | | |
| | Investissement | Fonctionnement | Ensemble |
| Recettes réelles | 714 743 738,22 | 1 497 737 257,59 | 2 212 480 995,81 |
| Recettes d'ordre | 344 264 482,83 | 14 578 143,66 | 358 842 626,49 |
| Total recettes | 1 059 008 221,05 | 1 512 315 401,25 | 2 571 323 622,30 |
| Excédent | 144 090 860,01 | 90 628 743,98 | 234 719 603,99 |
| Autofinancement complémentaire | 20 789 921,36 | | 20 789 921,36 |
| Total recettes hors excédent, autofinancement complémentaire et crédits reportés | 894 127 439,68 | 1 421 686 657,27 | 2 315 814 096,95 |

1-2.B – L'exécution du budget

L'exécution du budget, hors reprise de l'excédent 2023 et couverture du déficit, s'est traduite par la réalisation d'un total de dépenses de **1 934 122 325,07 €**, pour des recettes de **1 866 278 565,88 €**, comme indiqué dans le tableau ci-après :

| DEPENSES | | | |
|-----------------------|-----------------------|-------------------------|-------------------------|
| | Investissement | Fonctionnement | Ensemble |
| Dépenses réelles | 403 491 947,60 | 1 335 869 999,31 | 1 739 361 946,91 |
| Dépenses d'ordre | 72 404 319,30 | 122 356 058,86 | 194 760 378,16 |
| Total dépenses | 475 896 266,90 | 1 458 226 058,17 | 1 934 122 325,07 |
| RECETTES | | | |
| | Investissement | Fonctionnement | Ensemble |
| Recettes réelles | 249 943 663,16 | 1 421 574 524,56 | 1 671 518 187,72 |
| Recettes d'ordre | 181 214 833,72 | 13 545 544,44 | 194 760 378,16 |
| Total recettes | 431 158 496,88 | 1 435 120 069,00 | 1 866 278 565,88 |

Les taux d'exécution du budget 2024 peuvent, dans un premier temps, être mesurés hors reprise des résultats et hors autofinancement sur les montants réels et d'ordre, périmètre qui correspond à la détermination des résultats comptables de clôture propres à l'exercice.

| Montants réels et d'ordre | 2024 | | |
|---------------------------|------------------------|------------------------|---------------|
| | Crédits ouverts | Crédits réalisés | % réalisation |
| Fonctionnement | | | |
| Dépenses | 1 491 525 479,89 | 1 458 226 058,17 | 97,77% |
| Recettes | 1 421 686 657,27 | 1 435 120 069,00 | 100,94% |
| Solde | - 69 838 822,62 | - 23 105 989,17 | |
| Investissement | | | |
| Dépenses | 947 213 837,58 | 475 896 266,90 | 50,24% |
| Recettes | 894 127 439,68 | 431 158 496,88 | 48,22% |
| Solde | - 53 086 397,90 | - 44 737 770,02 | |

Si les taux de réalisation de la section de fonctionnement ont d'ores et déjà un sens sur les montants réels et d'ordre, les taux de réalisation en investissement ne sont pas significatifs : en effet, il est ouvert en dépenses et en recettes des crédits pour 350 M€ afin de comptabiliser des opérations de refinancement de dette (100 M€) et les mouvements en cours d'exercice de tirage et de remboursement sur les emprunts à encours variable du Département (250 M€). Ces crédits étant peu utilisés dans le contexte financier actuel, les taux de réalisation en investissement apparaissent faibles mais ne reflètent pas la mobilisation des crédits pour les dépenses d'équipement.

La réalisation fait ressortir en fonctionnement un solde négatif (- 23,1 M€) supérieur de 46,7 M€ à la prévision. Cet écart se répartit entre une non réalisation de dépenses pour 33,3 M€ et un dépassement de la réalisation des recettes pour 13,4 M€.

Dès lors pour une approche plus fine des taux de réalisation du budget 2024 des crédits ouverts en faveur des politiques départementales, il est nécessaire de soustraire les mouvements d'ordre ainsi que les opérations financières effectuées en fonctionnement et en investissement.

| Mouvements réels et hors opérations financières en investissement et fonctionnement (comptes 76, 66 et 16) | 2024 | | | 2023 | 2022 | 2021 |
|--|------------------|------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | Crédits ouverts | Crédits réalisés | % réalisation | % réalisation | % réalisation | % réalisation |
| Fonctionnement | | | | | | |
| Dépenses | 1 336 725 285,31 | 1 317 087 397,62 | 98,5% | 98,3% | 96,4% | 97,8% |
| Recettes (avec cessions) | 1 408 886 572,90 | 1 420 934 030,90 | 100,9% | 102,9% | 102,9% | 103,1% |
| Investissement | | | | | | |
| Dépenses | 317 891 327,03 | 306 482 386,92 | 96,4% | 93,0% | 77,0% | 93,4% |
| Recettes (hors cessions) | 89 409 962,13 | 84 960 153,15 | 95,0% | 94,2% | 97,6% | 29,4% |

Le taux de réalisation des dépenses de fonctionnement atteint **98,5 %**. Les recettes de fonctionnement, toujours prudemment estimées, présentent un taux de réalisation supérieur à 100 % : **100,9 %**. Par ailleurs, au niveau de l'investissement, le taux de réalisation des dépenses est égal à **96,4 %**. En recette hors cessions, le taux de réalisation est de **95 %**.

1-2.C – Les résultats

On distingue trois niveaux de résultats :

- **le résultat propre** à l'exercice (avant intégration des résultats antérieurs),
- **le résultat cumulé** (après intégration des résultats antérieurs et avant restes à réaliser). C'est ce résultat qui constitue le résultat « officiel » devant faire l'objet d'une affectation, pour son montant en fonctionnement, le résultat d'investissement étant considéré comme un simple solde d'exécution générant un besoin ou un surplus de financement.
- **le résultat définitif** (après restes à réaliser)

| Réel + ordre | Investissement | Fonctionnement | Ensemble |
|---|-----------------------|-------------------------|-------------------------|
| Dépenses | | | |
| Déficit reporté (1) | 111 794 383,47 | | 111 794 383,47 |
| Réalisées (2) | 475 896 266,90 | 1 458 226 058,17 | 1 934 122 325,07 |
| Restant à réaliser (3) | 6 598 420,09 | | 6 598 420,09 |
| Total (4) = (1) + (2) + (3) | 594 289 070,46 | 1 458 226 058,17 | 2 052 515 128,63 |
| Recettes | | | |
| Excédent reporté (5) | 119 944 101,75 | 90 628 743,98 | 210 572 845,73 |
| Réalisées (6) | 431 158 496,88 | 1 435 120 069,00 | 1 866 278 565,88 |
| Restant à réaliser (7) | | | 0,00 |
| Total (8) = (5) + (6) + (7) | 551 102 598,63 | 1 525 748 812,98 | 2 076 851 411,61 |
| <u>Résultat propre à 2024</u> (6) - (2) | -44 737 770,02 | -23 105 989,17 | -67 843 759,19 |
| <u>Résultat cumulé</u> {(5) + (6)} - {(1) + (2)} | -36 588 051,74 | 67 522 754,81 | 30 934 703,07 |
| Résultat définitif (8) - (4) | -43 186 471,83 | 67 522 754,81 | 24 336 282,98 |

En investissement, les dépenses reportées s'élèvent à **6,6 M€** et concernent principalement les transports (**4,9 M€**).

Le résultat global comptable de clôture propre à l'exécution des seules opérations de 2024 (c'est-à-dire avant intégration des résultats antérieurs) est donc un déficit de **67,8 M€**.

1-3 - La section d'investissement

1-3.A - Les dépenses d'investissement

Le montant des dépenses réelles d'investissement s'est élevé à **403,5 M€** en augmentation de **8,3 %** par rapport à 2023.

Sur ce total de **403,5 M€**, on distingue :

- Les dépenses d'équipement proprement dites dont le montant s'élève en 2024 à **306,5 M€** et dont le contenu est détaillé dans le paragraphe suivant pour chaque secteur d'intervention du Département. Ce montant était de **296 M€** au CA 2023 (soit + 3,5 %).
- Les opérations financières pour un total de **97 M€** en 2024 dont **92 M€** de remboursement d'emprunts.

Les dépenses d'équipement 2024, sont toujours portées par les politiques « Education et Formation » (**33,5 %**) et « Routes départementales » (**27,3 %**). Le troisième secteur est celui du développement territorial avec **11,2 %** des dépenses totales.

1-3.A 1 – Répartition des investissements 2024 par grands secteurs

Par grands secteurs, ces investissements se répartissent ainsi :

| Politiques | CA 2023 | Crédits inscrits 2024 | CA 2024 | Evolution 2024/2023 |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|
| Développement territorial | 28 915 199,43 | 35 035 721,38 | 34 439 784,91 | 19,1% |
| Protection de l'environnement | 15 245 810,88 | 11 740 912,63 | 11 001 313,13 | -27,8% |
| Routes départementales | 86 517 150,65 | 84 213 632,87 | 83 716 496,41 | -3,2% |
| Sécurité | 5 658 758,92 | 5 678 243,15 | 5 652 867,53 | -0,1% |
| Transports | 7 779 913,18 | 19 600 991,62 | 13 958 274,22 | 79,4% |
| Mission aménagement et développement du territoire | 144 116 833,06 | 156 269 501,65 | 148 768 736,20 | 3,2% |
| Culture et patrimoine | 2 156 568,43 | 3 229 737,58 | 2 452 286,32 | 13,7% |
| Education formation | 96 007 403,19 | 103 212 590,57 | 102 561 529,62 | 6,8% |
| Jeunesse, sports et loisirs | 2 400 533,00 | 3 172 433,60 | 3 131 809,71 | 30,5% |
| Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif | 100 564 504,62 | 109 614 761,75 | 108 145 625,65 | 7,5% |
| Habitat | 230 720,00 | 444 031,11 | 384 287,50 | 66,6% |
| Personnes âgées | 3 139 750,00 | 1 429 450,00 | 1 429 450,00 | -54,5% |
| Personnes handicapées | 150 000,00 | 371 250,00 | 371 250,00 | 147,5% |
| Santé publique | 115 710,00 | 127 000,00 | 92 000,00 | -20,5% |
| Mission solidarité | 3 636 180,00 | 2 371 731,11 | 2 276 987,50 | -37,4% |
| Conduite des politiques départementales | 20 534,33 | 79 187,85 | 77 081,60 | NS |
| Direction de l'action départ. | 19 387 274,00 | 20 603 540,00 | 19 947 243,30 | 2,9% |
| Moyens généraux | 28 201 421,04 | 28 773 584,29 | 27 133 700,51 | -3,8% |
| Ressources humaines | 117 850,08 | 179 020,38 | 133 012,16 | 12,9% |
| Mission fonctionnelle | 47 727 079,45 | 49 635 332,52 | 47 291 037,57 | -0,9% |
| Total dépenses d'équipement | 296 044 597,13 | 317 891 327,03 | 306 482 386,92 | 3,5% |
| Amortissement de la dette et autres engagements financiers | 76 344 940,96 | 425 050 000,00 | 97 009 560,68 | 27,1% |
| Opérations financières | 87 727,82 | 100 000,00 | - | NS |
| Total général (hors déficit reporté) | 372 477 265,91 | 743 041 327,03 | 403 491 947,60 | 8,3% |

MISSION AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE
148 768 736 € (48,5 % des dépenses totales d'équipement)

Politique publique « Développement territorial » : 34 439 785 €

Le domaine « **Développement local** » (25,4 M€), représente 73,4 % de la politique développement territorial mise en œuvre dans le cadre des dispositifs contractuels (CID, FAC et FER) et du développement du réseau numérique.

Le premier type d'aides, le « **Fonds d'Aménagement Communal** », à destination des communes de plus de 2 000 habitants, a été créé en 2019 pour répondre aux besoins d'aménagement et d'équipement de ces communes. Ce contrat a bénéficié, pour un montant global de **9,9 M€**, à 45 projets dont la construction d'un complexe footballistique à Mitry-Mory (**0,8 M€**), la construction d'un stade omnisports à Montévrain (**0,7 M€**), la phase 3 de la requalification du centre-ville de Dammarie-les-Lys (**0,5 M€**) et la construction d'un restaurant scolaire et d'un accueil périscolaire à Trilport (**0,5 M€**).

Le deuxième type d'aides à destination des intercommunalités, dénommé « **Contrat Intercommunal de Développement** », a mobilisé **5,3 M€** et a concerné une vingtaine de contrats dont ceux des communautés de communes des Plaines et Monts de France (**1,1 M€** pour la construction d'un gymnase), de la communauté d'agglomération du Pays de Meaux (**0,5 M€** au titre d'un pôle d'enseignement musical) ou encore de la communauté de communes de Montereau (**0,4 M€** pour la tranche 1 de la réfection de voirie).

Le troisième type d'aides, les **contrats communaux** ont généré en 2024 une dépense de **4,5 M€**. Cette enveloppe a été répartie entre 70 communes ou structures intercommunales, au nombre desquelles on peut mentionner les communes de Montcourt-Fromonville, Quiers, Villemaréchal, Voisenon ou encore le SI de regroupement pédagogique des écoles de Montmogis-Saint Rémy de la Vanne et Saint Siméon.

Les « **Fonds d'Équipement Rural** » ont représenté **3,6 M€** au bénéfice de plus de 172 projets de communes ou de structures intercommunales pour des aides pouvant atteindre **50 000 €**.

Une dépense de **1,9 M€** a été consacrée à l'action **Développement du réseau** pour la poursuite de la réalisation du réseau FTTH par l'intermédiaire de Seine-et-Marne Numérique.

Les contrats intercommunaux et le fonds d'aménagement ont mobilisé **57 820 €** et **88 258 €** en 2024.

Le domaine « **Aménagements routiers et liaisons douces** » (7,6 M€) comptabilise d'une part les études et travaux pour les liaisons douces (**6,3 M€**), une passerelle piétons/ cycles à Esbly (**0,5 M€**), des subventions pour la passerelle de Bussy-Ferrières (**0,3 M€**) ou encore des liaisons du PlanVélo77 (**0,4 M€**).

Le domaine « **Promotion du territoire** », pour un montant de **1,2 M€**, a permis, au titre du fonds de développement touristique, de faire bénéficier de l'aide départementale, une trentaine de projets.

Sur le domaine « **Agriculture** », **0,3 M€** ont été réalisés. Cette somme a été versée à la Chambre d'agriculture de région Ile-de-France et aux agriculteurs pour la mise en œuvre des investissements environnementaux, des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) et aux investissements forestiers.

Politique publique « Protection de l'environnement » : 11 001 313 €

Rattachées au domaine de « **l'Eau** » (**9,6 M€**), les mesures en faveur de « **l'assainissement** »

représentent une dépense de **5,4 M€**. Elles ont bénéficié à une cinquantaine de collectivités ou structures intercommunales notamment la Communauté de communes de la Brie des rivières et châteaux (**0,8 M€**), ou encore la Communauté d'agglomération du Val d'Europe (**0,7 M€**).

L'action relative à « **l'eau potable** », pour un montant global de **4 M€** a concerné 32 bénéficiaires, essentiellement le syndicat de l'eau de l'est seine-et-marnais (**2,3 M€**) et la Communauté d'agglomération de Coulommiers (**1 M€**). Il faut aussi mentionner l'enveloppe dédiée aux aides pour l'acquisition de matériel pour le désherbage thermique ou mécanique (**52 612 €**).

Toujours sur ce domaine, les aides à l'aménagement des « **cours d'eau** » ont mobilisé **0,2 M€** et les dépenses liées au « **laboratoire départementale d'analyses** » ont représenté **0,1 M€**.

Sur le domaine de « **l'Environnement** » (**1,45 M€**), l'action « **Espaces Naturels Sensibles** » représente la part la plus importante (**1,36 M€**). Le Département a financé pour **0,6 M€** de nouvelles acquisitions ou de travaux de terrains et/ou de matériel ainsi que la poursuite d'études d'aménagement de plusieurs sites (**0,3 M€**). Une vingtaine d'organismes ou communes a reçu la somme totale de **0,5 M€** pour financer leurs propres projets (acquisitions, aménagements, créations de chemins de randonnées ...) dont **0,2 M€** pour l'O.N.F.

« **L'aménagement foncier** » a représenté **76 454 €** en 2024 et **9 243 €** a été consacré à « **l'environnement et au développement durable** ».

En annexe du présent rapport, figure le bilan financier 2024 sur les dépenses et recettes ENS.

Politique publique « Routes départementales » : 83 716 496 €

L'essentiel des dépenses de cette politique a été consacré aux « **Aménagements du réseau routier** » (**77,6 M€**) et plus particulièrement à la « **conservation, à la sécurité et l'innovation du réseau** » (**56,8 M€**), avec une dépense de **24,9 M€** pour financer les travaux sur les routes en traverses d'agglomération ou en rase campagne et sur les ouvrages d'art (**5,1 M€**), les études liées à la reprise des RD1004 et RD1036 (**12,7 M€**), la réhabilitation des ouvrages 3U (**1,8 M€**) ou encore les études du viaduc de Moret (**0,5 M€**). Par ailleurs, **3,3 M€** ont été consacrés aux aménagements de carrefours, **5,5 M€** à la conservation, la sécurité et l'adaptation du réseau, **1,6 M€** à l'aménagement du carrefour de l'Obélisque de Villeneuve-le-Comte et **0,9 M€** aux travaux de réhabilitation des ponts Freyssinet sur la Marne. Le reste des dépenses (**0,5 M€**) a concerné les pistes cyclables, l'innovation et l'information routière et les déclassements de voiries.

14 M€ ont été consacrés au « **développement économique et local** », principalement en faveur des travaux réalisés pour la déviation de Guignes (**7,6 M€**), ceux liant l'A4 et la RN36 (**3,1 M€**) et la déviation Nord de Melun (**1,7 M€**).

Sur l'action « **Raccorder les pôles** », l'enveloppe de **2,4 M€** a été réalisée pour la dernière phase de travaux de la liaison sud de Chelles, en particulier le franchissement du canal de Chelles, au moment des Jeux Olympiques.

L'enveloppe ouverte pour les « **acquisitions foncières** » a été réalisée pour **1,7 M€** afin de régler les acquisitions foncières de la liaison sud de Chelles, de la liaison Routière de l'Est Francilien – barreau RD 212 – RN 3, du contournement de Guignes, des aménagements ponctuels et des régularisations foncières.

L'action **Etudes de voirie** a permis de régler des dépenses engagées antérieurement et de poursuivre des études déjà initiées, dont celles relatives à divers contournements et à la desserte du Sympav – Paris / Villaroche pour un total de **1,4 M€**.

Les crédits consacrés à « **l'amélioration des liaisons entre les pôles** » se sont élevés à **0,5 M€**. Les actions « **aux paysages et environnement** » et à « **l'aménagement pour la sécurité routière** » ont représenté chacun **0,4 M€**.

Enfin, une enveloppe globale de **6,1 M€** a permis « **l'Entretien et l'exploitation du réseau routier** ». Elle est répartie entre les « **moyens du Parc Départemental** » (**3,9 M€** pour l'acquisition de véhicules et engins destinés à l'accomplissement des missions d'entretien routier : véhicules de liaisons, fourgons, poids lourds, tracteurs ...), les « **aménagements extérieurs des Agences Routières Départementales** » (**0,5 M€**) et la « **signalisation routière** » (**1,7 M€**).

Politique publique « Sécurité » : 5 652 868 €

Trois opérations sont rattachées à cette politique : la première en faveur du SDIS, conformément à la convention qui lie le Département à l'établissement public, prévoit une aide directe, distincte de celle accordée au fonctionnement, pour les dépenses d'équipement du SDIS (**4,6 M€**) et la seconde est dédiée au Bouclier sécurité (**1 M€**). Le dernier dispositif finance le fonds de soutien à l'équipement des associations agréées de sécurité civile pour **56 251 €**.

Politique publique « Transports » : 13 958 274 €

86 % des dépenses en crédits de paiement du domaine « **Transports publics** » ont été consacrés aux « **Infrastructures de transport** » dont **10,3 M€** au financement des études liées à l'aménagement du TZEN, complétées des enveloppes allouées à l'électrification de la ligne Paris-Troyes (**0,3 M€**) et aux études de conception détaillées liées aux transports en site propre (**1,5 M€**).

Le « **Plan de déplacements urbains** » (**1 M€**) a permis la poursuite de nos participations aux aménagements de stations multimodales de covoiturage. Le Département permet aux seino-marnais de disposer d'aménagements de points de regroupement pour les covoitureurs et investit donc en travaux et en études sur les stations multimodales.

Enfin, il faut mentionner les crédits alloués aux « **Points d'arrêt** » (**1 M€**). Malgré un entretien performant, le parc de 775 abris voyageurs du Département est vieillissant. Aussi, il a été convenu de procéder au renouvellement de ce parc sur 8 ans à raison de 90 abris par an au maximum.

MISSION DEVELOPPEMENT SOCIO-EDUCATIF, CULTUREL ET SPORTIF
108 145 625 € (35,3 % des dépenses totales d'équipement)

Politique publique « Culture et patrimoine » : 2 452 286 €

Les dépenses réalisées en 2024 sur le domaine « Patrimoine » ont représenté **1,7 M€** dont une part essentielle a été allouée au « **patrimoine monumental** » (**1,2 M€**) pour une cinquantaine de bénéficiaires. Sur ce même domaine, les aménagements au Château de Blandy ont coûté **0,4 M€** et les aides au titre des « **antiquités et objets d'art** » ont été attribuées à 10 bénéficiaires pour un montant total de **60 370 €**.

Le domaine « Développement culturel » a mobilisé **0,4 M€** en 2024, en faveur de la ferme du Buisson, du Théâtre de Sénart et des équipements cinématographiques.

L'enveloppe réalisée au titre des « Musées » départementaux s'élève à **0,2 M€**. Elle a permis l'acquisition de plusieurs tableaux, photographies, meubles et équipements de sécurité.

Concernant le domaine « Développement de la lecture publique » (**0,2 M€**), l'essentiel des réalisations a concerné les achats de livres ou de CD ou d'aides d'acquisitions d'équipements mobiliers et informatiques d'une quinzaine de communes.

Les autres dépenses réalisées sur cette politique relèvent du domaine « Archives » (**0,08 M€**).

Politique publique « Education formation » : 102 561 530 €

En 2024, le domaine « Bâtiments des collèges » représente **92,1 M€** de crédits de paiement. **L'entretien et les grosses réparations** dans les collèges se sont élevés à **45,8 M€** de dépenses, réparties principalement en travaux (**31,5 M€** dont **3,3 M€** de mise en sécurité), en acquisitions de bâtiments démontables (**6,3 M€**), en actions pour l'amélioration énergétique des bâtiments et de chauffage (**0,9 M€**), en réalisation d'abris dans les demi-pensions (**1,2 M€**) et en travaux d'accessibilité des collèges aux personnes à mobilité réduite (**5,4 M€**). Les études et crédits divers représentent **0,2 M€** de dépenses en 2024.

Les études et les travaux relatifs aux « **constructions, extensions et réhabilitations de collèges** » ont généré **46,3 M€** de dépenses principalement sur les constructions des collèges de Moussy-le-neuf (**12,7 M€**), de Jouy-le-Chatel (**9,9 M€**), de Faremoutiers (**5,3 M€**) et de Brou (**3,2 M€**). S'y ajoutent les travaux dans les demi-pensions dont **4,8 M€** pour celle du collège de Dammartin et **1,3 M€** pour celle du collège Le Montois à Donnemarie-Dontilly ainsi que **1,4 M€** concernant le projet de mutualisation de la médiathèque du collège Villiers-Saint-Georges.

Les crédits réalisés sur le domaine « Vie des Collèges » ont atteint **10,5 M€** en 2024. Ces crédits ont financé essentiellement les équipements en nouvelles technologies éducatives (**5,6 M€**). Les crédits consommés pour le « **matériel et mobilier des collèges** » (**1,6 M€**) concernent les dotations de premier équipement (**0,5 M€**) et le complément et le renouvellement des équipements (**1,1 M€**). Les équipements nécessaires à la « **Restauration scolaire** » ont mobilisé **2,1 M€**, dont **2 M€** pour l'achat du gros matériel de cuisine, le reste des dépenses ayant permis l'achat de mobilier (**0,1 M€**). Il faut aussi mentionner les aides apportées aux collèges privés pour **1,1 M€** et le fonds commun – Projets collèges pour **0,1 M€**.

Politique publique : « Jeunesse, sports et loisirs » : 3 131 810 €

Le Département soutient les communes et leurs groupements pour la construction, l'extension et/ou la réhabilitation d'équipements sportifs en accompagnement de collèges. Un montant de **0,2 M€** a permis d'aider 6 bénéficiaires et notamment la construction d'un gymnase en accompagnement du collège "Des

Remparts" à Rozay en Brie.

Par ailleurs, **2,6 M€** ont été réalisés dans le cadre du projet « Paris 2024 - Team 77 » : notamment au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Fontainebleau pour la rénovation du Grand Parquet (**0,6 M€**), de la Fédération française de Canoé Kayak (**0,9 M€**) et de la commune de Lagny-sur-Marne pour la reconstruction de la base nautique (**0,3 M€**).

MISSION SOLIDARITE

2 276 988 € (0,7 % des dépenses totales d'équipement)

Politique publique « Habitat » : 384 288 €

Dans le cadre des « **aides apportées au parc privé** » (**0,2 M€**), les aides à l'autonomie et au maintien dans le logement ont concerné des personnes retraités de plus de 60 ans et/ou en situation de handicap dans leur projet d'amélioration de leur habitat (installation d'un siège monte-escalier, adaptation de la salle de bain, etc...). De plus, des aides ont été apportées à la création de logements à loyer conventionné.

Une prise de participation à la SEM Habitat s'est élevée à **162 000 €**.

Politique publique « Personnes âgées » : 1 429 450 €

Les dépenses réalisées en faveur de la politique **Personnes âgées** ont concerné 5 structures dont les EHPAD Mathurin Fouquet à Samois-sur-Seine (**0,5 M€**), à Rebais (**0,3 M€**) et à Provins (**0,3 M€**).

Politique publique « Personnes handicapées » : 371 250 €

Seul, le foyer d'hébergement de Provins a bénéficié d'une participation en 2024.

Politique publique « Santé » : 92 000 €

Ces crédits ont permis de concrétiser, dans un premier temps, l'installation de nouvelles cabines de téléconsultation sur des territoires ruraux du Département et également de subventionner les projets « innovation en santé ».

MISSION FONCTIONNELLE

47 291 038 € (15,4 % des dépenses totales d'équipement)

Politique « Conduite des politiques départementales » : 77 082 €

L'essentiel de l'enveloppe concerne le développement des services et des usages (**59 188 €**), complété de **17 894 €** pour l'acquisition de matériels photographiques.

Politique publique « Direction de l'action départementale » : 19 947 243 €

Sur le domaine « **Finances** » figure la participation du Département de Seine-et-Marne au Fonds de Solidarité Interdépartemental d'Investissement (FS2I) ainsi qu'un reversement minima FCTVA (1 703 €).

Politique publique « Moyens Généraux » : 27 133 701 €

Première composante de cette politique, les « **Bâtiments départementaux** » représentent **56 %** des réalisations de dépenses (soit **15,2 M€**). Les bâtiments des services administratifs et les bâtiments sociaux ont mobilisé respectivement **4,1 M€** et **9 M€**. Par ailleurs, des travaux ont été réalisés sur les

bâtiments affectés à la voirie (1,8 M€) et les bâtiments culturels (0,5 M€).

Pour un montant de 7,7 M€, la politique en faveur des « Systemes d'information » a financé 3,7 M€ d'infrastructures, 1 M€ d'acquisition de matériels et logiciels et 2,9 M€ de projets informatiques.

Les « Moyens logistiques » (3,8 M€) ont concerné la gestion de la flotte automobile (2,3 M€) et l'acquisition de matériel et de mobilier (1,5 M€).

De plus, le domaine « Gestion du patrimoine immobilier » a nécessité 0,2 M€ de crédits de paiement et le domaine « Etudes et prévention des risque », 0,1 M€.

Politique publique « Ressources humaines » : 133 012 €

Ces crédits ont permis l'aménagement de postes de travail. Les autres dépenses financent des mesures d'hygiène et de sécurité et des prestations sociales.

1-3.A 2 – Les opérations en capital relatives à la dette

Opérations en capital : 92 043 253 €

Les opérations en capital relatives à la dette se sont élevées, en 2024, à 97 M€ contre 76,3 M€ en 2023.

Cette variation (+ 25,5 %) correspond à une variation d'une année sur l'autre du profil d'amortissement de la dette du Département, soit en 2024, un remboursement contractuel de 75 M€ et un remboursement sur les CLTR de 16,9 M€.

1-3.B - Gestion pluriannuelle en investissement

Après le vote de la deuxième décision modificative 2024, les engagements du Département en autorisations de programme non réalisés au 31 décembre 2024 s'élevaient à **828,1 M€**, selon le détail qui figure ci-dessous :

| Politique | Montant des AP à fin 2024 | Réalisations à fin 2024 | Reste à financer (au delà de 2024) |
|--|----------------------------------|--------------------------------|---|
| Développement territorial | 779 570 206 | 672 093 558 | 107 476 648 |
| Protection de l'environnement | 326 385 397 | 302 444 092 | 23 941 305 |
| Routes départementales | 1 723 589 022 | 1 522 740 862 | 200 848 160 |
| Sécurité | 96 098 118 | 91 730 707 | 4 367 411 |
| Transports | 195 435 919 | 88 988 246 | 106 447 673 |
| 1 - Mission aménagement et développement du territoire | 3 121 078 662 | 2 677 997 465 | 443 081 198 |
| Culture et patrimoine | 69 878 231 | 62 809 603 | 7 068 628 |
| Education formation | 1 987 618 826 | 1 697 920 433 | 289 698 394 |
| Jeunesse, sports et loisirs | 68 002 222 | 66 826 633 | 1 175 589 |
| 2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif | 2 125 499 280 | 1 827 556 669 | 297 942 610 |
| Enfance et famille | 3 136 888 | 3 136 888 | 0 |
| Habitat | 75 760 861 | 75 365 782 | 395 079 |
| Insertion | 219 270 | 219 270 | 0 |
| Personnes âgées | 56 108 185 | 54 634 185 | 1 474 000 |
| Personnes handicapées | 22 335 766 | 21 642 016 | 693 750 |
| Santé publique | 2 541 047 | 2 456 047 | 85 000 |
| 3 - Mission solidarité | 160 102 019 | 157 454 189 | 2 647 829 |
| Conduite des politiques départementales | 5 412 031 | 5 409 925 | 2 106 |
| Direction et animation de l'action départementale | 101 900 979 | 100 065 023 | 1 835 957 |
| Moyens généraux | 438 534 180 | 355 997 822 | 82 536 357 |
| Ressources humaines | 2 865 721 | 2 819 713 | 46 008 |
| 4 - Mission fonctionnelle | 548 712 911 | 464 292 482 | 84 420 429 |
| total général | 5 955 392 871 | 5 127 300 806 | 828 092 066 |

A fin 2024 le stock des autorisations de programme nécessitant des crédits de paiement représente 2,7 années de crédits de paiement (sur la base des CP consommés en 2024 **soit 306,5 M€**).

Le secteur de l'éducation représente 35 % de ce stock, les routes 24 % et le développement territorial 13 %.

1-3.C – Les recettes d'investissement

D'un montant de **249,9 M€** (contre **150 M€** en 2023), les recettes d'investissement 2024 se présentent de la manière suivante :

| Nature de recettes | CA 2023 | CA 2024 | % évol. |
|--|--------------------|--------------------|--------------|
| Fonds de compensation de la TVA | 25 347 264 | 37 644 161 | 48,5% |
| Fonds de Solidarité et d'Investissement Interdépartementale (FS2I) | 27 380 000 | 30 049 369 | 9,7% |
| Dotation départementale d'équipement des collèges | 6 860 204 | 6 860 204 | 0,0% |
| DSID | 1 351 239 | 268 227 | -80,1% |
| Fonds vert | | 777 733 | |
| Subventions et participations | 7 748 831 | 7 172 305 | -7,4% |
| Autres recettes (amendes de radars, créances financières ...) | 1 693 377 | 2 188 155 | 29,2% |
| Total des recettes définitives d'investissement | 70 380 915 | 84 960 153 | 20,7% |
| Emprunt | 79 974 317 | 164 983 510 | 106,3% |
| Total recettes d'investissement (hors opérations de restructuration de dette) | 150 355 232 | 249 943 663 | 66,2% |

Le **Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA)** d'un montant de **37,6 M€** en 2024 est assis sur les dépenses d'investissement éligibles réalisées en 2023, dont le montant est en augmentation par rapport à celles de 2022.

Le Département a perçu en 2024 **30,0 M€** au titre du **Fonds de solidarité et d'investissement (FS2I)**, pour une participation de 19,5 M€, soit un bénéfice net du FS2I de 10,5 M€ pour 2024.

Tandis que la **Dotation Départementale d'Équipement des Collèges (DDEC)** reste gelée au montant de **6,9 M€**.

Créé en 2019 en remplacement de la dotation globale d'équipement (DGE) des départements, la dotation de soutien à l'investissement départemental (DSID) est constituée de deux parts : une première part destinée au soutien de projet d'investissement des départements (77 %) et seconde part répartie selon des critères de péréquation (23 %). Afin d'harmoniser et de simplifier la gestion de la DSID, la LFI 2022 a supprimé la seconde part péréquation et privilégié un mode unique d'attribution, sur appel à projets. La **Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements (DSID)** s'est élevée en 2024 à **0,3 M€** au regard de l'avancée des projets d'investissements retenus.

Créée en Loi de finances pour 2023, le fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires ou « fonds vert » a été pérennisé par la Loi de finances initiale pour 2024. Complémentaire aux dotations d'investissement déjà existantes, il a pour objectif d'accompagner les collectivités territoriales dans la lutte contre la crise climatique et contre l'effondrement de la biodiversité. Le Département a perçu en 2024 au titre du **fonds vert** le montant de **0,8 M€**.

L'essentiel des **autres subventions (7,2 M€)** concerne principalement les investissements routiers (**4,2 M€**) et les investissements en matière de transports (**1,9 M€**).

Le poste des autres recettes s'élève à **2,2 M€** en 2024 et comprend pour l'essentiel le produit des amendes de radars (**0,7 M€**), les créances détenues des particuliers et autres personnes de droit privé et autres prêts (**1,4 M€**).

En 2024, le recours à l'emprunt est en augmentation avec un volume de **160 M€** contre **80 M€** en 2023.

1-4 – La section de fonctionnement

1-4.A – Les dépenses de fonctionnement

Au total, les dépenses de fonctionnement sont arrêtées en 2024 à **1 335,9 M€** contre **1 306,9 M€** en 2023. La progression entre 2023 et 2024 (+ **29 M€**) soit + **2,2 %** en masse correspond à un taux de réalisation (rapport entre crédits ouverts et crédits réalisés) de **98,4 %**.

Hors frais financiers (qui progressent de 13,7 %) et contributions à des fonds de péréquation et provisions (en diminution de 21,1 %), les dépenses opérationnelles augmentent de 2,8 % entre 2023 et 2024, soit + **34,5 M€**.

On observe que les dépenses de la mission « Solidarité » (+ **46,6 M€**) expliquent prioritairement cette hausse.

1-4.A 1 – Les dépenses opérationnelles de fonctionnement

Par secteur, ces dépenses se répartissent de la manière suivante (en €uros) :

| Missions / Politiques | CA 2023 | Crédits inscrits 2024 | CA 2024 | Taux de réalisation | Evolution 2024/ 2023 | Part dépenses 2024 |
|--|-------------------------|-------------------------|-------------------------|---------------------|----------------------|--------------------|
| Développement territorial | 7 212 371,29 | 6 876 907,32 | 6 198 646,26 | 90,1% | -14,1% | 0,5% |
| Protection de l'environnement | 3 133 247,70 | 3 318 763,30 | 3 030 262,06 | 91,3% | -3,3% | 0,2% |
| Routes départementales | 12 408 918,65 | 13 549 067,65 | 13 536 948,01 | 99,9% | 9,1% | 1,1% |
| Sécurité | 116 070 649,09 | 118 171 655,59 | 117 828 706,55 | 99,7% | 1,5% | 9,1% |
| Transports | 60 534 055,13 | 62 102 122,04 | 60 406 529,33 | 97,3% | -0,2% | 4,7% |
| Mission aménagement et développement du territoire | 199 359 241,86 | 204 018 515,90 | 201 001 092,21 | 98,5% | 0,8% | 15,6% |
| Culture et patrimoine | 8 149 451,13 | 8 152 863,83 | 7 829 826,37 | 96,0% | -3,9% | 0,6% |
| Education formation | 56 906 728,80 | 61 879 200,23 | 52 813 782,48 | 85,3% | -7,2% | 4,1% |
| Jeunesse, sports et loisirs | 5 658 564,44 | 6 382 549,00 | 6 142 083,49 | 96,2% | 8,5% | 0,5% |
| Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif | 70 714 744,37 | 76 414 613,06 | 66 785 692,34 | 87,4% | -5,6% | 5,2% |
| Enfance et famille | 192 774 992,47 | 206 717 816,50 | 205 150 780,48 | 99,2% | 6,4% | 15,9% |
| Habitat | 3 483 860,50 | 3 545 450,00 | 3 526 510,00 | 99,5% | 1,2% | 0,3% |
| Insertion | 225 277 775,32 | 235 557 520,03 | 234 158 958,85 | 99,4% | 3,9% | 18,2% |
| Personnes âgées | 102 204 664,69 | 113 437 576,05 | 113 317 715,96 | 99,9% | 10,9% | 8,8% |
| Personnes handicapées | 185 046 359,76 | 199 288 473,95 | 199 277 087,79 | 100,0% | 7,7% | 15,5% |
| Santé publique | 320 814,14 | 437 002,77 | 319 477,20 | 73,1% | -0,4% | 0,0% |
| Mission solidarité | 709 108 466,88 | 758 983 839,30 | 755 750 530,28 | 99,6% | 6,6% | 58,7% |
| Conduite des politiques départ. | 1 357 884,16 | 1 495 500,00 | 1 250 634,50 | 83,6% | -7,9% | 0,1% |
| Direction de l'action départ. (hors frais fin. et reversements de fiscalité réels ou provisionnés) | 1 407 280,89 | 5 987 724,22 | 1 272 508,56 | 21,3% | -9,6% | 0,1% |
| Moyens généraux | 26 970 622,39 | 29 901 926,97 | 28 482 449,74 | 95,3% | 5,6% | 2,2% |
| Ressources humaines | 244 504 682,41 | 235 104 346,17 | 233 393 297,30 | 99,3% | -4,5% | 18,1% |
| Mission fonctionnelle | 274 240 469,85 | 272 489 497,36 | 264 398 890,10 | 97,0% | -3,6% | 20,5% |
| Total dépenses opérationnelles | 1 253 422 922,96 | 1 311 906 465,62 | 1 287 936 204,93 | 98,2% | 2,8% | 100,0% |
| Reversement Fonds de péréquation DMTO | 33 318 687,00 | 23 543 063,00 | 23 543 063,00 | 100,0% | -29,3% | |
| Reversement sur autres impôts locaux | 3 624 749,00 | 1 275 756,69 | 5 608 129,69 | 439,6% | 54,7% | |
| Total des contributions à des fonds de péréquation et provision | 36 943 436,00 | 24 818 819,69 | 29 151 192,69 | 117,5% | -21,1% | |
| Total dépenses de gestion | 1 290 366 358,96 | 1 336 725 285,31 | 1 317 087 397,62 | 98,5% | 2,1% | |
| Frais financiers | 16 514 029,70 | 20 920 000,00 | 18 782 601,69 | 89,8% | 13,7% | |
| Total Général | 1 306 880 388,66 | 1 357 645 285,31 | 1 335 869 999,31 | 98,4% | 2,2% | |

MISSION AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE
201 001 092 € (15,6 % des dépenses opérationnelles de fonctionnement)

Politique publique « Développement territorial » : 6 198 646 €

Premier poste des dépenses réalisées au titre du développement territorial, la « **Promotion du territoire** » a mobilisé en 2024, **3,8 M€** dont **2,9 M€** destinés au financement des missions de service public conduites par Seine-et-Marne Attractivité, conformément au contrat d'objectifs et de moyens signé avec le Département et **0,4 M€** de reversement de taxe de séjour à S.M.A dans le cadre de ses activités touristiques. Les subventions et autres dépenses s'élèvent à **0,54 M€** et concernent la mission S&M 2040 (**0,34 M€**), la mission marketing territorial liée notamment aux JO (**0,13 M€**) et le GIP Emploi Roissy (**0,06 M€**).

Le domaine du « **Développement local** » est le deuxième poste de dépenses de cette politique (**1,6 M€**). En 2024, **1 M€** de taxe d'aménagement ont été reversés au CAUE. L'enveloppe ouverte au titre du développement du réseau est liée au fonctionnement du Syndicat Mixte « Seine-et-Marne Numérique » (**0,3 M€**). Les contrats intercommunaux ont généré une dépense de **92 256 M€**, pour le Parc Naturel Régional du Gâtinais Français. Enfin le soutien au développement local à travers divers partenariats a représenté (**0,2 M€**).

L'« **Agriculture** », représente **0,7 M€** de dépenses en 2024, dont une subvention annuelle de **0,5 M€** pour la Chambre d'Agriculture. Il faut également mentionner **0,2 M€** de subventions diverses. Les « **Affaires internationales et européennes** » (**0,1 M€**) regroupent les partenariats internationaux (**60 408 €**) et le montage des dossiers de demandes d'aides européennes avec la cotisation à « Ile de France Europe » (**65 000 €**).

Politique publique « Protection de l'environnement » : 3 030 262 €

Les « **espaces naturels sensibles** » représentent au sein du domaine « **Environnement** » (**2,1 M€**), une dépense de **1,3 M€** en 2024. **0,3 M€** ont été versés à l'Office National des Forêts pour l'entretien des forêts domaniales, **0,4 M€** en subventions, (dont **0,1 M€** à Seine-et-Marne Environnement) et **0,6 M€** en frais d'entretien et de fonctionnement. On peut y ajouter les crédits de l'action « **environnement et développement durable** » (**0,8 M€**) avec les services d'accompagnement à la rénovation énergétique (SARE) de **0,5 M€** et une subvention de **0,2 M€** versée à Seine-et-Marne Environnement.

Sur le domaine de « **P'Eau** », une enveloppe de **0,9 M€** a été réalisée en 2024 et cela majoritairement pour le fonctionnement du « **laboratoire Départemental d'Analyses** » (**0,5 M€**). Les autres dépenses du domaine concernent les « **cours d'eau** » (**0,2 M€**), « **l'eau potable** » (**0,2 M€**) et pour les frais d'analyses et le petit matériel du SATESE (**9 888 €**).

Politique publique « Routes départementales » : 15 536 948 €

L'essentiel des dépenses de cette politique concerne « **l'Entretien du réseau départemental** » qui a mobilisé **12,3 M€** en 2024. Il s'agit essentiellement de l'achat de fournitures de voirie (granulats, sel de déneigement, peintures...), de carburant, de prestations d'entretien et de réparations. A cette action s'ajoutent l'entretien des plantations (**0,76 M€**) et les études de voirie (**0,24 M€**) ou encore les aménagements extérieurs des ARD (**16 579 €**) et **l'aménagement du réseau routier (1,2 M€)**.

Politique publique « Sécurité » : 118 828 707 €

La participation départementale au budget de fonctionnement du SDIS, fixée par la convention, s'est élevée en 2024 à **117,7 M€** dont **25 000 €** pour la section des jeunes sapeurs-pompiers.

Enfin, les autres dépenses de cette politique concernent les « **opérations de sensibilisation à la sécurité routière** » (**103 707 €**).

Politique publique « Transports » : 60 406 529 €

Le 1^{er} domaine de cette politique concerne les « **Transports scolaires** » avec **39,75 M€** de crédits consommés en 2024.

En 2024, les circuits spéciaux ont généré **9,6 M€** de dépenses. L'aide au forfait Imagine R pour les élèves de primaire et les collégiens, l'aide pour les élèves seine-et-marnais scolarisés en internat et l'aide au salaire des accompagnateurs scolaires ont mobilisé **10,9 M€**. Enfin, pour le « **transport des élèves et étudiants handicapés** », le Département a dépensé **17,9 M€** en 2024.

Les réalisations du 2^{ème} domaine de cette politique, les « **Transports publics** », s'élèvent à **20,7 M€**. Le premier poste de dépenses en volume est la « **participation au fonctionnement d'Ile-de-France Mobilités** » (**9,6 M€**). Une enveloppe de **3,9 M€** a été nécessaire au fonctionnement du dispositif « **améthyste et autres** ». Le troisième poste correspond aux versements effectués à notre délégataire de service public du réseau « **PAM77** » à hauteur de **3 M€**. Les autres dépenses du domaine concernent les « **lignes express** » pour **2,2 M€**, les « **points d'arrêt** » et plus précisément la maintenance des abris voyageurs, la conception des supports de communication et leur affichage (**0,6 M€**), ainsi que le « **transport à la demande** » (**1 M€**). Ce dernier poste finance notre soutien aux collectivités pour le fonctionnement des services de transport à la demande Proxi'bus ainsi que Filéo. Enfin, diverses opérations « **d'infrastructures de transport** », d'études et d'adhésions ont nécessité **276 255 €** de crédits en 2024.

MISSION DEVELOPPEMENT SOCIO-EDUCATIF, CULTUREL ET SPORTIF
66 785 692 € (5,2 % des dépenses opérationnelles de fonctionnement)

Politique publique « Culture et Patrimoine » : 7 829 826 €

Représentant **64 %** des dépenses de cette politique, le « **Développement culturel** » a mobilisé **5,1 M€** en 2024. Une enveloppe de **1 M€** a été allouée à Act' Art. Les subventions versées en matière « **d'actions culturelles** » ont représenté **2,6 M€**. Au sein de cette enveloppe, les scènes nationales ont mobilisé **0,6 M€** et les aides aux équipements culturels **1,7 M€** (la Ferme du Buisson à Noisiel (**0,5 M€**) et le théâtre de Sénart à Lieusaint (**0,4 M€**)). « **L'enseignement artistique et les pratiques amateurs** » ont mobilisé quant à eux, un montant global de **0,8 M€** tandis qu'une enveloppe de **0,14 M€** a permis de soutenir les « **compagnies professionnelles** ». Pour un montant de **0,55 M€**, des crédits ont financés les « **festivals et manifestations culturelles** ». Pour le reste, les dépenses relevant du domaine développement culturel ont été consacrées principalement aux « **contrats triennaux de développement culturel** » (**32 500 €**) et aux « **anciens combattants** » (**68 936 €**).

Le domaine « **Patrimoine** » a mobilisé **1,2 M€** dont **0,6 M€** pour le **château de Blandy-les-Tours** (spectacle nocturne estival et Noël à Blandy) et **0,3 M€** pour plusieurs manifestations dans le cadre du **festival du patrimoine**.

Les actions en faveur du « **Développement de la lecture publique** » (**0,7 M€**) se sont essentiellement traduites par le « **développement de l'offre documentaire** » (**0,3 M€**). A cela, s'ajoute le « **développement culturel** » avec le prix départemental de la nouvelle policière, et les actions culturelles pour la lecture (**0,3 M€**). Enfin, l'enveloppe consacrée à diverses animations dans les médiathèques, à des formations ou encore à des éditions a représenté **0,1 M€**.

Les crédits alloués aux autres domaines ont permis de poursuivre la valorisation des collections départementales en matière « **d'Archives** » (**0,3 M€**) et en faveur des « **Musées** » (**0,5 M€**).

Politique publique « Education et formation » : 52 813 782 €

L'enveloppe consacrée à la « **Vie des collèges** » représente **80 %** de la politique de **L'EDUCATION ET DE LA FORMATION**, soit un montant global de **42,5 M€**. Au premier rang de ces dépenses, il faut citer la participation du Département aux « **budgets des collèges publics et privés** » (respectivement **29 M€** et **6 M€** intégrant le forfait d'externat versé aux collèges privés). Au sein de cette enveloppe de **29 M€**, **15,1 M€** sont consacrés aux dépenses concernant les fluides des collèges publics. Vient ensuite, la « **restauration scolaire** » pour un montant global de **5,9 M€** dont **5,3 M€** de participation au budget annexe « Restauration scolaire » et **0,6 M€** pour les analyses bactériologiques, la gestion des déchets et la poursuite de la mise en œuvre de la politique d'achat. Enfin, les « **équipements et matériel TICE** » complète cette enveloppe pour un montant global de **1,2 M€**. S'y ajoute, les dépenses d'équipement et de suppléance des personnels ATTEE (**0,1 M€**) et les « **autres dépenses** » liées à la vie des collèges pour **0,4 M€** (AMO de la direction, événements liés à l'éducation).

Au sein du domaine « **Bâtiments des collèges** » (**7,7 M€**), « **l'entretien et les grosses réparations** » ont mobilisé une enveloppe de **6,9 M€**. La « **construction, l'extension et la réhabilitation** » des collèges nécessitent **0,7 M€** pour la location de bâtiments démontables, les dépenses d'assurances et les sinistres.

Les « **Actions éducatives et d'appui à la scolarité** » ont mobilisé **2,3 M€** dont **1,5 M€** en « **aides à la restauration scolaire** ». Il faut y ajouter les aides aux projets éducatifs (**0,8 M€**), notamment les actions d'orientation et de découverte des métiers.

Enfin l'« **Enseignement supérieur** » a représenté **0,4 M€** en 2024.

Politique publique « Jeunesse et sport » : 6 142 084 €

Une part essentielle des dépenses relatives aux « **Activités sportives** » (5,6 M€) a concerné le « **soutien au sport civil** » (2 M€). Sur ce montant, 1,1 M€ a bénéficié à des associations sportives civiles tandis que les aides apportées aux manifestations sportives s'élevaient à 0,3 M€. Toujours en faveur du sport civil, les écoles multisports (0,2 M€), les comités départementaux et leurs projets sportifs (0,4 M€) et le dispositif en faveur du para-sport (21 000 €) ont été soutenus. L'aide au « **sport scolaire** » (0,6 M€) s'est traduite en dotations au bénéfice de 99 collèges et en subventions pour 74 associations. Parallèlement, le « **sport de haut niveau** » a représenté une dépense de 1,5 M€, essentiellement dans le cadre de contrats d'objectifs et d'aides directes à des clubs de très haut niveau. S'y ajoute une enveloppe de 0,7 M€ concernant les « **sports nature** » et plus particulièrement les Iles de loisirs. Enfin, la **Rando des 3 châteaux** et les **autres évènements sportifs** ont généré 0,8 M€ en 2024.

Les actions du Département en direction de la « **Jeunesse** » (0,6 M€) visent à faciliter et soutenir l'autonomie des jeunes. Une première enveloppe a été consacrée aux « **aides aux associations de jeunesse et d'éducation populaire** ». Elle a permis de verser 0,4 M€ à 14 organismes ou fédérations de jeunesse et d'éducation populaire. Ces actions sont complétées par les « **aides aux projets et initiatives jeunes** » (0,2 M€) qui ont pour objectif de soutenir les jeunes par le biais de 2 dispositifs : les bourses B.A.F.A. (29 400 €), le financement de projets jeunes (0,12 M€) et le prix des jeunes talents (17 000 €).

MISSION SOLIDARITE

755 750 530 € (58,7 % des dépenses opérationnelles de fonctionnement)

Politique publique « Enfance et famille » : 205 150 780 €

Représentant 82 % des dépenses de cette politique, les « **Frais d'hébergement des enfants** » ont mobilisé 169 M€. Ces frais sont répartis entre « **l'accueil en établissement** » (126,9 M€), « **l'accueil familial** » (36,9 M€) et les « **prestations en faveur des enfants** » (5,2 M€). Sur ce dernier poste, on trouve principalement les prestations destinées aux enfants accueillis (2,6 M€), les dépenses relatives aux visites médiatisées permettant de maintenir les liens parents-enfants (1,4 M€) et des frais divers (0,9 M€).

Les dépenses de « **Protection et de prévention des enfants à domicile** » ont représenté 28 M€, dont la « **protection en milieu ouvert** » (17,2 M€) qui regroupe les crédits relatifs aux Aides Educatives en Milieu Ouvert (AEMO), aux Aides Educatives en Milieu Ouvert Renforcées (AEMO R) ainsi que l'allocation « Contrat Autonomie Jeunes Majeurs » (CAJM), et la « **prévention spécialisée** » (5 M€). A cela s'ajoutent, au titre du « **soutien et de la prévention en milieu ouvert** », l'action éducative à domicile et l'action éducative à domicile renforcée (5 M€), les allocations d'aides aux familles (0,5 M€) et les subventions et participations (0,3 M€).

Le dernier domaine de cette politique concerne les « **Aides à la fonction parentale et à l'enfant** ». Ces dépenses d'un montant global de 8,2 M€ se déclinent principalement en subventions pour le « **fonctionnement des modes d'accueil de la petite enfance** » (5,5 M€). Par ailleurs, 1,8 M€ a été consacré aux « **actions de PMI** ». A ce domaine sont rattachés, les frais de « **formation des assistants maternels** » (0,4 M€), les participations au fonctionnement des centres de « **planification familiale** » (0,2 M€) ainsi que des versements effectués aux associations œuvrant dans le « **soutien à la parentalité** » (0,3 M€).

Politique publique « Habitat » : 3 526 510 €

La part essentielle des dépenses liées à l'habitat correspond à la participation du Département au « **fonds de Solidarité Logement** » (2 M€). Cette dernière permet de financer notamment des aides individuelles, sous forme de prêts remboursables ou de secours, pour l'accès ou le maintien dans le logement, la résorption des dettes liées aux fluides (eau, gaz, électricité) ainsi que certaines mesures d'accompagnement social.

Les « **autres actions d'insertion par le logement** » (1,3 M€) participent au financement des missions de nos partenaires, tels que INITIATIVES77, Relais Jeunes 77, ADIL 77 ou la gestion des aires de grands passages des gens du voyage.

Politique publique « Insertion » : 234 158 959 €

Les allocations RSA représentent 90 % des dépenses de cette politique et augmentent de + 2,2 % par rapport à 2023 soit un montant réalisé de 211,9 M€. Toujours au sein du domaine « **Dispositif RSA** », il faut mentionner trois autres actions : les « **cofinancements des dispositifs emplois** » (2,4 M€), « **l'accompagnement des bénéficiaires du RSA** » pour 4,7 M€ et les mesures « **d'insertion par l'activité économique** » (2,4 M€) ou par « **l'emploi** » (7,7 M€).

Le domaine des « **Autres dispositifs d'insertion** » a représenté 5 M€ de dépenses en 2024. Il regroupe les **fonds d'aide d'urgence** (1,3 M€), les **actions d'insertion sociale et médico-sociale** (1,8 M€ principalement en faveur des secteurs caritatif ou humanitaire) et les **dispositifs d'insertion des jeunes** (1 M€). Les dépenses restantes concernent les **Plans Locaux d'Insertion pour l'Emploi** (0,7 M€ cofinancés par le FSE), les services en prestations juridiques, accompagnement et soutien (0,2 M€) et les dépenses liées au soutien des MDS (8 091 €).

Politique publique « Personnes âgées » : 113 317 716 €

« **L'hébergement des Personnes âgées** » (50,4 M€), se répartit entre les frais d'hébergement proprement dits (22,3 M€) et l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA), versée aux établissements ou aux bénéficiaires (28,2 M€).

Les dépenses liées au « **Maintien à domicile des personnes âgées** » ont représenté 62,9 M€ dont 54,6 M€ destinés au frais liés au maintien à domicile des personnes âgées (52 M€ pour l'APA). Par ailleurs, les participations liées aux Pôles Autonomie Territoriaux et aux accords cadre passés avec la CNSA s'élèvent à 7,9 M€ et les actions extra légales menées en faveur des personnes âgées à 0,4 M€.

Politique publique « Personnes handicapées » : 199 277 088 €

« **L'hébergement des personnes handicapées** » s'élève à 132 M€ dont 113,2 M€ pour les frais liés à l'hébergement proprement dit, 10 M€ pour le financement des services d'accompagnement et 2,3 M€ pour les frais liés à la dépendance répartis entre la Prestation de Compensation du Handicap (2 M€) et l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (0,3 M€). Le coût de la revalorisation salariale (Prime Ségur) pour les professionnels éligibles travaillant dans les établissements et services médico sociaux financés principalement par le Département est de 5,5 M€. « **L'accueil familial** » a mobilisé, quant à lui, 0,8 M€.

Les aides au « **Maintien à domicile** » se sont élevées à 67,2 M€. La Prestation de Compensation du Handicap (P.C.H.) a représenté 59 M€ et l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (A.C.T.P.) 5,3 M€. La « **maison départementale des personnes handicapées (MDPH)** » a perçu 2,5 M€ pour son fonctionnement. Les crédits restants ont permis de financer des « **actions extra-légales** » (0,2 M€).

Politique publique « Santé publique » : 319 477 €

L'action « **démographie médicale** » qui est dédiée à la poursuite des engagements du Département à destination des étudiants par le financement des bourses aux étudiants en professions de santé, à l'aide au fonctionnement des maisons de santé pluri professionnelles et universitaires, et aux projets « Innovation en sante », a représenté **319 477 €**.

MISSION FONCTIONNELLE
264 398 890 € (20,5 % des dépenses opérationnelles de fonctionnement)

Politique publique « Conduite des politiques départementales » : 1 250 635 €

Les dépenses de cette politique concernent principalement le domaine de la « **Communication** » avec une enveloppe consommée de **1 M€**. Elle finance d'une part, les éditions de « Seine et Marne Magazine » et d'autres documents d'information locale plus ciblée ainsi que les achats d'espaces dans la presse locale, le fonctionnement du site internet, les relations de presse ou encore la communication interne. D'autre part, l'enveloppe communication prend en charge le versement de subventions (**17 500 €**).

Au domaine « **Présidence et cabinet** » (**0,2 M€**) sont rattachées plusieurs cotisations et subventions à des associations d'élus locaux (Assemblée des Départements de France, Association des Maires de Seine-et-Marne ou Association des maires ruraux de Seine-et-Marne).

Politique publique « Direction et animation de l'action départementale » : 1 272 509 €

La première enveloppe de cette politique concerne l'ensemble des dépenses financières autres que les frais financiers comme les services bancaires et les prestations de conseils (**0,9 M€**). La seconde enveloppe (**0,4 M€**) finance les « **études diverses** » dont la signalétique de certaines opérations de travaux mais aussi les dépenses liées à la « **documentation** » (documentation générale et technique, documentation informatisée, gestion de documents « presse », droits de copiage...).

Politique publique « Moyens généraux » : 28 482 450 €

Premier poste de dépense de cette politique, les « **Systèmes d'information** » ont représenté une dépense de **8,3 M€** répartie en entretien et maintenance (**2 M€**), en frais d'infrastructures téléphoniques (**0,9 M€**) et en prestations et fournitures (**5,4 M€**).

Deuxième poste, la « **Gestion du patrimoine immobilier** » a généré **6,5 M€** de dépenses principalement sur les fluides (**4,1 M€**), les loyers et charges locatives (**0,9 M€**), les impôts et taxes foncières (**1 M€**) et le gardiennage (**0,4 M€**).

La « **Logistique** » a mobilisé **5,8 M€** dont les fournitures et services divers (**2,4 M€**), l'entretien des locaux (**1,8 M€**), la gestion de la flotte automobile (**1,5 M€**) et le matériel et mobilier (**89 893 €**).

Enfin, il faut mentionner, les « **Etudes et la prévention des risques** », dépenses liées aux primes d'assurance, aux sinistres et aux conseils juridiques (**4,5 M€**) et les dépenses d'entretien et de réparations des « **Bâtiments départementaux** » (**3,4 M€**) dont **1,3 M€** au titre des bâtiments sociaux, **1,6 M€** pour l'Hôtel du Département et ses annexes et **0,5 M€** pour les Agences Routières Territoriales.

Politique publique « Ressources humaines » : 233 393 297 €

L'ensemble des dépenses de cette politique atteint **233,4 M€** dont **94 %** concernent la « **masse salariale** » (**218,9M€**).

Par ailleurs, une enveloppe de **6,8 M€** a été consacrée aux actions en faveur du personnel : elle finance notamment la subvention au COS (1,3 M€) et les prestations sociales diverses (**5,8 M€**). Viennent s'y ajouter les « **frais de formation** » et de « **recrutement** » (**1,6 M€** et **0,3 M€**) ainsi que les frais liés aux déplacements (**1 M€**), aux assurances (**1,3 M€**) et à l'intérim (**3 M€**).

1-4.A 2 – Les frais financiers et les prélèvements sur les recettes fiscales

Frais financiers : 18 782 601,69 €

En 2024, les frais financiers ont représenté une charge de **18,8 M€** pour le Département qui se décompose de la façon suivante :

- les intérêts résultant de la dette à long terme pour **16,5 M€**,
- les charges financières liées aux instruments de couverture ou « swaps » pour **0,48 M€** soit un montant légèrement inférieur à 2023 due à l'amortissement progressif du capital couvert par ce contrat,
- l'augmentation des intérêts courus non échus (+ **1,8 M€**) de **4,6 M€** en 2023 à **6,4 M€** en 2024.

L'augmentation des frais financiers de 0,49 M€ (hors indemnité de remboursement anticipé, à caractère ponctuel) entre le CA 2023 et le CA 2024 est dû d'une part au contexte financier de 2024 qui s'est caractérisé par des taux restés haut durant l'année 2024 et d'autre part, à la diversification de la structure de dette départementale où 50% des emprunts conclus disposent d'un taux variable.

Dans un contexte où les taux restaient haut en 2024, la stratégie portée par le Département en 2024 a consisté à favoriser les taux variables avec 4 emprunts d'un montant global de 125 M€, puisque à terme les taux variables ne peuvent que diminuer lorsqu'ils ont été conclus en période où ils sont hauts (contrairement à un taux fixe élevé qui le reste durant toute la durée du contrat).

En 2024, le taux moyen de la dette long terme du Département après couverture ressort à 3,06 % contre 2,85 % en 2023 et 1,88 % en 2022.

Prélèvements du fonds national de péréquation des DMTO: 23 543 063 €

Depuis 2020, un seul fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux a remplacé les trois anciens fonds de péréquation basés sur les DMTO : le fonds national de péréquation sur les DMTO (FNPDMTO) créé en 2011, le fonds de solidarité sur les DMTO (FSDMTO) créé en 2014 et le fonds de solidarité interdépartemental (FSID) créé en 2019.

Ce fonds est alimenté par deux prélèvements :

- le premier prélèvement est égal à 0,34 % du montant de l'assiette des DMTO de droit commun n-1 de l'ensemble des Départements (et de la Ville de Paris et de la Métropole de Lyon)
- le second prélèvement, d'un montant de 750 M€, concerne les départements dont l'assiette par habitant des DMTO est supérieure à 75 % de l'assiette par habitant de l'ensemble des départements. Ce second prélèvement est réparti en trois tranches. Le montant prélevé au titre de ce second prélèvement ne peut excéder 12 % du produit des DMTO n-1 du Département.

Lorsque le montant total des deux prélèvements est supérieur à 1,6 Mds€, le Comité des finances locales peut décider de mettre en réserve, dans un fonds de garantie départemental des corrections conjoncturelles, tout ou partie de l'excédent.

En 2024, le montant total du prélèvement s'est élevé à 1 639,6 M€ contre 1 907,9 M€ en 2023. Le CFL a décidé de ne constituer aucune nouvelle mise en réserve mais a libéré l'intégralité du montant mis en

réserve disponible en 2024, soit 248,7 M€. Le Département a subi en 2024 un prélèvement de 23,5 M€ en faveur du fonds national de péréquation des droits de mutation (FNPDMTO) contre 33,3 M€ en 2023. Ce prélèvement enregistre une baisse de - 29,3 % entre 2023 et 2024 en raison d'une diminution du produit des DMTO du Département (- 27,6 %) plus importante que celle de l'ensemble des Départements (- 22,1 %).

Reversements sur autres impôts locaux : 5 608 130 €

Reprise en dépenses au titre de la TVA : 4 332 373 €

Le versement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) 2024 doit être diminué d'une reprise en dépenses effectuée au titre de la TVA 2023 définitive qui s'est révélée inférieure au montant encaissé en 2023 sur la base des prévisions de l'Etat. La TVA a ainsi enregistré une évolution de + 2,8 % entre 2022 et 2023 contre + 3,7 % prévu en PLF 2023 et encaissé en 2023 par le Département. Cette reprise s'est élevée en 2024 à 3,6 M€ pour la fraction compensant la part départementale de la TFPB et 0,8 M€ pour la fraction compensant la CVAE, soit au total 4,3 M€.

Reversement des indus de taxe d'aménagement : 1 275 757 €

Le reversement des indus de taxe d'aménagement s'est élevé à 1 275 757 € en 2024.

1-4.B – Gestion pluriannuelle en fonctionnement

Les engagements pris en termes d'autorisations d'engagement non réalisées s'élevaient au 31 décembre 2024 à **14,3 M€**. Ce montant reste marginal par rapport au volume des crédits de paiement consommés en 2024 en fonctionnement.

| Missions / Politiques | Montant des Autorisations d'engagement à fin 2024 | Réalisations à fin 2024 | Reste à financer (au delà de 2024) |
|--|---|-------------------------|------------------------------------|
| Développement territorial | 10 605 122 | 10 242 132 | 362 990 |
| Protection de l'environnement | 3 855 900 | 3 571 383 | 284 517 |
| Routes départementales | 84 112 | 84 112 | 0 |
| Sécurité | 548 997 | 473 973 | 75 024 |
| Transports | 4 635 979 | 3 957 501 | 678 478 |
| 1 - Mission aménagement et développement du territoire | 19 730 110 | 18 329 102 | 1 401 008 |
| Culture et patrimoine | 8 994 248 | 8 484 148 | 510 100 |
| Education formation | 7 732 303 | 6 706 099 | 1 026 204 |
| Jeunesse, sports et loisirs | 621 727 | 621 727 | 0 |
| 2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif | 17 348 278 | 15 811 974 | 1 536 304 |
| Habitat | 2 037 730 | 2 009 500 | 28 230 |
| Insertion | 160 821 263 | 150 476 569 | 10 344 695 |
| Personnes âgées | 468 949 | 468 949 | 0 |
| 3 - Mission solidarité | 163 327 942 | 152 955 017 | 10 372 925 |
| Direction et animation de l'action départementale | 1 834 689 | 834 689 | 1 000 000 |
| Moyens généraux | 785 097 | 784 512 | 585 |
| 4 - Mission fonctionnelle | 2 619 786 | 1 619 201 | 1 000 585 |
| | 203 026 116 | 188 715 294 | 14 310 823 |

Ce faible montant en engagements pluriannuels en fonctionnement est la conséquence d'un recours restreint à la procédure des autorisations d'engagement en fonctionnement, presque toutes les dépenses ayant un caractère annuel. Le recours aux AE est réservé aux seuls engagements dont l'exécution excède très largement l'exercice budgétaire, au-delà du simple glissement d'exécution.

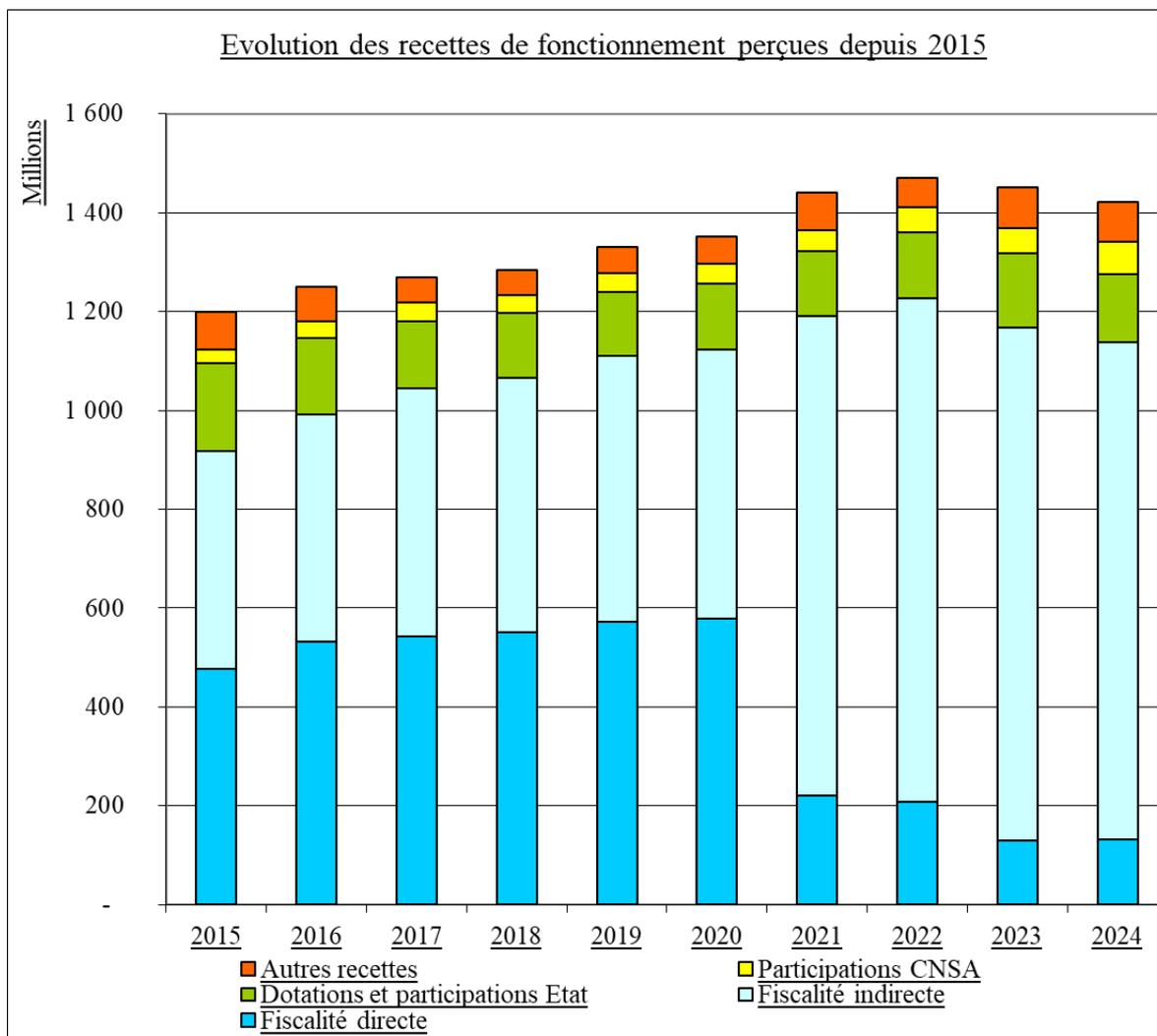
Il concerne principalement le domaine de l'insertion (**10,3 M€**) avec des programmes de formation qui dépassent, lorsqu'ils sont engagés, le cadre de l'année civile.

1-4.C – Les recettes de fonctionnement

S'agissant des recettes propres à chaque exercice (c'est-à-dire hors excédents antérieurs reportés), leur montant s'élève à **1 421,6 M€** au CA 2024 contre **1 451,1 M€** en 2023, soit une diminution de **- 2 %**.

Les principales recettes se ventilent de la façon suivante :

| Nature de recettes | CA 2023 | Crédits inscrits 2024 | CA 2024 | Taux de réalisation | % évol |
|---|----------------------|--------------------------|----------------------|------------------------|--------------|
| Reversement part régionale CVAE | 85 671 811 | 85 671 811 | 85 671 811 | 100,0% | 0,0% |
| Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux | 4 317 898 | 4 366 756 | 4 638 227 | 106,2% | 7,4% |
| Fonds national de garantie individuelle des ressources | 17 925 606 | 17 925 606 | 17 925 606 | 100,0% | 0,0% |
| Reversement du Fonds de solidarité des Départements de la Région IDF | 8 673 822 | 8 407 711 | 8 407 711 | 100,0% | -3,1% |
| Frais de gestion de la Taxe foncière sur les propriétés bâties | 14 200 093 | 16 312 282 | 16 312 282 | 100,0% | 14,9% |
| Fiscalité directe | 130 789 230 | 132 684 166 | 132 955 637 | 100,2% | 1,7% |
| Droits de mutation à titre onéreux | 246 145 378 | 190 000 000 | 203 219 911 | 107,0% | -17,4% |
| Reversement du Fonds national de péréquation des DMTO | 19 026 230 | 19 570 248 | 19 570 248 | 100,0% | 2,9% |
| TVA | 497 233 600 | 515 081 782 | 497 087 659 | 96,5% | 0,0% |
| <i>dont part reçue en compensation de la TFPB</i> | <i>404 970 269</i> | <i>419 506 662</i> | <i>404 851 408</i> | <i>96,5%</i> | <i>0,0%</i> |
| <i>dont part reçue en compensation de la CVAE</i> | <i>92 263 331</i> | <i>95 575 120</i> | <i>92 236 251</i> | <i>96,5%</i> | <i>0,0%</i> |
| Taxe d'aménagement | 17 368 789 | 12 000 000 | 10 326 246 | 86,1% | -40,5% |
| Taxe spéciale sur les conventions d'assurance | 161 447 303 | 178 142 141 | 172 248 433 | 96,7% | 6,7% |
| Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité | 16 694 880 | 17 294 187 | 16 546 574 | 95,7% | -0,9% |
| Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques | 75 449 010 | 68 046 002 | 81 611 515 | 119,9% | 8,2% |
| Redevances des mines | 2 177 832 | 2 100 000 | 2 179 357 | 103,8% | 0,1% |
| Taxe additionnelle à la taxe de séjour | 1 675 165 | 1 500 000 | 1 722 916 | 114,9% | 2,9% |
| Fiscalité indirecte | 1 037 218 187 | 1 003 734 360 | 1 004 512 859 | 100,1% | -3,2% |
| Dotation globale de fonctionnement | 92 230 170 | 93 122 069 | 93 122 069 | 100,0% | 1,0% |
| Allocations compensatrices | 21 575 385 | 21 082 435 | 21 082 435 | 100,0% | -2,3% |
| Dotation générale de décentralisation | 4 120 007 | 4 120 007 | 4 120 007 | 100,0% | 0,0% |
| Fonds de mobilisation départemental pour l'insertion | 10 203 936 | 10 000 000 | 10 469 234 | 104,7% | 2,6% |
| FCTVA (Part.fonc.) | 1 413 432 | 1 902 547 | 1 900 288 | 99,9% | 34,4% |
| Autres participations de l'Etat | 19 995 157 | 12 812 715 | 7 541 505 | 58,9% | -62,3% |
| <i>sous-total Etat</i> | <i>149 538 086</i> | <i>143 039 773</i> | <i>138 235 538</i> | <i>96,6%</i> | <i>-7,6%</i> |
| Participation versée au titre de l'APA 1 | 23 874 803 | 24 320 400 | 27 303 029 | 112,3% | 14,4% |
| Participation versée au titre de l'APA 2 (Loi ASV) | 6 713 705 | 5 900 000 | 7 294 109 | 123,6% | 8,6% |
| Participation versée au titre de l'APA 2 (Conférence des financeurs) | 2 031 324 | 1 781 390 | 1 998 181 | 112,2% | -1,6% |
| Participation versée au titre de la PCH | 18 903 736 | 17 212 800 | 19 048 400 | 110,7% | 0,8% |
| Participation versée au titre de la MDPH | | | | | |
| Autres participations CNSA (accord cadre, Ségur, habitats partagés, soutien aux professionnels) | 6 770 292 | 9 500 000 | 9 883 612 | 104,0% | 46,0% |
| <i>sous-total CNSA</i> | <i>58 293 859</i> | <i>58 714 590</i> | <i>65 527 330</i> | <i>111,6%</i> | <i>12,4%</i> |
| Autres participations | 43 373 979 | 44 180 491 | 45 323 959 | 102,6% | 4,5% |
| Dotations et participations | 251 205 925 | 245 934 855 | 249 086 827 | 101,3% | -0,8% |
| Produits du domaine et gestion courante | 7 244 118 | 14 666 825 | 19 536 861 | 133,2% | 169,7% |
| Recouvrts dép. aide sociale et indus | 11 382 647 | 9 303 450 | 12 696 309 | 136,5% | 11,5% |
| Produits financiers | 463 043 | 422 654 | 640 494 | 151,5% | 38,3% |
| Produits exceptionnels | 9 966 165 | 362 204 | 2 145 538 | 592,4% | -78,5% |
| Reprises sur provisions | 2 880 220 | 0 | 0 | NS | -100,0% |
| Autres recettes | 31 936 194 | 24 755 133 | 35 019 202 | 141,5% | 9,7% |
| Total Recettes de fonctionnement | 1 451 149 536 | 1 407 108 514 | 1 421 574 525 | 101,0% | -2,0% |



Après la mise en œuvre de la réforme fiscale suite à la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises pour les collectivités territoriales en 2023, le panier de ressources du Département résultant des réformes fiscales successives est désormais composé à 70,7 % de produits de fiscalité indirecte en 2024. Il est devenu, à l'issue des réformes, plus dépendant à la conjoncture économique et plus déconnectée du territoire et de ses évolutions.

L'année 2024 est marquée par la poursuite de la baisse du produit des droits de mutation et par une stagnation du produit de Taxe sur la valeur ajoutée.

Les recettes réelles de fonctionnement présentent, entre 2023 et 2024, une baisse globale de - 29,6 M€ succédant à une diminution de - 19,1 M€ entre 2022 et 2023. Cette baisse provient, comme en 2023, pour l'essentiel de la diminution du produit des droits de mutation qui a enregistré une baisse de - 17,4 % entre 2023 et 2024.

Les **produits de la fiscalité directe** ont augmenté en 2024 de + 1,7 % par rapport à 2023, passant de **130,8 M € à 133,0 M€**.

L'augmentation du poste « fiscalité directe » résulte de la hausse de + 14,9 % du **reversement du produit des frais de gestion de la TFPB** au Département de Seine-et-Marne qui s'est élevé en 2024 à **16,3 M€**. Les Départements se sont vus transférer à compter de 2014 le produit des frais de gestion de la TFPB en vue d'un meilleur financement des allocations individuelles de solidarité. Ce produit (1 168 M€ en 2024), est réparti entre les Départements en deux parts, l'une de 70 % sur la base des

restes à charge des Départements au titre des trois AIS et l'autre de 30 % en fonction d'un indice synthétique de ressources et de charges. Le produit de ces deux parts est ensuite pondéré par le revenu par habitant.

La Loi de finances pour 2016 a réduit la part départementale de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) de 48,5 % à 23,5 %, celle des Régions passant de 25 % à 50 % à compter de 2017. Cette nouvelle répartition de la CVAE entre Régions et Départements visait à compenser aux Régions les charges nouvelles résultant du transfert de compétences en matière de transports interurbains routiers de voyageurs et de transports scolaires opéré par l'article 15 de la Loi NOTRe du 7 août 2015.

En Île-de-France, ces compétences relevaient déjà de l'échelon régional à travers le Syndicat des transports d'Île-de-France (STIF), en application des dispositions de l'ordonnance du 7 janvier 1959, modifiée, relative à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France.

La Région Île-de-France doit par conséquent reverser au Département de Seine-et-Marne une attribution de compensation financière égale à 51,5 % (25/48,5èmes) du montant de la cotisation sur la valeur ajoutée perçue par le Département en 2016 et ce montant est figé dans le temps selon les termes de la Loi de finances pour 2016.

Le reversement de la Région au Département n'a pas été modifié malgré la suppression de la part régionale de la CVAE (50 % de la CVAE) à compter de 2021, et son remplacement pour les Régions par une part de TVA égale à la CVAE 2020 d'une part et la suppression de la part départementale de la CVAE à compter de 2023 d'autre part.

Le **reversement de la part de CVAE transférée à la Région** s'est ainsi élevé en 2024 au montant figé de **85,7 M€**.

Le rendement de l'**Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau (IFER)** s'est élevé à **4,6 M€** en 2024 enregistrant une progression de +7,4 %. Cet impôt concerne essentiellement les centrales électriques et les stations radio-électriques.

Comptabilisé dans une subdivision de la fiscalité directe (puisqu'il est alimenté par un prélèvement sur les produits fiscaux des collectivités locales qui ont bénéficié d'un gain dans le cadre de la réforme de 2010), le **Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR)** s'est élevé au montant désormais figé de **17,9 M€** en 2024.

Créé à compter de 2014, le fonds de solidarité des Départements de la Région Ile-de-France dispose d'un montant global de 60 M€. Son fonctionnement repose sur un indice synthétique de ressources et de charges. Bénéficiaire du **Fonds de solidarité des Départements de la Région Ile-de-France (FSDRIF)**, le Département de Seine-et-Marne a reçu une attribution d'un montant de **8,4 M€** en 2024 contre 8,7 M€ en 2023.

Les **recettes de fiscalité indirecte** ont diminué en 2024 de -3,2 % par rapport à 2023 passant de **1 037,2 M€** à **1 004,5 M€**. Cette diminution provient pour l'essentiel de la forte baisse constatée du produit des droits de mutation et, dans une moindre mesure, de la diminution du produit de la taxe d'aménagement.

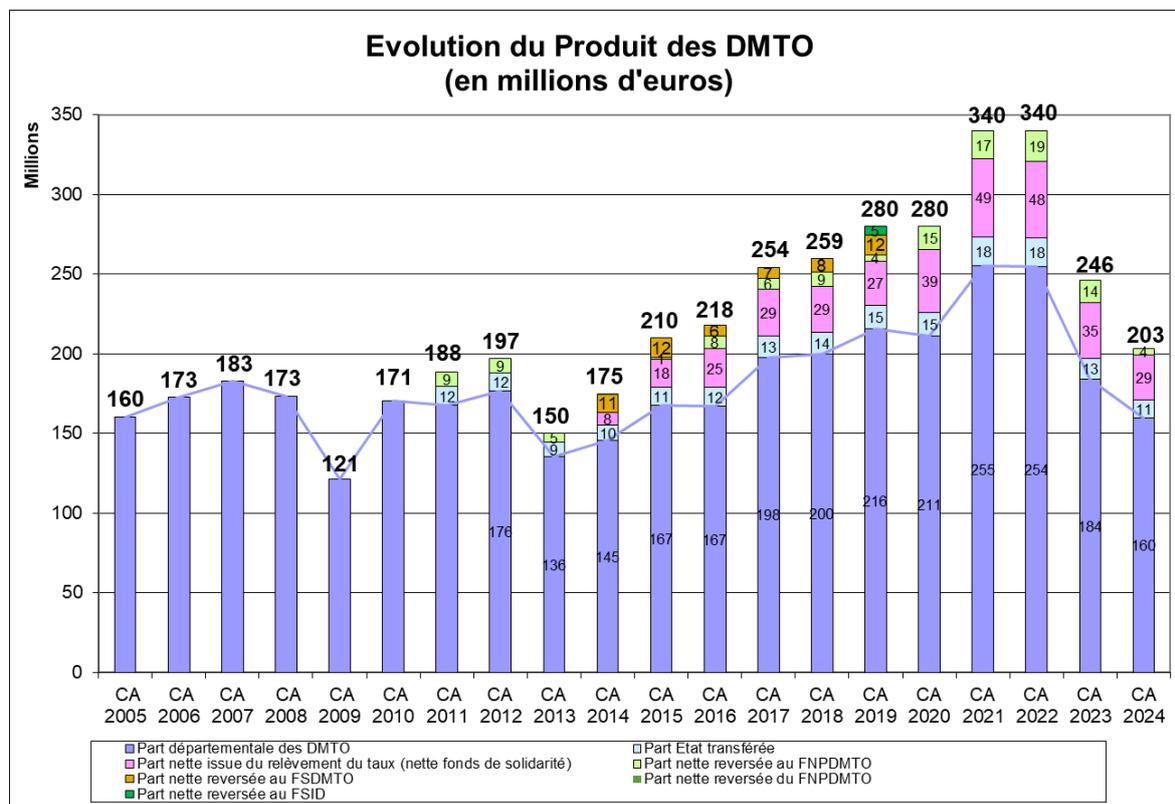
En complément du transfert du produit des frais de gestion de la TFPB pour permettre aux Départements de financer leur reste à charge sur les allocations individuelles de solidarité, l'Etat les a autorisés à relever le taux plafond des droits de mutation à compter 1^{er} mars 2014 de 3,80 % à 4,50 %. Par une délibération du 13 janvier 2014, le Département a adopté l'augmentation du taux des DMTO à 4,50 % pour les actes passés et les conventions conclues depuis le 1^{er} mars 2014 en Seine-et-Marne.

Le **produit des Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO)** a diminué de -17,4 % en 2024 passant de 246,1 M€ à **203,2 M€**. Cette diminution provient de la diminution du nombre de transactions.

Pour comparer le produit des DMTO depuis 2005, le produit 2024 doit être corrigé :

- de la part Etat transférée pour compenser une partie de la suppression de la taxe professionnelle (évaluée à 10,8 M€),
- du produit issu de la hausse du taux (évalué à 28,6 M€),
- de la contribution nette au fonds national de péréquation des DMTO (4,0 M€),

Le graphique ci-dessous illustre ainsi l'évolution réelle du produit des droits de mutation depuis 2005.



Sur proposition de l'ADF, la péréquation horizontale sur les DMTO a été réformée en Loi de finances pour 2020. Depuis 2020, le fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux a remplacé les trois fonds de péréquation existants basés sur les DMTO : le fonds national de péréquation sur les DMTO (FNPDMTO) créé en 2011, le fonds de solidarité sur les DMTO (FSDMTO) créé en 2014 et le fonds de solidarité interdépartemental (FSID) créé en 2019.

Les ressources du fonds de péréquation sont réparties en trois enveloppes :

- la première enveloppe, égale à 250 M€, est répartie entre les Départements selon les mêmes modalités que celle du FSID actuel
- la deuxième enveloppe, égale à 52 % du solde, est répartie entre les Départements selon des modalités analogues à celles du FNPDMTO.
- la troisième enveloppe, égale à 48 % du solde, est répartie entre les Départements selon les mêmes modalités que celle du FSDMTO.

Le montant total mis en répartition en 2024 s'est élevé à 1,9 Md€ avec une libération intégrale par le comité des finances locales du montant mis en réserve disponible en 2024, soit 248,7 M€.

Pour le Département de Seine-et-Marne, le **versement du fonds national de péréquation des droits de mutation** a atteint un montant de **19,6 M€** en 2024 contre 19,0 M€ en 2023. Le Département a bénéficié d'une attribution au titre de la deuxième et troisième enveloppe en raison de son potentiel financier par habitant inférieur au potentiel financier moyen des Départements. Parallèlement, le Département a contribué au fonds de péréquation des droits de mutation à hauteur de **23,5 M€** ce qui aboutit à une contribution nette du Département au fonds de **4,0 M€** en 2024 contre 14,3 M€ en 2023.

En compensation de deux recettes de fiscalité directe, le Département s'est vu attribuée successivement deux parts de Taxe sur la valeur des entreprises : la première compensant la perte de la taxe foncière sur les propriétés bâties et la seconde compensant la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises.

Depuis 2021, la part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) a été remplacée par une fraction de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dans le cadre de la réforme fiscale supprimant la taxe d'habitation sur les résidences principales. La **fraction de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) compensant la part départementale de la TFPB** du Département s'est élevée à **404,9 M€** en 2024 contre 405,0 M€ en 2023. Cette fraction doit être diminuée, comme en 2023, d'une reprise en dépenses effectuée au titre de la TVA 2023 définitive qui s'est révélée inférieure au montant encaissé en 2023 sur la base des prévisions de l'Etat. Cette reprise s'est élevée à 3,6 M€ en 2024 comme en 2023.

Depuis 2023, la part départementale de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) a été remplacée par une fraction de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) évoluant de façon uniforme sur le territoire. La **fraction de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) compensant la part départementale de CVAE** perçue par le Département en 2024 s'est élevée à **92,2 M€** contre 92,3 M€ en 2023. Cette fraction doit être diminuée d'une reprise en dépenses effectuée au titre de la TVA 2023 définitive qui s'est révélée inférieure au montant encaissé en 2023 sur la base des prévisions de l'Etat. Cette reprise s'est élevée à 0,8 M€ en 2024.

Le produit total de TVA perçu en 2024 a augmenté, conformément au projet de loi finances 2025 de + 0,8 % par rapport au produit perçu au titre de 2023 (produits corrigés des reprises encaissées en n+1) contre + 4,5 % prévue initialement en Loi de finances pour 2024.

Instituée en remplacement de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS) et la Taxe destinée au financement des CAUE (TDCAUE) depuis le 1^{er} mars 2012, le produit de la **Taxe d'aménagement (TA)** a enregistré une baisse de - 40,5 %, passant de 17,4 M€ en 2023 à **10,3 M€** en 2024. Cette diminution du produit résulte d'un ralentissement du rythme d'encaissement lié à la tension sur les prix et à l'application de la réforme adoptée en Loi de finances pour 2021. Depuis le 1^{er} septembre 2022, la gestion des taxes d'urbanisme est transférée des Directions Départementales des Territoires (DDT) à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) qui n'en assurait jusqu'alors que le recouvrement. Les modifications adoptées en LFI pour 2021 relatives à la date d'exigibilité et au délai de versement de la TA sont également entrées en vigueur au 1^{er} septembre 2022. La taxe d'aménagement est désormais versée en un versement unique, si le montant est inférieur à 1 500 €, trois mois après la date d'achèvement des travaux ou en deux versements trois et six mois après la date d'achèvement des travaux. Pour rappel, le délai de versement de la TA et la date d'exigibilité en vigueur jusqu'au 31 août 2022 étaient de 12 et 24 mois après la date de délivrance de l'autorisation de construire ou d'aménager.

Conformément à la répartition du taux adoptée par l'Assemblée départementale entre la politique des espaces naturels sensibles et le financement du CAUE, 0,2 % du taux voté de 2,2 % de la taxe d'aménagement est reversé au CAUE au cours de l'exercice d'encaissement.

La Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurance (TSCA) destinée à couvrir, d'une part, les charges relatives au SDIS et, d'autre part, les transferts de compétences intervenus en 2004, s'élève pour chacune de ces parts respectivement à **27,7 M€** (+ 7,2 % par rapport à 2023), et à **68,0 M€** en 2024 (+ 6,9 % par rapport à 2023).

Depuis 2011, la TSCA comprend également une nouvelle part accordée dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale pour compenser, en partie, la suppression de la taxe professionnelle. Cette part a atteint en 2024 le montant de **76,5 M€** enregistrant une hausse de + **6,4 %** par rapport à 2023. Au total, le produit 2023 de la TSCA a été de **172,2 M€**.

La TSCA s'étant révélée insuffisante à couvrir l'intégralité des charges induites par les transferts de compétences intervenus en 2004, une part complémentaire de TICPE est affectée aux Départements depuis 2008. Cette part s'est élevée à **12,5 M€** en 2024 (+ 0,9% par rapport à 2023) et porte la compensation des transferts de compétences de 2004 à **80,5 M€** (+ 5,9 % par rapport à 2023).

Le produit de la **Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (TICPE)** s'est élevé au montant total à **81,6 M€** en 2024, enregistrant une hausse de + 8,2 % entre 2023 et 2024. Cette croissance est la conséquence directe de la perception par le Département, en compensation du transfert

de deux routes nationales depuis le 1^{er} janvier 2024, d'une nouvelle part de Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE). Cette nouvelle part de TICPE s'est élevée en 2024 au montant de **6,1 M€**.

Les autres parts de TICPE sont restées globalement stables entre 2023 et 2024. Outre la part complémentaire à la compensation des charges induites par les transferts de compétences intervenus en 2004 (**12,5 M€**), cet impôt indirect vise à compenser également à hauteur de **63,1 M€** pour 2024 les charges du Département au titre du RSA. Ce montant de compensation du RSA de 63,1 M€ est figé depuis 2014.

En compensation du transfert de deux routes nationales depuis le 1^{er} janvier 2024, le Département a perçu une nouvelle part de Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE) qui s'est élevée en 2024 au montant de **6,1 M€**.

Le produit de la **Taxe d'Électricité** perçu par le Département en 2024 a atteint le montant de **16,5 M€** contre 16,7 M€ en 2023 enregistrant une évolution de - 0,9 %. Cette diminution s'explique par la mise en place de la réforme introduite par la Loi de finances initiale pour 2021.

Dans un double objectif de simplification et d'harmonisation, la Loi de finances initiale pour 2021 a fusionné les taxes sur la consommation finale d'électricité et nationalisé leur gestion. Après l'alignement dès le 1^{er} janvier 2021 des dispositifs juridiques et notamment les tarifs, les taxes communales et départementales sur la consommation finale d'électricité sont remplacées par une quote-part de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité sans pouvoir de taux depuis le 1^{er} janvier 2022 pour la taxe départementale (TDCFE) et depuis le 1^{er} janvier 2023 pour la taxe communale (TCCFE). Au motif que les fournisseurs n'auront plus qu'à effectuer une déclaration unique, le prélèvement de 1,5 % du produit de la taxe dont bénéficiaient les fournisseurs d'électricité pour la délivrance des déclarations trimestrielles et du paiement de la taxe est supprimé et sera réattribué aux collectivités bénéficiaires.

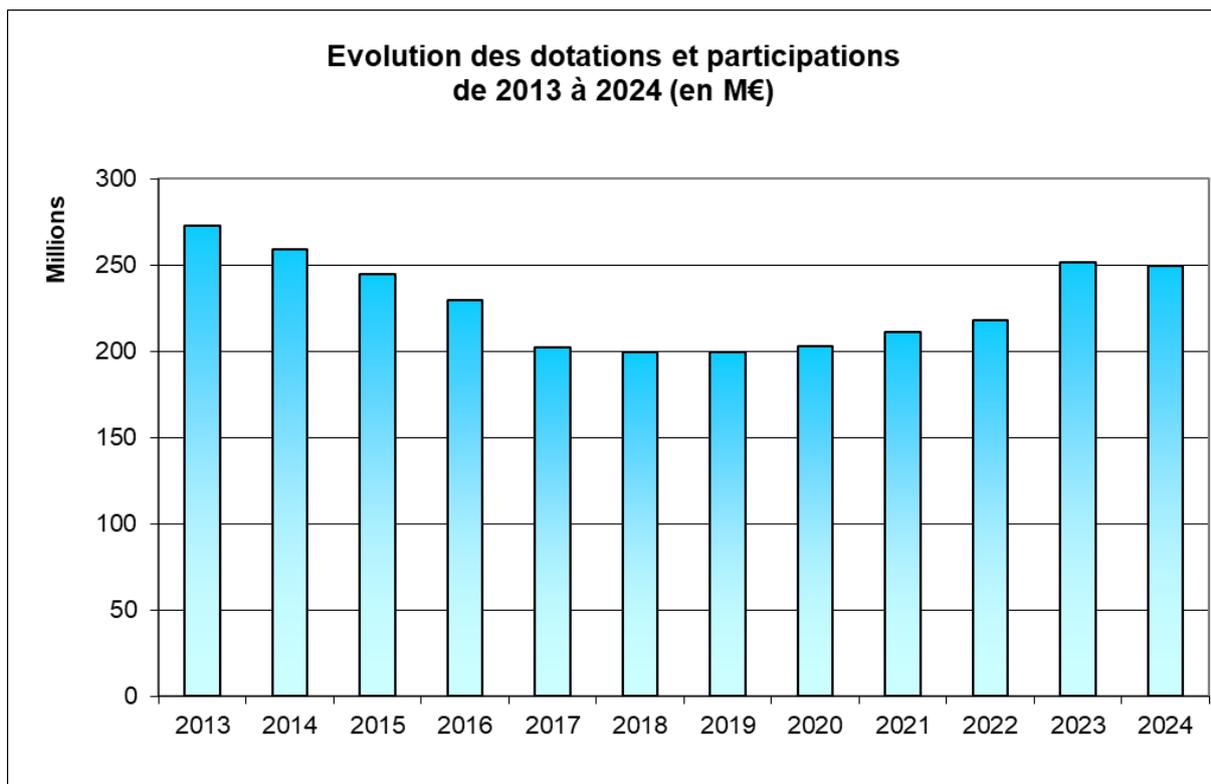
En 2023, le Département a perçu un montant de 16,4 M€ au titre de la taxe intérieure sur la consommation d'électricité (TICFE) enregistrant une croissance de + 10,7 % par rapport à 2022 et un montant de 0,3 M€ de reliquats de TDCFE.

En 2024, le Département a perçu un montant de 16,5 M€ au titre de la TICFE enregistrant une croissance de + 0,8 % par rapport à 2023 et un montant de reliquats de TDCFE de 1 283 € diminuant de - 99,6 % par rapport à 2023. La faible croissance de la part départementale de TICFE résulte de l'inflation et des aléas résultant de l'élargissement de l'assiette accompagnant la fusion des taxes. Cette fusion a modifié de fait la dynamique de la recette qui est plus sensible à l'activité économique du territoire, la consommation n'étant plus ciblée sur les petits et moyens consommateurs.

Le produit de la **redevance des mines** s'est élevé en 2024 à **2,2 M€** comme en 2023, la diminution des tonnages extraits a été compensée par la hausse des tarifs.

Le produit de la **taxe additionnelle à la taxe de séjour** a augmenté de + **2,9 %** en 2024 pour atteindre **1,7 M€**.

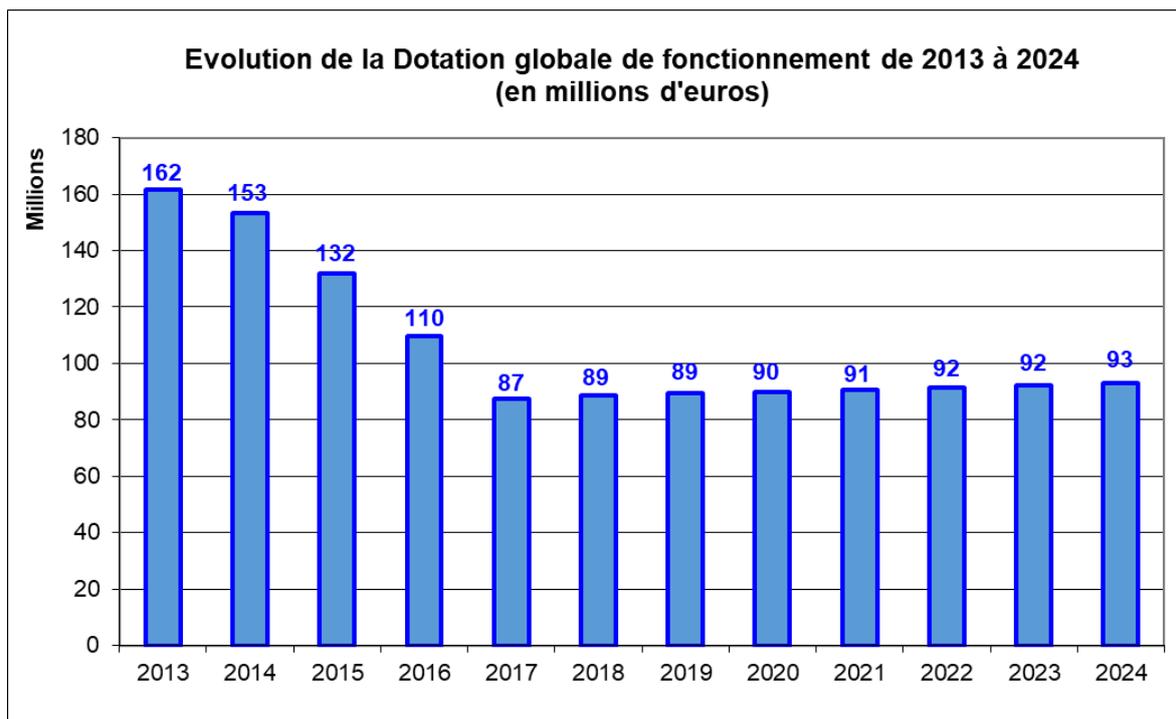
Les recettes liées aux dotations et participations diminuent de - **0,8 %** entre 2023 et 2024. Elles se sont élevées à **249,1 M€** en 2024 contre **251,2 M€** en 2023.



Le montant global de la **Dotation Globale de Fonctionnement** du Département de Seine-et-Marne a enregistré en 2024 une croissance de + 1,0 %, après de faibles progressions annuelles depuis 2018 (+ 0,7 % en 2023 et + 0,8 % en 2022). Ces faibles évolutions font suite à quatre années de baisses successives dues aux contributions au redressement des finances publiques appliquées de 2014 à 2017. La DGF du Département a été réduite sur la période de 79,2 M€.

Cette croissance de la DGF en 2024 résulte de la progression de + 0,7 M€ de la part dynamique de la population et de l'augmentation de + 0,1 M€ de la dotation de péréquation urbaine. La LFI pour 2024 avait prévu une augmentation des dotations de péréquation de la DGF des Départements de + 10 M€ comme chaque année depuis 2018.

Le montant global de la DGF s'est ainsi élevé en 2024 à **93,1 M€** contre **92,2 M€** en 2023 (soit près de + 0,9 M€ entre 2023 et 2024).



Pour respecter le maintien en valeur de l'enveloppe normée des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales, les allocations compensatrices de fiscalité directe servent de variables d'ajustement. Depuis 2017, la Loi de finances a intégré la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) des Départements et des Régions, les allocations compensatrices de TH et les Fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle.

En 2024, seule la DCRTP du bloc communal, des Départements et des Régions ont fait l'objet d'une minoration. Les autres variables ont été maintenues à leur niveau 2023. La minoration des variables d'ajustement a été effectuée au prorata des recettes réelles de fonctionnement des bénéficiaires.

Le poste des **allocations compensatrices** du Département de Seine-et-Marne (dont la DCRTP) s'est élevé au montant global de 21,1 M€ en 2024 contre 21,6 M€ en 2023.

Après un montant diminué de - 0,5 % en 2023, la **Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP)** a diminué de - 2,2 % en 2024 et s'est élevée au montant de **18,3 M€**. Les **allocations compensatrices de fiscalité directe** sont restées stables au montant de **2,8 M€** en 2024. Aucune allocations compensatrices pour perte de taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ou taxe de publicité foncière n'a été enregistrées en 2024 contre **0,1 M€** en 2023.

La Dotation Générale de Décentralisation (DGD) est figée en 2024 au montant de **4,1 M€**.

Créé en 2006 en vue de réduire l'écart entre la compensation et les charges induites par le RSA, le Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion (FMDI) a été pérennisé par la LFI pour 2017. Les attributions à la Seine-et-Marne du **Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion (FMDI)** se sont élevées au montant global de **10,5 M€** en 2024 contre 10,2 M€ en 2023.

Versée pour la première fois en 2017 par l'Etat, le Département a perçu en 2024 une **part de FCTVA en section de fonctionnement** d'un montant de **1,9 M€**. La LFI 2016 et la LFR 2015 ont élargi l'assiette des dépenses éligibles aux dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie à compter du 1^{er} janvier 2016.

Les autres participations de l'Etat passent de 20,0 M€ en 2023 à **7,5 M€** en 2024.

En 2024, dans le secteur de l'enfance, les participations de l'Etat s'élèvent à **2,5 M€**. En matière d'insertion, les recettes liées à la Convention d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi et à la revalorisation du RSA ont représenté **3,6 M€**. Les recettes de personnel se sont élevées en 2024 à **1,3 M€**, alors que dans le secteur culturel, musées et lecture publique, les aides de l'Etat ont représenté **0,2 M€**.

Les **recettes de la CNSA** enregistrent en 2024 une croissance globale de + **12,4 %** pour atteindre le montant de **65,5 M€** contre **58,3 M€** en 2023. Cette progression provient pour l'essentiel de la hausse de la première part du concours APA (27,3 M€ soit + 14,4 % par rapport à 2023) et des autres participations CNSA comprenant les compensations liées au Segur, aux tarifs planchers et au soutien aux professionnels (9,9 M€, soit + 46,0 %). Dans une moindre mesure, la seconde part du concours APA a enregistré une progression de + 8,6 % (7,3 M€) et le concours PCH une augmentation de + 0,8 % (19,0 M€).

Les **autres participations** augmentent de + **4,5 %** de 2023 à 2024 et s'élèvent en 2024 à **45,3 M€** contre 43,4 M€ en 2023.

Elles comprennent les participations **d'Ile-de-France Mobilités (IDFM)** en faveur des transports scolaires d'un montant de **29,4 M€** en 2024. Cette participation se décompose entre celle au titre des **circuits spéciaux scolaires** pour **10,3 M€** et celle en faveur des **transports des élèves et étudiants handicapés** pour **19,1 M€**. Figurent également dans ce poste, la participation de la Région et de IDFM au **dispositif PAM 77** pour **0,6 M€** en 2024 et la **participation des familles à la restauration scolaire** pour **4,6 M€**. Une participation exceptionnelle de **7,5 M€** a été perçue par le département au titre des dépenses d'énergie. On trouve également dans ce poste les participations du **FSE** (**1,4 M€**).

Le poste des **autres recettes** augmente de + **9,7 %** pour un volume de **35,0 M€** en 2024 contre **31,9 M€** en 2023.

Cette forte hausse s'explique pour l'essentiel par la forte augmentation du poste des **produits du domaine et de gestion courante** dont le montant a atteint **19,5 M€** en 2024 contre 7,2 M€ en 2023.

Les **recouvrements sur les dépenses d'aides sociales** ont augmenté de + 11,5 % en 2024 pour atteindre le montant de 12,7 M€. De même, le montant des **produits financiers** est passé de 0,5 M€ en 2023 à **0,6 M€** en 2024.

Le montant des **produits exceptionnels** a fortement diminué en 2024 et s'est élevé à **2,1 M€** en 2024 contre 10,0 M€ en 2023.

Aucune **reprise sur provisions** n'a été enregistrée en 2024 contrairement à 2023 (2,9 M€ en 2023).

1-5 – La sous-compensation des trois allocations individuelles de solidarité (AIS)

A l'issue de l'exécution 2024, il vous est rendu compte de la situation du financement pour le Département de Seine-et-Marne des trois allocations individuelles de solidarité que sont :

- l'allocation personnalisée d'autonomie (APA),
- le revenu de solidarité active (RSA),
- et la prestation de compensation du handicap (PCH).

Pour respecter les principes constitutionnels en cas de transferts de charges, l'Etat a attribué des **recettes de compensation pour chacune des trois allocations individuelles de solidarités**.

Pour le RMI confié aux Départements en 2003 devenu RSA Socle en 2009, l'Etat a compensé ces dépenses avec le transfert :

- d'une fraction de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers renommée Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE)
- complétée, à partir de 2009, suite au transfert aux Départements de la charge de l'API (allocation de parent isolé) dans le RSA, par une fraction supplémentaire de TICPE.

Dans l'objectif d'améliorer le financement des dépenses d'insertion, l'Etat a créé, en 2006, le Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion (FMDI). Ce fonds a été reconduit chaque année depuis 2006 puis pérennisé en Loi de finances initiale pour 2017.

Pour l'APA versé depuis 2002, les dépenses n'ont pas été accompagnées d'un droit à compensation mais d'un financement apporté pour 1/3 par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) et pour les 2/3 par les Départements. Le concours de la CNSA de la part d'APA historique dite « APA 1 » est complétée en 2016 par un concours de la CNSA « APA 2 » suite à la création de la seconde part d'APA créée par la loi d'adaptation de la société au vieillissement.

Enfin, s'agissant de la PCH, créée en 2005, elle a donné lieu à la mise en place d'un concours financier versé par la CNSA aux Départements.

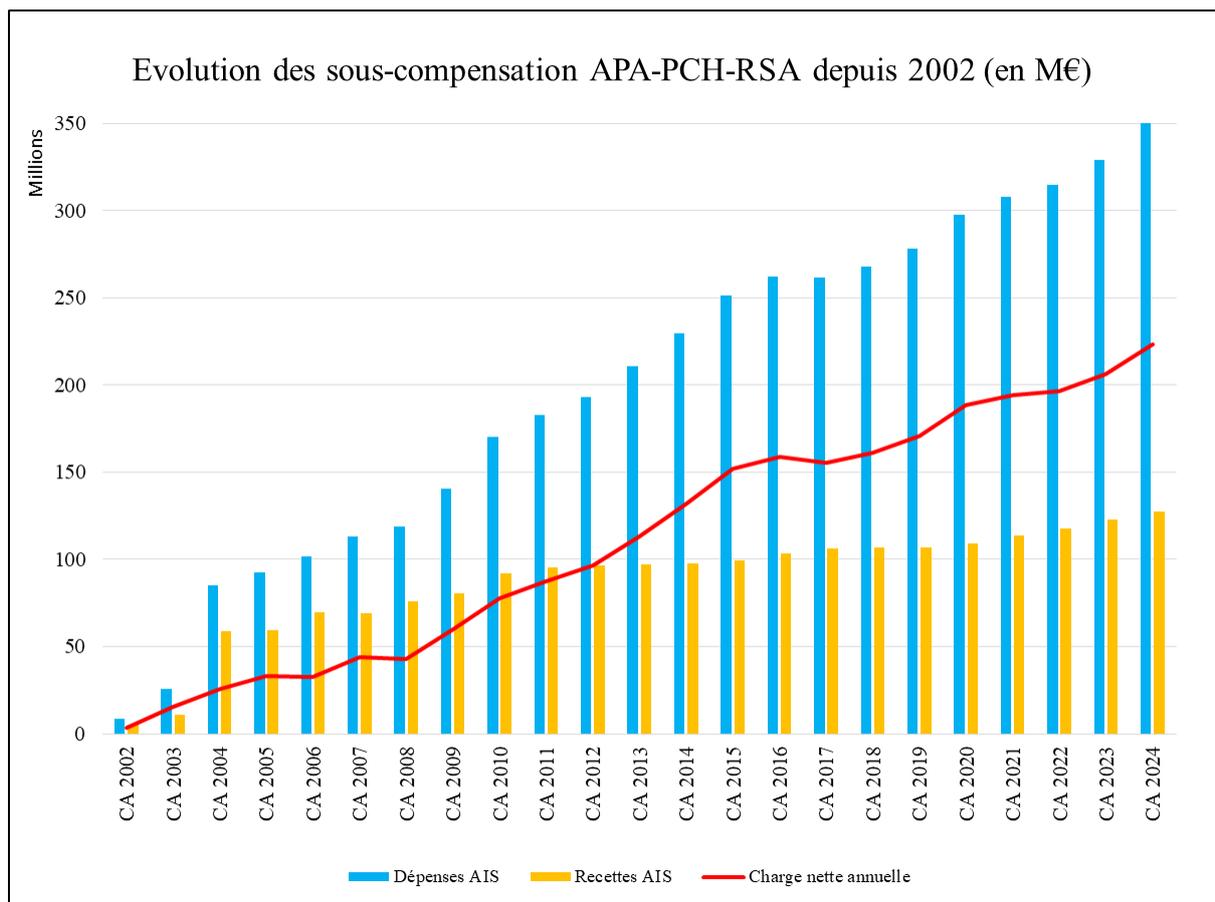
Depuis 2002, le Département est confronté à un reste à charge croissant résultant, d'une part, de la croissance continue de ses dépenses consacrées aux trois allocations individuelles de solidarité et, d'une part, des compensations insuffisantes.

En 2024, les compensations accordées par l'Etat au titre des trois allocations couvrent 36,3 % du coût des allocations. La charge nette pour le Département atteint 223,2 M€ au titre de la seule année 2024.

| En euros | Charge | Compensation | Taux de couverture (%) | Charge nette pour le Département |
|--------------|--------------------|--------------------|------------------------|----------------------------------|
| APA | 80 122 318 | 34 597 138 | 43,2% | 45 525 181 |
| PCH | 60 914 132 | 19 048 400 | 31,3% | 41 865 732 |
| RMI/RSA | 209 378 298 | 73 568 336 | 35,1% | 135 809 961 |
| Total | 350 414 748 | 127 213 873 | 36,3% | 223 200 874 |

En cumulé pour le Département de Seine-et-Marne depuis 2002, le reste à charge des trois AIS atteint le montant de 2 571,2 M€ en 2024, impactant lourdement les équilibres financiers de notre Département à l'instar de ce que subissent tous les Départements.

Le graphique ci-dessous montre l'évolution des restes charges depuis 2002.



Face à ses restes à charges croissants pour l'ensemble des Départements, l'Etat a accordé aux Départements des **recettes complémentaires**.

Suite au Pacte de confiance et de responsabilité du 16 juillet 2013 et dans l'objectif d'assurer un meilleur financement des allocations individuelles de solidarité, la Loi de finances pour 2014 a allouée aux Départements, à compter de 2014, deux nouvelles recettes départementales :

- le produit des frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties
- et le relèvement du taux plafond des DMTO de 3,8 % à 4,5 % offrant la possibilité aux Départements d'augmenter leurs recettes. Par une délibération du 13 janvier 2014, le Département a adopté l'augmentation du taux des DMTO à 4,50 % pour les actes passés et les conventions conclues à compter du 1^{er} mars 2014 en Seine-et-Marne.

Parallèlement, la LFI pour 2014 a augmenté la péréquation horizontale entre Départements en créant le fonds de solidarité sur les DMTO à compter de 2014.

En 2020, deux modifications législatives notables ont été introduites.

En premier lieu, la LFI pour 2020 a réformé la péréquation horizontale sur les DMTO. Le FSDMTO a fait l'objet en 2020 d'une fusion avec les deux autres fonds de péréquation existants sur les DMTO. Son suivi au sein des compensations des AIS n'est ainsi plus possible à compter de 2020.

En second lieu, sous couvert de « clarifier l'intention initiale du législateur » lors du « Plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion » adopté le 21 janvier 2013, la Loi de finances pour 2020 a codifié en tant que mécanismes de compensations allouées au seul financement des revalorisations exceptionnelles de RSA, les recettes allouées aux Départements en 2014 dans le cadre du Pacte de confiance et de responsabilité. Cette disposition a été adoptée dans le contexte du contentieux relatif à la compensation des décrets de revalorisation du RSA engagé par trois départements, de la reprise en

charge par l'Etat du financement des dépenses de RSA en Outre-Mer ainsi que dans l'optique d'une éventuelle recentralisation du RSA.

Ces recettes complémentaires ont représenté, en 2024, pour le Département un montant de 44,9 M€ réduisant le reste à charge au titre des trois AIS à **178,3 M€** en 2024 et portant le taux de couverture à 49,1 %. En cumulé sur la période 2002 – 2024, le reste à charge atteint, avec ces recettes complémentaires, le montant de **2 099,0 M€** portant le taux de couverture à 54,3 %.

Confronté à des restes à charges croissants pour l'ensemble des Départements, la question de la **recentralisation du RSA** s'est posée.

En 2015 et 2016, en réponse à la demande des Départements, le Gouvernement avait proposé à l'Assemblée des Départements de France (ADF), une reprise en charge par l'Etat du financement du RSA, à condition que les départements s'engagent à renforcer l'accompagnement de ses bénéficiaires vers l'insertion et l'emploi. Les négociations s'étaient achevées sur un désaccord entre l'Etat et l'ADF. L'ADF avait refusé l'année de référence proposée par le Gouvernement particulièrement défavorable aux Départements.

Financé à l'origine par l'ensemble des Départements qui attribuent le droit au RSA, le revenu de solidarité active (RSA) ou le revenu de solidarité (RSO) a été recentralisé dans les Départements ou collectivités d'Outre-Mer :

- à compter du 1er janvier 2019 pour le RSA de la collectivité territoriale de Guyane et le Département de Mayotte.
- à compter du 1er janvier 2020 pour le RSA et le RSO du Département de la Réunion pour le RSO de la Guyane.

A la faveur de la crise sanitaire et économique et de la croissance du nombre des allocataires et des dépenses de RSA en résultant, l'Etat a proposé en octobre 2020 au Département de Seine-Saint-Denis d'expérimenter la reprise en charge du financement du RSA et d'ouvrir des négociations pour en déterminer les modalités financières notamment. Le Département de Seine-Saint-Denis et l'Etat ont signé le 19 octobre 2021 un protocole d'accord prévoyant son expérimentation à partir de 2022. En contrepartie de la recentralisation, le Département s'est engagé à doubler les crédits consacrés à l'insertion des allocataires.

Traduisant l'engagement de l'Etat, la Loi de finances pour 2022 a offert la **possibilité** aux Départements et collectivités à statut particulier **d'expérimenter**, dès le 1er janvier 2022, le transfert à l'Etat de l'instruction administrative, de la décision d'attribution, du contrôle administratif et du financement de ces allocations. Il précise que « cette expérimentation doit concourir au renforcement des politiques d'insertion des conseils départementaux qui s'engageraient dans cette voie ». L'expérimentation prendra fin au plus tard le 31 décembre 2026.

Pour compenser la recentralisation de ces dépenses de RSA estimées sur la base de leur moyenne annuelle sur trois ans (2018-2020), la LFI pour 2022 dispose que l'Etat procèdera, parallèlement à la reprise des ressources suivantes :

- des financements historiques tels que les fractions de TICPE socle et API
- et des recettes d'accompagnement que sont le fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI) et le dispositif de compensation péréquée (DCP ou frais de gestion de la TFPB).

Au nom du principe de neutralité financière des transferts, le solde non couvert par les recettes historiques et les recettes d'accompagnement est compensé par la reprise complémentaire, dans l'ordre :

- d'une fraction maximum de 20 % du produit des DMTO,
- d'un montant fixe prélevé sur la dotation de compensation de la DGF,
- d'un montant fixe prélevé sur la dotation forfaitaire de la DGF
- et, en dernier ressort, d'un montant fixe prélevé sur le produit de la TVA.

Le décret du 26 octobre 2022 est venu préciser les trois critères cumulatifs d'éligibilité à l'expérimentation du RSA suivants :

- Un reste à charge par habitant du Département supérieur à 1,2 fois le reste à charge national moyen par habitant,
- Une proportion de bénéficiaires du RSA dans la population du département supérieure à 1,2 fois cette même proportion dans l'ensemble des départements
- Et un revenu moyen par habitant du département inférieur à 0,9 fois le revenu moyen par habitant de l'ensemble des départements.

Au regard, de ces critères, le Département de Seine-et-Marne n'est pas éligible à ce dispositif.

Trois Départements participent à l'expérimentation de la recentralisation du RSA : le Département de Seine-Saint-Denis et le Département des Pyrénées Orientales depuis le 1er janvier 2022 et le Département de l'Ariège depuis le 1er janvier 2023.

Si le Département de Seine-et-Marne ne participe pas à l'expérimentation, il en subit, au même titre que les autres Départements non expérimentateurs, les impacts indirects sur les potentiels financiers, les dotations et la péréquation de l'ensemble des départements.

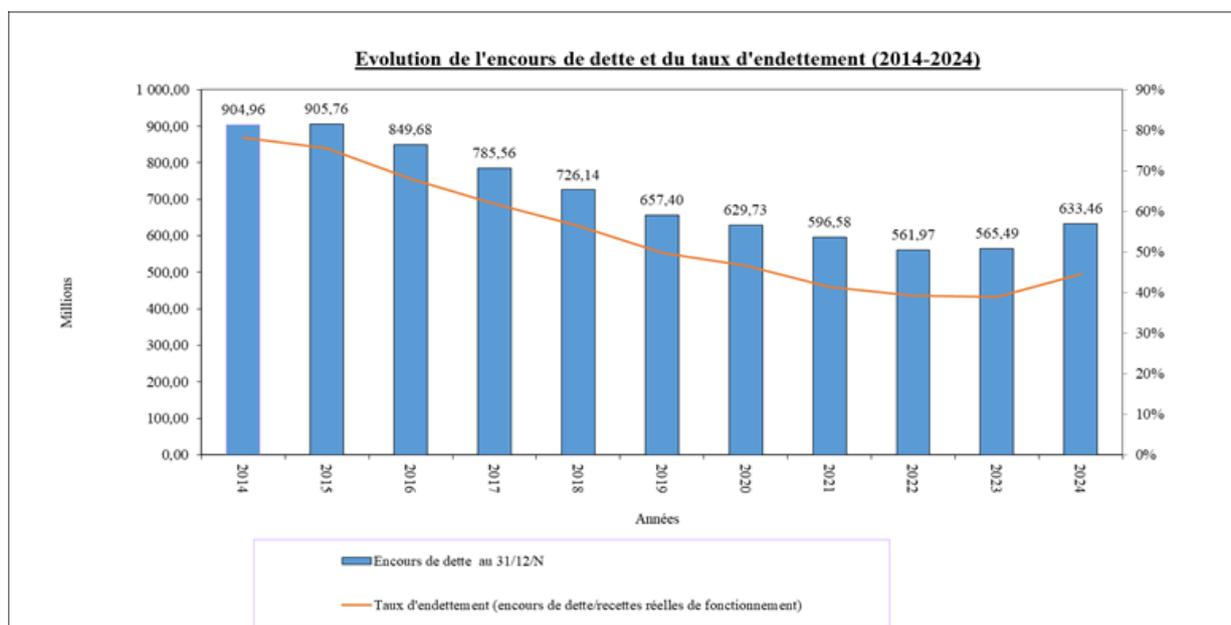
Cette expérimentation et les reprises de ressources correspondantes posent des questions d'égalité entre les Départements expérimentateurs et les autres en matière de potentiel financier notamment et, par suite, dans la répartition des dotations et des fonds de péréquation. Le produit des DMTO (moyenne sur 5 ans), les dotations de compensation et forfaitaire de la DGF sont des composantes du calcul du potentiel financier. Par conséquent, le potentiel financier des Départements expérimentateurs est considérablement réduit au détriment des autres Départements, qui peuvent alors voir leurs versements aux fonds de péréquation diminuer, voire perdre leur éligibilité à certains fonds.

Le potentiel fiscal ou financier est utilisé dans la répartition de nombreuses dotations ou fonds de péréquation tels que la DGF (écrêtement et dotation de péréquation), le FMDI, le Fonds National de Péréquation sur les DMTO (FNPDMTTO), le Fonds de Solidarité des Départements d'Île-de-France (FSDRIF), le Fonds National de Péréquation de la CVAE (FNPCVAE) ou les concours APA, PCH et MDPH.

Par ailleurs, la LFI pour 2022 a modifié la répartition du FNPDMTTO dans un objectif affiché de neutralisation des effets de la recentralisation du RSA. Elle prévoit que, pour les Départements expérimentant la recentralisation du RSA, l'assiette des DMTO utilisée pour le calcul des prélèvements est minorée du pourcentage des DMTO repris dans le cadre de la recentralisation au motif qu'ils ne perçoivent pas ce produit. Le prélèvement des Départements expérimentateurs est ainsi diminué et leur versement augmenté.

L'expérimentation de la recentralisation du RSA et ses conséquences indirectes apparaît en effet particulièrement injuste pour les Départements qui n'expérimentent pas la recentralisation du RSA, et qui doivent par ailleurs continuer à assumer les dépenses de RSA sous compensées.

1-6 – Situation financière



Le stock de dette long terme du Département au 31/12/2024 s'établit à 633,5 M€, soit en augmentation de 68 M€ par rapport à 2023. Le taux d'endettement (correspondant à l'encours de dette divisé par les recettes réelles de fonctionnement) s'élève au 31/12/2024 à 44,6 %. Ce niveau est ainsi en dégradation par rapport à celui de 2023 (39 %) suite à une hausse du numérateur, ce qui indique une dégradation de la capacité de désendettement du Département.

En 2024, le Département de Seine-et-Marne a procédé au remboursement de 92 M€ d'emprunt et a souscrit un montant de 160 M€ de dette nouvelle. Cela représente une augmentation de son encours de dette de 68 M€ (soit + 12 %).

La capacité de désendettement (c'est-à-dire le nombre d'années dont aurait besoin le Département pour rembourser intégralement son stock de dette s'il y consacrait l'ensemble de l'épargne dégagé par la section de fonctionnement), représente 7,39 années d'épargne brute. Ce niveau est en dégradation par rapport à l'exercice précédent 2023 (3,92 années).

Début 2024, le Département disposait d'un encours de tirage de 50 M€ sur le contrat pluriannuel d'emprunt signé en décembre 2020 avec la Banque Européenne d'Investissement (BEI). Aucune mobilisation n'a été effectuée en 2024.

A cela s'ajoutait, une disponibilité de 16,9 M€ sur les 3 contrats dit « revolving » (ou à encours variable) remboursés au cours de l'exercice 2024. Ces contrats permettent de réaliser des mobilisations et des remboursements de dette de long terme dans la limite d'un plafond annuel.

Le besoin de financement long terme a été couvert à hauteur de 119 % grâce aux emprunts bancaires (125 M€) et aux émissions obligataires (35 M€).

1-7 – Affectation du résultat

Il convient enfin de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement. Je vous en rappelle ci-après le montant :

| Résultat propre à la gestion 2023 | Résultat antérieur | Résultat à affecter |
|-----------------------------------|--------------------|---------------------|
| - 23 105 989,17 | 90 628 743,98 | 67 522 754,81 |

Après intégration des restes à réaliser d'un montant de **6 598 420,09 €**, le besoin de financement de la section d'investissement du budget principal s'établit à **43 186 471,83 €**. C'est donc ce montant que je vous propose de prélever sur le résultat de fonctionnement, pour l'affecter à la couverture de ce besoin de financement.

A l'issue de cette affectation, il subsiste un reliquat de **24 336 292,98 €**, qui sera repris en section de fonctionnement lors de la DM1 2025.

2 - Comptes administratifs des services à comptabilité distincte

2-1 – Equipements culturels

Ce budget annexe a été créé en 2005, à l'occasion de la reprise par le Département du Musée de l'École de Barbizon dont les activités commerciales sont assujetties à la TVA. Il enregistre, en 2024, pour l'ensemble des boutiques des musées départementaux et du Château de Blandy-les-Tours, un excédent d'exploitation de **1 559 458,85 €**. Je vous propose de reporter l'intégralité de cet excédent lors de la DM1 2025 (budget supplémentaire).

2-2 – S.D.A.U.E.

Ce budget annexe a été créé en 2023 par l'unification et la reprise en régie de l'activité de deux foyers publics autonomes : Alizé et le Foyer de Meaux. Cette décision montre l'engagement du Département et sa volonté de s'impliquer encore plus fortement et directement au cœur de la politique de prévention et de protection de l'enfance.

Le résultat à affecter du compte administratif 2024 est de **1 970 342,08 €** après couverture des reports à hauteur de 7 352,78 €.

2-3 - Restauration scolaire

Ce budget annexe créé en 2024 est à l'équilibre fin 2024, suite au versement de la participation départementale à hauteur de 11 857 876,98 € et après couverture des reports de 214 685,59 €

3 - Bilan financier de la politique relative aux espaces naturels sensibles et de l'affectation de la taxe d'aménagement/ens - exercice 2024 -

La loi du 18 juillet 1985 a donné la possibilité aux Départements d'exercer une compétence volontaire pour « la préservation de la qualité des sites, paysages et milieux naturels » situés sur leur territoire. En Seine-et-Marne, la politique relative aux Espaces Naturels Sensibles est mise en œuvre depuis 1991 grâce à deux outils :

- foncier avec la création de périmètres, dans lesquels le Département exerce un droit de préemption,
- financier avec la mise en place et la perception de la Taxe d'Aménagement (TA) anciennement Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS). Cette taxe a été décidée par l'Assemblée départementale le 17 octobre 2011, et son taux a été fixé à 2 % pour les Espaces Naturels Sensibles.

Le présent rapport rend compte, pour l'année 2024, de l'utilisation de la Taxe d'Aménagement, pour sa part dédiée aux ENS.

A - BILAN FONCIER 2024

La maîtrise foncière, par acquisition à l'amiable ou par droit de préemption d'espaces naturels, permet au Département et aux Collectivités territoriales partenaires, d'engager les mesures nécessaires à leur préservation, tout en garantissant leur accès au public.

LES SITES CLASSÉS ESPACES NATURELS SENSIBLES

La surface totale de sites classés en Espaces Naturels Sensibles est de 7 021,73 ha, répartis sur 100 sites au 31 décembre 2024.

Au sein de ces sites classés, la surface soumise au droit de préemption des ENS est de 5 752,67 ha. Elle se répartit de la façon suivante :

- 2 897,67 ha avec un droit de préemption départemental,
- 786,3 ha avec un droit de préemption communal,
- 26,1 ha avec un droit de préemption intercommunal,
- 1 948,7 ha avec un droit de préemption régional,
- 93,9 ha avec un droit de préemption revenant à l'État.

Parmi les 7 021,73 ha de sites classés en Espaces Naturels Sensibles, la surface restante non soumise au droit de préemption des ENS, acquise par procédure d'acquisition amiable, est de 1 269,6 ha. Elle se répartit de la façon suivante :

- 1 188,80 ha acquis par le Département,
- 80,80 ha acquis par des Communes.

LE FONCIER DÉPARTEMENTAL ESPACES NATURELS SENSIBLES

Les acquisitions départementales par voie de préemption ou par voie amiable :

Au cours de la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024 un dossier de préemption a été traité, pour un total de 11 690 m² sur l'ENS départemental « La butte, le marais de Flagy ». Deux dossiers d'acquisition amiables ont été traités, pour un total de 156 293 m² sur l'ENS départemental « Le marais du Refuge » dont 136 093 m² en dehors du périmètre de préemption et 20 200 m² au sein du périmètre de préemption.

BILAN

Au 31 décembre 2023, le Département était propriétaire de 1 760,91 ha de terrains au titre des ENS.

Ainsi, au 31 décembre 2024, le Département est propriétaire de 1 777,69 ha répartis de la façon suivante :

- 588,89 ha dans les périmètres de préemption ;
- 1 188,80 ha acquis hors périmètre de préemption.

Les Espaces Naturels Sensibles départementaux ouverts au public

On compte à ce jour 22 Espaces Naturels Sensibles départementaux ouverts au public, soit environ 1 170 ha.

CONCLUSION

La surface totale concernée par la politique ENS sous maîtrise d'ouvrage départementale (périmètres de préemption départementaux et acquisitions amiables départementales) couvre près de 0,70 % du territoire seine-et-marnais et les propriétés départementales au titre des Espaces Naturels Sensibles (actes notariés signés et promesses de vente confondues) couvrent 0,29% du territoire seine-et-marnais.

B - BILAN D'UTILISATION DE LA TAXE DEPARTEMENTALE DES ENS / TAXE D'AMÉNAGEMENT

Le tableau ci-après fait apparaître, par année, depuis l'instauration de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles en 1992, et de la Taxe d'Aménagement dédiée aux ENS depuis mars 2012, l'ensemble des dépenses réalisées et des recettes effectivement perçues (décompte arrêté au 31 décembre 2024).

| | Dépenses | Dépenses de | Total | Recettes | Disponible | Autres |
|-------|------------------|----------------|--------------|--------------|-------------|------------|
| Année | d'Investissement | Fonctionnement | des dépenses | TDENS/TA | TDENS/TA | recettes |
| | en € | en € | en € | en € | | en € |
| 1992 | 109 001,05 | 26 651,54 | 135 652,59 | 111 065,49 | -24 587,10 | 0 |
| 1993 | 395 640,92 | 159 615,56 | 555 256,48 | 851 567,90 | 296 311,42 | 32 776,54 |
| 1994 | 1 323 040,29 | 481 787,51 | 1 804 827,80 | 1 498 656,84 | -306 170,96 | 50 765,52 |
| 1995 | 402 224,01 | 492 870,90 | 895 094,91 | 1 380 774,11 | 485 679,20 | 119 367,58 |
| 1996 | 238 221,44 | 466 782,14 | 705 003,58 | 1 369 598,69 | 664 595,11 | 170 819,43 |
| 1997 | 1 641 873,21 | 685 748,33 | 2 327 621,54 | 1 615 845,26 | -711 776,28 | 160 071,47 |

| | Dépenses | Dépenses de | Total | Recettes | Disponible | Autres |
|--------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|
| Année | d'Investissement | Fonctionnement | des dépenses | TDENS/TA | TDENS/TA | recettes |
| | en € | en € | en € | en € | | en € |
| 1998 | 2 021 276,98 | 788 043,81 | 2 809 320,79 | 2 273 174,46 | -536 146,33 | 40 094,09 |
| 1999 | 2 220 707,97 | 1 436 177,60 | 3 656 885,57 | 3 886 714,07 | 229 828,50 | 0 |
| 2000 | 3 314 275,81 | 2 854 959,00 | 6 169 234,81 | 4 592 538,23 | -1 576 696,58 | 112 293,95 |
| 2001 | 2 037 614,21 | 1 918 488,64 | 3 956 102,85 | 4 601 300,54 | 645 197,69 | 78 732,29 |
| 2002 | 2 529 624,59 | 2 009 137,65 | 4 538 762,24 | 5 186 000,48 | 647 238,24 | 6 562,25 |
| 2003 | 2 632 231,27 | 3 392 005,65 | 6 024 236,92 | 5 302 670,17 | -721 566,75 | 123 417,52 |
| 2004 | 4 256 305,12 | 3 046 833,50 | 7 303 138,62 | 6 192 545,22 | -1 110 593,40 | 214 187,25 |
| 2005 | 4 656 396,76 | 3 657 048,55 | 8 313 445,31 | 3 966 086,17 | -4 347 359,14 | 21 177,80 |
| 2006 | 3 359 361,70 | 3 479 397,31 | 6 838 759,01 | 4 512 232,83 | -2 326 526,18 | 54 243,72 |
| 2007 | 6 114 413,98 | 4 151 397,42 | 10 265 811,40 | 4 934 683,10 | -5 331 128,30 | 61 650,00 |
| 2008 | 7 578 373,92 | 4 310 158,01 | 11 888 531,93 | 6 249 701,00 | -5 638 830,93 | 770 371,23 |
| 2009 | 4 962 953,60 | 3 321 072,31 | 8 284 025,91 | 6 465 856,81 | -1 818 169,10 | 435 463,94 |
| 2010 | 3 266 030,18 | 3 035 618,43 | 6 301 648,61 | 5 905 211,00 | -396 437,61 | 46 108,38 |
| 2011 | 12 316 110,78 | 3 122 021,07 | 15 438 131,85 | 9 797 823,00 | -5 640 308,85 | 441 263,79 |
| 2012 | 10 342 112,76 | 3 006 431,73 | 13 348 544,49 | 9 748 386,00 | -3 600 158,49 | 204 902,92 |
| 2013 | 10 937 124,56 | 3 219 716,95 | 14 156 841,51 | 9 873 354,38 | -4 283 487,13 | 87 373,76 |
| 2014 | 8 278 243,89 | 2 886 310,66 | 11 164 554,55 | 7 824 947,29 | -3 339 607,26 | 127 346,48 |
| 2015 | 8 861 496,17 | 2 898 260,01 | 11 759 756,18 | 12 477 731,31 | 717 975,13 | 326 002,65 |
| 2016 | 7 562 341,92 | 2 805 981,07 | 10 368 322,99 | 14 259 225,51 | 3 890 902,52 | 135 642,12 |
| 2017 | 5 256 702,07 | 2 725 292,03 | 7 981 994,10 | 15 282 285,80 | 7 300 291,70 | 21 419,32 |
| 2018 | 4 802 970,59 | 3 086 528,96 | 7 889 499,55 | 16 727 181,02 | 8 837 681,47 | 55 782,72 |
| 2019 | 4 983 350,48 | 2 977 996,39 | 7 961 346,87 | 15 927 037,20 | 7 965 690,33 | 33 898,49 |
| 2020 | 10 169 835,34 | 3 423 890,24 | 13 593 725,58 | 15 696 412,87 | 2 102 687,29 | 7 413,17 |
| 2021 | 12 839 635,23 | 3 482 921,28 | 16 322 556,51 | 13343 230,62 | -2 979 325,89 | 59 831,20 |
| 2022 | 8 896 181,37 | 3 631 704,02 | 12 527 885,39 | 15 923 697,51 | 3 395 812,12 | 1 161 660,22 |
| 2023 | 14 983 667,65 | 4 048 733,11 | 19 032 400,76 | 15 443 442,50 | -3 588 958,26 | 475 289,00 |
| Sous-totaux | 173 289 339,82 | 81 029 581,38 | 254 318 921,20 | 243 220 977,38 | -11 097 943,82 | 5 636 019,80 |
| 2024 | 10 885 609,76 | 3 912 080,62 | 14 797 690,38 | 8 227 717,20 | -6 569 973,18 | 569 869,85 |
| TOTAL | 184 174 949,58 | 84 941 662,00 | 269 116 611,58 | 251 448 694,58 | -17 667 917,00 | 6 205 889,65 |

1 - Les recettes

La Taxe d'Aménagement instituée depuis le 1^{er} mars 2012 en remplacement de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS) et de la Taxe Départementale destinée au financement du CAUE (TDCAUE), s'élève en 2024 à 10 326 245,61 €. Ce produit diminué des indus de taxe d'aménagement restitués en 2024 atteint le montant de 9 050 488,92 €. Conformément à la répartition du taux adoptée par l'Assemblée départementale entre la politique des Espaces Naturels Sensibles et le financement du CAUE, une première part est reversée au CAUE pour un montant de 822 771,72 €. Le montant restant est affecté aux ENS, soit 8 227 717,20 €.

A ces recettes issues de la fiscalité sur les autorisations d'urbanisme s'ajoutent 566 362,85 € de recettes issues de la section de Fonctionnement. Elles concernent principalement des participations pour la protection en eau.

De 1992 à 2024, les recettes liées seulement à la TDENS/TA se sont élevées à 251 448 694,58 €, les autres recettes représentant un peu plus de 6,20 millions d'euros.

2 - Les dépenses de fonctionnement

La part des dépenses de fonctionnement s'élève au total pour l'année 2024 à **3 912 080,62 €**. Elle représente à la fois des dépenses directes (travaux d'entretien, études, subventions) et indirectes (moyens de fonctionnement, frais de personnel).

La dépense directe concernant l'entretien courant des ENS départementaux (hors frais de personnel) est à hauteur de 341 023,94 €. S'ajoutent des frais d'études pour un total de 115 738,22 € pour des inventaires intégrés dans les plans de gestion.

Le Département participe également à l'accueil du public dans les forêts domaniales et communales, à la gestion des espaces naturels communaux et intercommunaux et à la gestion durable des forêts privées pour un montant global de 335 765,40 €. Ces aides sont accordées sous forme de subventions prélevées sur les crédits des Espaces Naturels Sensibles.

Enfin, divers partenariats relatifs à l'animation des Espaces Naturels Sensibles et ceux participant à la valorisation du territoire représentent une dépense d'un montant de 400 616,50 €.

Les dépenses indirectes concernent d'une part les frais de personnel qui correspondent aux postes rattachés à cette politique, soit 1 268 396,24 € en 2024 (22 agents et 2 apprentis), et d'autre part les dépenses de fonctionnement pour 307 405,98 € (acquisition de petit matériel, prestations, frais de communication, frais de véhicules, fluides ou carburants, habillement, fournitures diverses).

Les dépenses directes et indirectes relatives à la préservation de la ressource en eau s'élèvent à 410 814,82 €. Celles liées aux arbres d'alignement contribuant à la mise en œuvre de la trame verte et bleue seine-et-Marnaise s'élèvent à 732 319,52 €.

3 - Les dépenses d'investissement

La part des dépenses d'investissement s'élève au total pour l'année 2024 à 10 885 609,76 € et concerne en partie :

- des études pour les ENS : « Marais du Lutin » (poursuite des études de maîtrise d'œuvre), « Marais du Refuge » (étude de maîtrise d'œuvre et d'assistance foncière, levés topographiques, étude géotechnique), ENS « Le marais de Cercanceaux », « Le marais d'Episy » et « Les Olivettes » (conception de panneaux), ENS « La prairie Clemenceau » (partie conception du projet artistique), « La Frayère du Marais » (plan de gestion), « Le marais d'Episy (suivi des indicateurs entomologiques du plan de gestion), « Le bois de Doue » (étude des zones humides). Aussi des études inhérentes à l'élaboration d'un nouveau Schéma départemental des Espaces Naturels Sensibles, pour une nouvelle politique ENS visant la protection du patrimoine naturel et l'accueil du public sur les sites.

Pour un total de 285 298,71 €.

- des travaux pour les ENS : pose de mobiliers et de panneaux d'orientation et d'interprétation pour la revalorisation de l'ENS les Basses Godernes, réfection de voirie et pose de panneaux pour l'amélioration de l'accessibilité sur les ENS le marais d'Episy et les Olivettes. Il est dénombré également en matière de travaux : sur « La Plaine de Sorques », la réfection des voiries d'accès et sortie du parking ainsi que le remplacement de la clôture en bord de route ; sur « Les Olivettes », des travaux de réfection de la voirie du parking ; sur « Le bois de la Bergette », des travaux de création d'une place de circulation pour grumier ; sur « Le marais d'Episy », des travaux de renforcement de

l'étanchéité de la digue de l'étang ; sur « Les carrières de l'Enfer », la mise en place de revers d'eau métallique pour la gestion des eaux de pluie ; sur « La prairie Clemenceau », l'abattage de peupliers et leur évacuation du site ; sur « Le bois le comte », l'abattage d'arbres dangereux et l'évacuation des bois ; sur « La prairie Malécot », le renforcement d'un chemin piéton ; sur « Le val du Haut Morin », la poursuite de la restauration de deux ouvrages d'art a été nécessaire ; et les travaux de pose de blocs de roche sur les sites du « Bois des Palis » et du « Marais de Saint-Mammès »

Pour un total de 354 207,26 €.

- Le paiement des acquisitions s'élève à 114 268,10 € pour les parcelles dans les ENS départementaux, le Marais de Refuge et le Marais de Flagy.

Des aides aux collectivités territoriales sont également versées pour l'acquisition, l'aménagement et la gestion d'ENS mais aussi de chemins de randonnée dans le cadre de la politique du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée. En 2024, leur montant atteint 322 030,68 €. S'ajoutent les dépenses d'aménagement en forêts domaniales et autre subvention exceptionnelle (207 495,51 €), l'achat de matériels, outillage technique (52 311,10 €) et de véhicule (90 177,89 €). Enfin, les dépenses relatives à la préservation de la ressource en eau s'élèvent à 9 459 820,51 €. Les arbres d'alignement contribuant à la mise en œuvre de la trame verte et bleue seine-et-marnaise n'ont pas fait l'objet de dépense d'investissement en 2024.

C – CONCLUSION

L'année 2024 présente des recettes qui ont chuté de 46,72 %. Par différence entre les recettes relevant spécifiquement de la TA (8 227 717,20 €) et la somme des dépenses réalisées (14 797 690,38 €), il se dégage un solde négatif d'un montant de -6 569 973,18 € par rapport au bilan de l'année précédente.

Globalement pour l'année 2024, les dépenses dédiées aux ENS (hors trame verte et bleue) représentent 4 194 735,53 € soit 28,35% du montant total de la dépense, celles dédiées à la protection de la ressource en eau (9 870 635,33 €) représentent 66,70 %, celles dédiées à la trame verte et bleue (732 319,52 €) représentent 4,95 %.

Les dépenses relatives aux ENS, connaissent une baisse de -6,78 % et celles concernant la protection de la ressource en eau traduisent une baisse de -28,37 %.

Enfin, le bilan global entre 1992 et 2024 pour la TDENS/TA s'élève à un déficit de - 17 667 917 €.

CA 2024 - Récapitulatif par mission du montant cumulé des Autorisations de Programme et des crédits de paiement afférents (investissement)

| Mission | Politique | Domaine | Programme | Millésime | Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier | Mouvements d'AP votées dans l'année | AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier | Flux d'AP affectées dans l'année | AP affectées annulées dans l'année | Stock d'AP affectées restant à financer | CP mandatés au budget de l'année | Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc. |
|--|--------------------------------|---|----------------------------|------------------------|---|-------------------------------------|---|----------------------------------|------------------------------------|---|----------------------------------|---|
| 1 - Mission aménagement et développement du territoire | Développement territorial | Agriculture | Agriculture | 2014 | 1,67 | -19 199,57 | 19 197,90 | | -19 197,90 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2019 | 94 959,00 | -113 105,00 | 134 710,60 | | -18 146,60 | 116 564,00 | 0,00 | 116 564,00 |
| | | | | 2020 | 250 000,00 | -3 657,54 | 3 657,54 | 250 000,00 | -3 657,54 | 250 000,00 | 250 000,00 | 0,00 |
| | | | | 2021 | 32 820,48 | -32 820,48 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2022 | 416 510,00 | 0,00 | 22 971,00 | 37 873,00 | | 60 844,00 | 60 844,00 | 0,00 |
| | | 2024 | 0,00 | 300 000,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| | | | Agriculture | 794 291,15 | 131 217,41 | 180 537,04 | 287 873,00 | -41 002,04 | 427 408,00 | 310 844,00 | 116 564,00 | |
| | | | Domaine Agriculture | 794 291,15 | 131 217,41 | 180 537,04 | 287 873,00 | -41 002,04 | 427 408,00 | 310 844,00 | 116 564,00 | |
| | | Aménagements routiers et liaisons douces | Liaisons douces | 2014 | 0,00 | 0,00 | 2 819,21 | | 2 819,21 | 0,00 | 2 819,21 | |
| | | | | 2015 | 0,00 | 0,00 | 1 249,11 | | 1 249,11 | 0,00 | 1 249,11 | |
| | 2016 | | | 0,00 | 0,00 | 1 337,71 | | 1 337,71 | 0,00 | 1 337,71 | | |
| | 2017 | | | 0,00 | 0,00 | 25 612,10 | | 25 612,10 | 0,00 | 25 612,10 | | |
| | 2018 | | | 0,00 | 0,00 | 387 268,65 | | 387 268,65 | 0,00 | 387 268,65 | | |
| | 2019 | | | 16 812,21 | 0,00 | 525 000,00 | 10 000,00 | 535 000,00 | 0,00 | 535 000,00 | | |
| | 2020 | | | 13 970,98 | 0,00 | 499 722,10 | 18 000,00 | -5 000,00 | 512 722,10 | 22 677,04 | 490 045,06 | |
| | 2021 | | | 360 099,66 | -360 000,00 | 880 411,29 | | -11 574,28 | 868 837,01 | 325 051,37 | 543 785,64 | |
| | 2022 | | | 736 326,33 | -260 875,00 | 1 502 883,71 | 440 000,00 | -105 000,00 | 1 837 883,71 | 1 624 709,96 | 213 173,75 | |
| | 2023 | | | 3 380 000,00 | 86 235,40 | 2 704 213,24 | 3 242 634,20 | -212 000,00 | 5 734 847,44 | 4 533 690,52 | 1 201 156,92 | |
| | 2024 | | | 0,00 | 4 663 764,60 | 0,00 | 2 221 000,00 | | 2 221 000,00 | 1 071 051,80 | 1 149 948,20 | |
| | | | | Liaisons douces | 4 507 209,18 | 4 129 125,00 | 6 530 517,12 | 5 931 634,20 | -333 574,28 | 12 128 577,04 | 7 577 180,69 | 4 551 396,35 |
| | | Domaine Aménagements routiers et liaisons douces | 4 507 209,18 | 4 129 125,00 | 6 530 517,12 | 5 931 634,20 | -333 574,28 | 12 128 577,04 | 7 577 180,69 | 4 551 396,35 | | |
| | Développement local | Contrat Intercommunal de Développement | 2016 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| | | | 2017 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| | | | 2018 | 301 248,00 | -301 248,00 | 878 970,81 | | -21 782,09 | 857 188,72 | 86 468,72 | 770 720,00 | |
| | | | 2019 | 59 472,55 | -63 020,15 | 1 478 458,94 | | -3 547,60 | 1 474 911,34 | 462 770,89 | 1 012 140,45 | |
| | | | 2020 | 15 926,51 | -63 513,96 | 1 878 050,85 | | -47 587,45 | 1 830 463,40 | 912 734,61 | 917 728,79 | |
| | | | 2021 | 0,00 | 0,00 | 2 143 867,12 | | -41 503,10 | 2 102 364,02 | 440 890,42 | 1 661 473,60 | |
| 2022 | | | 4 834 861,25 | -3 919 351,40 | 5 961 971,12 | 919 151,05 | -3 641,20 | 6 877 480,97 | 2 729 250,82 | 4 148 230,15 | | |
| 2023 | | | 13 396 474,33 | -2 000 892,00 | 4 545 657,00 | 8 751 438,68 | -677 746,00 | 12 619 349,68 | 578 326,35 | 12 041 023,33 | | |
| 2024 | | 0,00 | 14 244 261,70 | 0,00 | 2 821 601,70 | | 2 821 601,70 | 2 821 601,70 | 2 749 371,78 | | | |
| | | Contrat Intercommunal de Développement | 18 607 982,64 | 7 896 236,19 | 16 886 975,84 | 12 492 191,43 | -795 807,44 | 28 583 359,83 | 5 282 671,73 | 23 300 688,10 | | |
| Contrats communaux | | 2016 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| | | 2018 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| | | 2019 | 11 935,64 | -11 935,64 | 207 273,39 | | -10 413,12 | 196 860,27 | 63 660,27 | 133 200,00 | | |
| | | 2020 | 10 874,19 | -31 272,60 | 293 456,13 | | -20 398,41 | 273 057,72 | 161 003,20 | 112 054,52 | | |
| | | 2021 | 65 595,76 | -6 344,10 | 1 167 569,56 | 21 157,74 | -959,46 | 1 187 767,84 | 750 205,64 | 437 562,20 | | |
| | 2022 | 0,02 | 0,00 | 4 544 391,27 | | -42 243,52 | 4 502 147,75 | 2 043 547,90 | 2 458 599,85 | | | |
| | 2023 | 829 520,93 | -236 374,93 | 6 375 614,59 | 593 145,60 | -12 902,79 | 6 955 857,40 | 1 419 886,55 | 5 535 970,85 | | | |
| 2024 | 0,00 | 6 165 185,59 | 0,00 | 4 781 393,93 | | 4 781 393,93 | 106 939,01 | 4 674 454,92 | | | | |
| | Contrats communaux | 917 926,54 | 5 879 258,32 | 12 588 304,94 | 5 395 697,27 | -86 917,30 | 17 897 084,91 | 4 545 242,57 | 13 351 842,34 | | | |
| Contrats intercommunaux | 2018 | 0,00 | | 0,00 | | | 0,00 | | 0,00 | | | |
| | 2019 | 0,00 | | 0,00 | | | 0,00 | | 0,00 | | | |
| | 2020 | 0,50 | -0,50 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | |
| | 2021 | 0,00 | -4 228,75 | 30 009,37 | | -4 228,75 | 25 780,62 | 25 780,62 | 0,00 | | | |
| | 2022 | 0,00 | 0,00 | 87 993,71 | | | 87 993,71 | 24 598,80 | 63 394,91 | | | |
| | 2023 | 0,00 | 0,00 | 137 907,50 | | | 137 907,50 | 37 878,14 | 100 029,36 | | | |
| | 2024 | 0,00 | 143 000,00 | 0,00 | 143 000,00 | | 143 000,00 | 0,00 | 143 000,00 | | | |
| | Contrats intercommunaux | 0,50 | 138 770,75 | 255 910,58 | 143 000,00 | -4 228,75 | 394 681,83 | 88 257,56 | 306 424,27 | | | |
| Développement du réseau | 2022 | 0,00 | | 0,00 | | | 0,00 | | 0,00 | | | |
| | 2023 | 0,00 | 0,00 | 1 746 432,74 | | | 1 746 432,74 | 891 733,71 | 854 699,03 | | | |
| | 2024 | 0,00 | 3 000 000,00 | 0,00 | 3 000 000,00 | | 3 000 000,00 | 1 000 000,00 | 2 000 000,00 | | | |
| | Développement du réseau | 0,00 | 3 000 000,00 | 1 746 432,74 | 3 000 000,00 | | 4 746 432,74 | 1 891 733,71 | 2 854 699,03 | | | |

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-CA2024bgeneral-DE
Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025

| Mission | Politique | Domaine | Programme | Millésime | Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier | Mouvements d'AP votées dans l'année | AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier | Flux d'AP affectées dans l'année | AP affectées annulées dans l'année | Stock d'AP affectées restant à financer | CP mandatés au budget de l'année | Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc. |
|-------------------------------|-------------------------|----------------------------|---|-----------|---|-------------------------------------|---|----------------------------------|------------------------------------|---|----------------------------------|---|
| | | | Fonds Aménagement Communal | 2019 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2020 | 0,00 | 0,00 | 564 930,77 | | | 564 930,77 | 35 694,00 | 529 236,77 |
| | | | | 2021 | 176 590,62 | -163 495,40 | 5 618 700,04 | 94 495,68 | -158 235,32 | 5 554 960,40 | 3 240 114,63 | 2 314 845,77 |
| | | | | 2022 | 117 008,27 | -117 008,27 | 9 115 818,60 | | | 9 115 818,60 | 3 271 151,99 | 5 844 666,61 |
| | | | | 2023 | 7 288 553,77 | -56 745,73 | 5 216 969,48 | 7 432 983,53 | -201 175,49 | 12 448 777,52 | 2 907 976,19 | 9 540 801,33 |
| | | | | 2024 | 0,00 | 11 344 908,42 | 0,00 | 9 527 083,14 | | 9 527 083,14 | 421 035,55 | 9 106 047,59 |
| | | | Fonds Aménagement Communal | | 7 582 152,66 | 11 007 659,02 | 20 516 418,89 | 17 054 562,35 | -359 410,81 | 37 211 570,43 | 9 875 972,36 | 27 335 598,07 |
| | | | Fonds d'aménagement | 2019 | 140,00 | -140,00 | 239 904,00 | | | 239 904,00 | 0,00 | 239 904,00 |
| | | | | 2021 | 0,00 | 0,00 | 700 000,00 | | | 700 000,00 | 0,00 | 700 000,00 |
| | | | | 2022 | 0,00 | 0,00 | 840 000,00 | | | 840 000,00 | 57 820,00 | 782 180,00 |
| | | | | 2023 | 500 000,00 | -500 000,00 | 420 000,00 | | | 420 000,00 | 0,00 | 420 000,00 |
| | | | | 2024 | 0,00 | 1 100 000,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | Fonds d'aménagement | | 500 140,00 | 599 860,00 | 2 199 904,00 | | | 2 199 904,00 | 57 820,00 | 2 142 084,00 |
| | | | Fonds d'Equipement Rural | 2019 | 43 285,77 | -43 285,77 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2020 | 21 665,68 | -37 101,85 | 377 951,01 | 27 432,54 | -44 085,05 | 361 298,50 | 322 709,11 | 38 589,39 |
| | | | | 2021 | 19 200,98 | -56 087,48 | 543 631,12 | 1 891,25 | -95 865,00 | 449 657,37 | 300 800,25 | 148 857,12 |
| | | | | 2022 | 61 548,05 | -87 196,19 | 1 832 508,96 | 6 191,14 | -77 789,51 | 1 760 910,59 | 1 151 928,78 | 608 981,81 |
| | | | | 2023 | 1 232 070,49 | -1 104 623,13 | 3 194 329,33 | 134 113,43 | -56 571,53 | 3 271 871,23 | 1 488 895,75 | 1 782 975,48 |
| | | | | 2024 | 0,00 | 5 083 000,00 | 0,00 | 3 313 495,37 | -22 079,87 | 3 291 415,50 | 367 565,94 | 2 923 849,56 |
| | | | Fonds d'Equipement Rural | | 1 377 770,97 | 3 754 705,58 | 5 948 420,42 | 3 483 123,73 | -296 390,96 | 9 135 153,19 | 3 631 899,83 | 5 503 253,36 |
| | | | Soutien au développement local - divers | 2021 | 0,00 | 0,00 | 173 085,18 | | | 173 085,18 | 0,00 | 173 085,18 |
| | | | Soutien au développement local - divers partenariats | | 0,00 | 0,00 | 173 085,18 | | | 173 085,18 | 0,00 | 173 085,18 |
| | | | Domaine Développement local | | 28 985 973,31 | 32 276 489,86 | 60 315 452,59 | 41 568 574,78 | -1 542 755,26 | 100 341 272,11 | 25 373 597,76 | 74 967 674,35 |
| | Promotion du territoire | Attractivité du territoire | | 2019 | 0,00 | 0,00 | 305 717,43 | 3 000,00 | -30 133,90 | 278 583,53 | 127 102,12 | 151 481,41 |
| | | | | 2020 | 0,00 | 0,00 | 468 566,90 | | | 468 566,90 | 27 626,00 | 440 940,90 |
| | | | | 2021 | 0,00 | 0,00 | 1 920 207,47 | | -2 250,06 | 1 917 957,41 | 314 285,34 | 1 603 672,07 |
| | | | | 2022 | 450 136,72 | -150 000,00 | 1 070 992,00 | 203 000,00 | | 1 273 992,00 | 709 149,00 | 564 843,00 |
| | | | Attractivité du territoire | | 450 136,72 | -150 000,00 | 3 765 483,80 | 206 000,00 | -32 383,96 | 3 939 099,84 | 1 178 162,46 | 2 760 937,38 |
| | | | Domaine Promotion du territoire | | 450 136,72 | -150 000,00 | 3 765 483,80 | 206 000,00 | -32 383,96 | 3 939 099,84 | 1 178 162,46 | 2 760 937,38 |
| | | | Politique Développement territorial | | 34 737 610,36 | 36 386 832,27 | 70 791 990,55 | 47 994 081,98 | -1 949 715,54 | 116 836 356,99 | 34 439 784,91 | 82 396 572,08 |
| Protection de l'environnement | Eau | Assainissement | | 2016 | 63 660,50 | -63 660,50 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2017 | 6 486,93 | -17 207,33 | 11 727,60 | 1 007,20 | -11 765,70 | 969,10 | 969,10 | 0,00 |
| | | | | 2018 | 44 294,25 | -56 151,37 | 202 024,48 | | -93 286,18 | 108 738,30 | 17 469,13 | 91 269,17 |
| | | | | 2019 | 35 788,79 | -46 100,79 | 245 102,83 | | -18 742,75 | 226 360,08 | 133 955,39 | 92 404,69 |
| | | | | 2020 | 29 159,56 | -32 510,52 | 1 445 431,77 | | -33 360,31 | 1 412 071,46 | 757 588,04 | 654 483,42 |
| | | | | 2021 | 5 781,63 | -5 781,63 | 1 492 558,11 | 116 512,00 | -149 855,49 | 1 459 214,62 | 840 981,21 | 618 233,41 |
| | | | | 2022 | 0,00 | 0,00 | 3 771 688,78 | | -15 850,82 | 3 755 837,96 | 1 497 349,01 | 2 258 488,95 |
| | | | | 2023 | 105,39 | 0,84 | 5 425 588,35 | | -10 577,60 | 5 415 010,75 | 2 005 666,66 | 3 409 344,09 |
| | | | | 2024 | 0,00 | 5 505 205,00 | 0,00 | 5 504 905,96 | | 5 504 905,96 | 103 396,31 | 5 401 509,65 |
| | | | Assainissement | | 185 277,05 | 5 283 793,70 | 12 594 121,92 | 5 622 425,16 | -333 438,85 | 17 883 108,23 | 5 357 374,85 | 12 525 733,38 |
| | | | Cours d'eau | 2017 | 1 076,70 | -4 211,70 | 9 655,80 | | -3 135,00 | 6 520,80 | 0,00 | 6 520,80 |
| | | | | 2018 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2019 | 0,00 | 0,00 | 18 000,00 | | | 18 000,00 | 3 933,00 | 14 067,00 |
| | | | | 2020 | 80,32 | -80,32 | 85 591,22 | | | 85 591,22 | 5 761,63 | 79 829,59 |
| | | | | 2021 | 1 777,17 | -1 777,17 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2022 | 0,00 | 0,00 | 91 161,68 | | -1 389,14 | 89 772,54 | 71 623,08 | 18 149,46 |
| | | | | 2023 | 138 441,00 | 0,00 | 211 559,00 | 137 319,00 | -3 247,00 | 345 631,00 | 44 206,35 | 301 424,65 |
| | | | | 2024 | 0,00 | 350 000,00 | 0,00 | 350 000,00 | | 350 000,00 | 39 366,85 | 310 633,15 |
| | | | Cours d'eau | | 141 375,19 | 343 930,81 | 415 967,70 | 487 319,00 | -7 771,14 | 895 515,56 | 164 890,91 | 730 624,65 |
| | | | Eau potable | 2015 | 27 092,57 | -27 092,57 | 20 650,00 | | | 20 650,00 | 0,00 | 20 650,00 |
| | | | | 2016 | 2 036,20 | -2 036,20 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2017 | 4 574,36 | -7 632,36 | 58 697,19 | | -3 058,96 | 55 638,23 | 27 894,63 | 27 743,60 |
| | | | | 2018 | 3 551,99 | -3 551,99 | 562 158,42 | | | 562 158,42 | 0,00 | 562 158,42 |
| | | | | 2019 | 0,90 | -0,90 | 381 860,47 | | | 381 860,47 | 368 278,80 | 13 581,67 |
| | | | | 2020 | 97 686,61 | -97 686,61 | 727 941,59 | | -10 494,40 | 717 447,19 | 698 680,89 | 18 766,30 |
| | | | | 2021 | 0,59 | 0,00 | 906 536,01 | | -6 589,53 | 899 946,48 | 282 673,66 | 617 272,82 |
| | | | | 2022 | 58,10 | -10 533,20 | 1 555 333,72 | | -14 237,60 | 1 541 096,12 | 507 535,78 | 1 033 560,34 |

| Mission | Politique | Domaine | Programme | Millésime | Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier | Mouvements d'AP votés dans l'année | AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier | Flux d'AP affectées dans l'année | AP affectées annulées dans l'année | Stock d'AP affectées restant à financer | CP mandatés au budget de l'année | Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc. |
|------------------------|-------------------------------|-------------------------|--|-----------|---|------------------------------------|---|----------------------------------|------------------------------------|---|----------------------------------|---|
| | | | | 2023 | 730 239,57 | -468 600,55 | 3 061 838,63 | 261 588,82 | -3 853,80 | 3 319 573,65 | 1 962 025,48 | 1 357 548,17 |
| | | | | 2024 | 0,00 | 2 969 000,00 | 0,00 | 2 918 320,90 | | 2 918 320,90 | 90 465,51 | 2 827 855,39 |
| | | | Eau potable | | 865 240,89 | 2 351 865,62 | 7 275 016,03 | 3 179 909,72 | -38 234,29 | 10 416 691,46 | 3 937 554,75 | 6 479 136,71 |
| | | | Laboratoire dép. d'analyses - non assujetti | 2020 | 123 845,63 | -123 845,63 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2021 | 70 000,00 | -70 000,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2022 | 70,40 | -70,40 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2023 | 605,73 | -788,23 | 31 791,70 | | -182,50 | 31 609,20 | 0,00 | 31 609,20 |
| | | | | 2024 | 0,00 | 100 000,00 | 0,00 | 125 000,00 | -25 000,00 | 100 000,00 | 96 477,73 | 3 522,27 |
| | | | Laboratoire dép. d'analyses - non assujetti | | 194 521,76 | -94 704,26 | 31 791,70 | 125 000,00 | -25 182,50 | 131 609,20 | 96 477,73 | 35 131,47 |
| | | | Domaine Eau | | 1 386 414,89 | 7 884 885,87 | 20 316 897,35 | 9 414 653,88 | -404 626,78 | 29 326 924,45 | 9 556 298,24 | 19 770 626,21 |
| | Environnement | | Aménagement foncier | 2019 | 157 953,40 | 0,00 | 4 464,00 | 118 340,00 | | 122 804,00 | 16 464,00 | 106 340,00 |
| | | | | 2020 | 76 974,95 | -46 975,00 | 34 280,60 | 29 914,00 | -0,60 | 64 194,00 | 41 694,00 | 22 500,00 |
| | | | | 2022 | 462 417,20 | -3 133,20 | 4 136,00 | 55 320,48 | -4 136,00 | 55 320,48 | 13 404,00 | 41 916,48 |
| | | | | 2023 | 410 000,00 | -246 764,99 | 2 538,99 | 12 488,00 | -9 366,99 | 5 660,00 | 2 360,00 | 3 300,00 |
| | | | | 2024 | 0,00 | 402 500,00 | 0,00 | 3 766,33 | -153,60 | 3 612,73 | 2 532,17 | 1 080,56 |
| | | | Aménagement foncier | | 1 107 345,55 | 105 626,81 | 45 419,59 | 219 828,81 | -13 657,19 | 251 591,21 | 76 454,17 | 175 137,04 |
| | | | Environnement et développement durable | 2019 | 8 680,00 | -12 670,00 | 9 573,00 | | -3 990,00 | 5 583,00 | 5 583,00 | 0,00 |
| | | | | 2020 | 3 600,00 | -3 600,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2022 | 51 654,76 | -17 799,44 | 1 293,00 | 31 958,00 | -74,84 | 33 176,16 | 3 494,16 | 29 682,00 |
| | | | | 2023 | 36 500,00 | -28 834,52 | 0,00 | 200,00 | -34,52 | 165,48 | 165,48 | 0,00 |
| | | | | 2024 | 0,00 | 55 500,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | Environnement et développement durable | | 100 434,76 | -7 403,96 | 10 866,00 | 32 158,00 | -4 099,36 | 38 924,64 | 9 242,64 | 29 682,00 |
| | | | Espaces naturels sensibles - autres | 2010 | 0,00 | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2018 | 12 690,00 | -12 690,00 | 8 125,96 | | | 8 125,96 | 0,00 | 8 125,96 |
| | | | | 2019 | 0,00 | -26 966,10 | 47 873,57 | | -26 966,10 | 20 907,47 | 0,00 | 20 907,47 |
| | | | | 2020 | 169,88 | -11 835,88 | 19 666,00 | | -11 666,00 | 8 000,00 | 0,00 | 8 000,00 |
| | | | | 2021 | 0,00 | -3 223,00 | 126 829,15 | | -4 163,57 | 122 665,58 | 100 814,58 | 21 851,00 |
| | | | | 2022 | 41 937,68 | -41 937,68 | 255 218,01 | | -616,00 | 254 602,01 | 108 775,01 | 145 827,00 |
| | | | | 2023 | 198 098,00 | 0,00 | 199 052,00 | 82 250,00 | | 281 302,00 | 201 167,08 | 80 134,92 |
| | | | | 2024 | 0,00 | 440 000,00 | 0,00 | 341 494,00 | | 341 494,00 | 47 980,24 | 293 513,76 |
| | | | Espaces naturels sensibles - autres | | 252 895,56 | 343 347,34 | 656 764,69 | 423 744,00 | -43 411,67 | 1 037 097,02 | 458 736,91 | 578 360,11 |
| | | | Espaces naturels sensibles - Département | 2019 | 0,00 | -1 123,69 | 1 123,69 | | -1 123,69 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2020 | 100 687,64 | -2 446,00 | 3 647,60 | | -446,00 | 3 201,60 | 3 201,60 | 0,00 |
| | | | | 2021 | 10 319,23 | 0,00 | 0,00 | 10 319,23 | | 10 319,23 | 5 686,43 | 4 632,80 |
| | | | | 2022 | 444 931,86 | -46 403,48 | 95 790,47 | 56 426,05 | -34 368,63 | 117 847,89 | 112 406,39 | 5 441,50 |
| | | | | 2023 | 989 456,62 | -71 858,20 | 124 736,57 | 483 441,25 | -97 570,29 | 510 607,53 | 374 608,33 | 135 999,20 |
| | | | | 2024 | 0,00 | 1 122 500,00 | 0,00 | 448 471,77 | | 448 471,77 | 404 678,42 | 43 793,35 |
| | | | Espaces naturels sensibles - Département | | 1 545 395,35 | 1 000 668,63 | 225 298,33 | 998 658,30 | -133 508,61 | 1 090 448,02 | 900 581,17 | 189 866,85 |
| | | | Domaine Environnement | | 3 006 071,22 | 1 442 238,82 | 938 348,61 | 1 674 389,11 | -194 676,83 | 2 418 060,89 | 1 445 014,89 | 973 046,00 |
| | | | Politique Protection de l'environnement | | 4 392 486,11 | 9 327 124,69 | 21 255 245,96 | 11 089 042,99 | -599 303,61 | 31 744 985,34 | 11 001 313,13 | 20 743 672,21 |
| Routes départementales | Aménagement du réseau routier | Acquisitions foncières. | | 2011 | 2 115,88 | 0,00 | 0,00 | 2 115,88 | | 2 115,88 | 0,00 | 2 115,88 |
| | | | | 2012 | 0,00 | 0,00 | 1 636,60 | | | 1 636,60 | 0,00 | 1 636,60 |
| | | | | 2014 | 0,00 | 0,00 | 94 386,89 | 26 038,88 | -26 191,80 | 94 233,97 | 13 326,08 | 80 907,89 |
| | | | | 2015 | 0,00 | 0,00 | 134 229,31 | | | 134 229,31 | 59 630,00 | 74 599,31 |
| | | | | 2016 | 0,00 | 0,00 | 316 099,39 | | | 316 099,39 | 0,00 | 316 099,39 |
| | | | | 2017 | 0,00 | 0,00 | 81 285,48 | | | 81 285,48 | 81 285,48 | 0,00 |
| | | | | 2018 | 0,00 | 0,00 | 201 910,00 | | | 201 910,00 | 140 420,50 | 61 489,50 |
| | | | | 2019 | 78,46 | 0,00 | 242 000,21 | 22 728,46 | -22 650,00 | 242 078,67 | 48 264,29 | 193 814,38 |
| | | | | 2020 | 0,00 | 0,00 | 60 000,00 | | | 60 000,00 | 1 369,50 | 58 630,50 |
| | | | | 2021 | 0,00 | 0,00 | 58 275,40 | | | 58 275,40 | 58 275,40 | 0,00 |
| | | | | 2022 | 0,00 | 0,00 | 1 563 743,20 | 100 774,00 | -100 774,00 | 1 563 743,20 | 786 967,38 | 776 775,82 |
| | | | | 2023 | 0,00 | 0,00 | 1 000 000,00 | 131 500,00 | -131 500,00 | 1 000 000,00 | 212 685,37 | 787 314,63 |
| | | | | 2024 | 0,00 | 6 500 000,00 | 0,00 | 723 000,00 | -9 400,78 | 713 599,22 | 342 783,74 | 370 815,48 |
| | | | Acquisitions foncières. | | 2 194,34 | 6 500 000,00 | 3 753 566,48 | 1 006 157,22 | -290 516,58 | 4 469 207,12 | 1 745 007,74 | 2 724 199,38 |

| Mission | Politique | Domaine | Programme | Millésime | Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier | Mouvements d'AP votées dans l'année | AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier | Flux d'AP affectées dans l'année | AP affectées annulées dans l'année | Stock d'AP affectées restant à financer | CP mandatés au budget de l'année | Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc. | | | |
|--|-----------------------|---------------|---|---------------|---|-------------------------------------|---|----------------------------------|------------------------------------|---|----------------------------------|---|----------------------|-------------------|----------------------|
| | | | Améliorer les liaisons entre les pôles | 2006 | 25 831,48 | 0,00 | 61 932,89 | | | 61 932,89 | 0,00 | 61 932,89 | | | |
| | | | | 2013 | 0,00 | 0,00 | 139,15 | | | 139,15 | 0,00 | 139,15 | | | |
| | | | | 2017 | 13 255,21 | 0,00 | 591 264,35 | | | 591 264,35 | 68 544,89 | 522 719,46 | | | |
| | | | | 2020 | 13 705 000,00 | 0,00 | 2 791 539,64 | | | 2 791 539,64 | 313 738,57 | 2 477 801,07 | | | |
| | | | | 2021 | 2 300 000,00 | 0,00 | 3 597 767,75 | | | 3 597 767,75 | 0,00 | 3 597 767,75 | | | |
| | | | | 2022 | 17 000 000,00 | 0,00 | 1 945 264,12 | | | 1 945 264,12 | 114 587,02 | 1 830 677,10 | | | |
| | | | | 2023 | 13 500 000,00 | 0,00 | 911 858,27 | | | 911 858,27 | 318,04 | 911 540,23 | | | |
| | | | | 2024 | 0,00 | 16 830 000,00 | 0,00 | 1 270 000,00 | -19 000,00 | 1 251 000,00 | 42 635,05 | 1 208 364,95 | | | |
| | | | Améliorer les liaisons entre les pôles | | | | | 46 544 086,69 | 16 830 000,00 | 9 899 766,17 | 1 270 000,00 | -19 000,00 | 11 150 766,17 | 539 823,57 | 10 610 942,60 |
| | | | Aménagements pour la sécurité routière | 2013 | 0,00 | 0,00 | 364,80 | | | 364,80 | 0,00 | 364,80 | | | |
| | | | | 2014 | 5 408,71 | 0,00 | 16 213,47 | 300,00 | | 16 513,47 | 0,00 | 16 513,47 | | | |
| | | | | 2015 | 0,00 | 0,00 | 8 461,19 | | | 8 461,19 | -8 461,19 | 0,00 | | | |
| | | | | 2016 | 0,00 | 0,00 | 65 831,01 | | | 65 831,01 | 9 756,00 | 56 075,01 | | | |
| | | | | 2017 | 7 624,32 | 0,00 | 345 371,39 | 4 500,00 | | 349 871,39 | 115 993,19 | 233 878,20 | | | |
| | | | | 2018 | 90 000,00 | 0,00 | 1 542 368,98 | 8 000,00 | | 1 550 368,98 | 36 200,15 | 1 514 168,83 | | | |
| | | | | 2019 | 12 950,46 | 0,00 | 736 660,51 | 25 949,40 | -220 410,09 | 542 199,82 | 194 271,63 | 347 928,19 | | | |
| | | | | 2020 | 0,00 | 0,00 | 684 907,53 | 30 000,00 | -30 000,00 | 684 907,53 | 22 561,38 | 662 346,15 | | | |
| | | | Aménagements pour la sécurité routière | | | | | 115 983,49 | 0,00 | 3 400 178,88 | 68 749,40 | -258 871,28 | 3 210 057,00 | 378 782,35 | 2 831 274,65 |
| | | | Conservation Sécurité et Innovation du réseau routier | 2017 | 0,00 | 0,00 | 1 756,54 | | | 1 756,54 | 1 523,88 | 232,66 | | | |
| | | | | 2018 | 500 515,92 | 0,00 | 1,46 | 341,45 | | 342,91 | 341,45 | 1,46 | | | |
| | | | | 2019 | 0,00 | 0,00 | 15 661,33 | 14 455,59 | -15 661,33 | 14 455,59 | 14 455,59 | 0,00 | | | |
| | | | | 2020 | 38 000,00 | 0,00 | 115 278,26 | | | 115 278,26 | 1 507,72 | 113 770,54 | | | |
| | | | | 2021 | 1 693 648,04 | 0,00 | 2 270 634,36 | 1 403 247,55 | -173 619,01 | 3 500 262,90 | 1 793 859,44 | 1 706 403,46 | | | |
| | | | | 2022 | 1 772 334,44 | -350 000,01 | 6 534 385,28 | 869 629,21 | -824 186,38 | 6 579 828,11 | 2 305 287,73 | 4 274 540,38 | | | |
| 2023 | 8 410 576,22 | -1 635 000,00 | | 10 296 204,70 | 11 450 878,64 | -5 615 767,89 | 16 131 315,45 | 10 680 938,58 | 5 450 376,87 | | | | | | |
| 2024 | 0,00 | 72 580 875,00 | | 0,00 | 70 012 613,63 | -5 259 982,92 | 64 752 630,71 | 42 031 614,92 | 22 721 015,79 | | | | | | |
| Conservation Sécurité et Innovation du réseau routier | | | | | 12 415 074,62 | 70 595 874,99 | 19 233 921,93 | 83 751 166,07 | -11 889 217,53 | 91 095 870,47 | 56 829 529,31 | 34 266 341,16 | | | |
| Etudes voirie. | 2014 | 35 969,80 | 0,00 | 2 916,66 | | | 2 916,66 | 0,00 | 2 916,66 | | | | | | |
| | 2016 | 5 968,77 | 0,00 | 21 312,20 | 27 261,15 | -21 346,19 | 27 227,16 | 26 880,56 | 346,60 | | | | | | |
| | 2017 | 17 730,58 | 0,00 | 11 165,93 | 33 568,31 | -16 410,85 | 28 323,39 | 27 125,12 | 1 198,27 | | | | | | |
| | 2018 | 0,00 | 0,00 | 296 461,26 | 150 000,00 | -150 000,00 | 296 461,26 | 69 514,23 | 226 947,03 | | | | | | |
| | 2019 | 1 219,54 | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | | | | |
| | 2020 | 1 081 591,60 | 0,00 | 224 466,44 | 13 815,88 | -4 000,00 | 234 282,32 | 32 168,58 | 202 113,74 | | | | | | |
| | 2021 | 0,00 | 0,00 | 18 657,26 | 1 295,60 | -1 295,60 | 18 657,26 | 5 920,57 | 12 736,69 | | | | | | |
| | 2022 | 40 027,06 | 0,00 | 5 738,13 | 3 144,56 | -3 136,02 | 5 746,67 | 4 338,00 | 1 408,67 | | | | | | |
| | 2023 | 355 730,20 | 0,00 | 750 767,03 | 718 613,09 | -363 282,05 | 1 106 098,07 | 808 365,19 | 297 732,88 | | | | | | |
| | 2024 | 0,00 | 1 000 000,00 | 0,00 | 972 678,30 | -3 000,00 | 969 678,30 | 406 825,12 | 562 853,18 | | | | | | |
| | Etudes voirie. | | | | | 1 538 237,55 | 1 000 000,00 | 1 331 484,91 | 1 920 376,89 | -562 470,71 | 2 689 391,09 | 1 381 137,37 | 1 308 253,72 | | |
| Favoriser le développement économique et local | 2003 | 0,00 | 0,00 | 30 840,94 | | | 30 840,94 | 0,00 | 30 840,94 | | | | | | |
| | 2007 | 118,62 | 0,00 | 4 965 289,14 | | | 4 965 289,14 | 3 107 827,17 | 1 857 461,97 | | | | | | |
| | 2008 | 78 382,25 | 0,00 | 1 986 108,27 | 620 000,00 | -570 000,00 | 2 036 108,27 | 469 916,39 | 1 566 191,88 | | | | | | |
| | 2009 | 700 000,00 | 0,00 | 456 912,54 | | | 456 912,54 | 0,00 | 456 912,54 | | | | | | |
| | 2010 | 243 263,39 | 0,00 | 702 479,50 | | | 702 479,50 | 0,00 | 702 479,50 | | | | | | |
| | 2011 | 0,00 | 0,00 | 6 200 000,00 | | | 6 200 000,00 | -230 000,00 | 5 970 000,00 | | | | | | |
| | 2013 | 0,00 | 0,00 | 925,67 | | | 925,67 | 0,00 | 925,67 | | | | | | |
| | 2014 | 933 283,35 | 0,00 | 129 732,37 | 200 000,00 | | 329 732,37 | 23 310,98 | 306 421,39 | | | | | | |
| | 2016 | 7 164,62 | 0,00 | 1 868 969,94 | 7 164,62 | | 1 876 134,56 | 1 109 759,95 | 766 374,61 | | | | | | |
| | 2017 | 0,00 | 0,00 | 161 177,16 | | | 161 177,16 | 122 229,92 | 38 947,24 | | | | | | |
| | 2018 | 948 161,16 | 0,00 | 34 221,14 | | | 34 221,14 | 0,00 | 34 221,14 | | | | | | |
| | 2019 | 13 296 524,29 | 0,00 | 1 420 956,54 | 1 069 000,00 | | 2 489 956,54 | 357 061,46 | 2 132 895,08 | | | | | | |
| | 2020 | 0,00 | 0,00 | 17 868 504,45 | | | 17 868 504,45 | 6 629 749,56 | 11 238 754,89 | | | | | | |
| | 2021 | 1 280,88 | 0,00 | 139 104,12 | | | 139 104,12 | 0,00 | 139 104,12 | | | | | | |
| | 2022 | 8 659 588,10 | -5 250 000,00 | 4 644 991,66 | 2 004 808,81 | | 6 649 800,47 | 1 610 524,88 | 5 039 275,59 | | | | | | |
| | 2023 | 8 700 000,00 | 0,00 | 1 666 136,59 | | | 1 666 136,59 | 585 792,29 | 1 080 344,30 | | | | | | |
| 2024 | 0,00 | 5 525 000,00 | 0,00 | 310 000,00 | -60 000,00 | 250 000,00 | 0,00 | 250 000,00 | | | | | | | |
| Favoriser le développement économique et local | | | | | 33 567 766,66 | 275 000,00 | 42 276 350,03 | 4 210 973,43 | -860 000,00 | 45 627 323,46 | 14 016 172,60 | 31 611 150,86 | | | |

| Mission | Politique | Domaine | Programme | Millésime | Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier | Mouvements d'AP votées dans l'année | AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier | Flux d'AP affectées dans l'année | AP affectées annulées dans l'année | Stock d'AP affectées restant à financer | CP mandatés au budget de l'année | Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc. | | | | |
|--|-------------------------------------|------------------------------|---|--------------------------------------|---|-------------------------------------|---|----------------------------------|------------------------------------|---|----------------------------------|---|-----------------------|----------------------|----------------------|-------------------|
| | | | Paysage et environnement - Aménagement | 2013 | 0,00 | 0,00 | 665,67 | | | 665,67 | 0,00 | 665,67 | | | | |
| | | | | 2014 | 15 883,97 | 0,00 | 21 851,83 | 36 256,97 | -20 373,00 | 37 735,80 | 21 010,03 | 16 725,77 | | | | |
| | | | | 2019 | 420,73 | 0,00 | 26 756,86 | 26 420,73 | -26 154,65 | 27 022,94 | 19 700,52 | 7 322,42 | | | | |
| | | | | 2020 | 392,40 | 0,00 | 44 898,99 | | | 44 898,99 | 0,00 | 44 898,99 | | | | |
| | | | | 2021 | 82 773,29 | 0,00 | 203 982,36 | 270 000,00 | -188 641,21 | 285 341,15 | 225 915,00 | 59 426,15 | | | | |
| | | | | 2022 | 370 000,00 | 0,00 | 61 860,39 | 224 177,21 | -20 000,00 | 266 037,60 | 92 530,30 | 173 507,30 | | | | |
| | | | | 2023 | 500 000,00 | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | | |
| | | | | 2024 | 0,00 | 300 000,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | | |
| | | | Paysage et environnement - Aménagement | | | | | 969 470,39 | 300 000,00 | 360 016,10 | 556 854,91 | -255 168,86 | 661 702,15 | 359 155,85 | 302 546,30 | |
| | | | Raccorder les pôles. | 2002 | 0,00 | 0,00 | 25 219,91 | | | 25 219,91 | 3 927,96 | 21 291,95 | | | | |
| | | | | 2021 | 2 000 000,00 | 0,00 | 94 233,51 | 2 000 000,00 | | 2 094 233,51 | 1 996 218,81 | 98 014,70 | | | | |
| | | | | 2022 | 5 250 000,00 | -4 000 000,00 | -21 512,88 | 1 200 000,00 | | 1 178 487,12 | 399 993,21 | 778 493,91 | | | | |
| | | | Raccorder les pôles. | | | | | 7 250 000,00 | -4 000 000,00 | 97 940,54 | 3 200 000,00 | | 3 297 940,54 | 2 400 139,98 | 897 800,56 | |
| | | | Domaine Aménagement du réseau routier | | | | | 102 402 813,74 | 91 500 874,99 | 80 353 225,04 | 95 984 277,92 | -14 135 244,96 | 162 202 258,00 | 77 649 748,77 | 84 552 509,23 | |
| | | | Entretien et exploitation du réseau routier | Aménagement extérieur des ARD | 2020 | 0,00 | 0,00 | 21 152,87 | | | 21 152,87 | 6 818,60 | 14 334,27 | | | |
| | | | | | 2021 | 0,00 | 0,00 | 8 861,62 | | | 8 861,62 | 7 572,60 | 1 289,02 | | | |
| | | | | | 2022 | 0,00 | 0,00 | 98 895,62 | 473,21 | -473,21 | 98 895,62 | 98 422,41 | 473,21 | | | |
| | | | | | 2023 | 64 838,00 | 0,00 | 238 052,20 | 10 000,00 | | 248 052,20 | 108 082,80 | 139 969,40 | | | |
| | | | | | 2024 | 0,00 | 600 000,00 | 0,00 | 309 748,57 | | 309 748,57 | 246 328,31 | 63 420,26 | | | |
| | | | | Aménagement extérieur des ARD | | | | | 64 838,00 | 600 000,00 | 366 962,31 | 320 221,78 | -473,21 | 686 710,88 | 467 224,72 | 219 486,16 |
| | | | | Moyens du parc départemental | 2021 | 0,00 | -0,02 | 0,02 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | |
| | | | | | 2022 | 386,07 | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | |
| | | | | | 2023 | 5 700,65 | 0,00 | 1 220 860,61 | 1 358 983,74 | -1 431 008,13 | 1 148 836,22 | 1 148 752,15 | 84,07 | | | |
| | | | | | 2024 | 0,00 | 3 730 000,00 | 0,00 | 7 008 866,52 | -3 364 966,52 | 3 643 900,00 | 2 706 834,95 | 937 065,05 | | | |
| Moyens du parc départemental | | | | | 6 086,72 | 3 729 999,98 | 1 220 860,63 | 8 367 850,26 | -4 795 974,67 | 4 792 736,22 | 3 855 587,10 | 937 149,12 | | | | |
| Signalisation | 2021 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | | | | | |
| | 2022 | 0,00 | 0,00 | 88 954,66 | 23 541,83 | -23 541,83 | 88 954,66 | 88 954,65 | 0,01 | | | | | | | |
| | 2023 | 951 314,82 | 0,00 | 278 737,30 | 1 111 542,61 | -162 844,62 | 1 227 435,29 | 1 142 114,44 | 85 320,85 | | | | | | | |
| | 2024 | 0,00 | 3 000 000,00 | 0,00 | 1 411 062,07 | | 1 411 062,07 | 512 866,73 | 898 195,34 | | | | | | | |
| Signalisation | | | | | 951 314,82 | 3 000 000,00 | 367 691,96 | 2 546 146,51 | -186 386,45 | 2 727 452,02 | 1 743 935,82 | 983 516,20 | | | | |
| Domaine Entretien et exploitation du réseau routier | | | | | 1 022 239,54 | 7 329 999,98 | 1 955 514,90 | 11 234 218,55 | -4 982 834,33 | 8 206 899,12 | 6 066 747,64 | 2 140 151,48 | | | | |
| Politique Routes départementales | | | | | 103 425 053,28 | 98 830 874,97 | 82 308 739,94 | 107 218 496,47 | -19 118 079,29 | 170 409 157,12 | 83 716 496,41 | 86 692 660,71 | | | | |
| Sécurité | Sécurité des biens et des personnes | Incendie et secours | 2021 | 0,00 | 0,00 | 40 000,00 | | | -5 076,32 | 34 923,68 | 14 923,68 | 20 000,00 | | | | |
| | | | 2022 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | | | |
| | | | 2023 | 1 653 439,54 | -1 636 667,00 | 33 227,46 | | | 33 227,46 | 31 594,71 | 1 632,75 | | | | | |
| | | | 2024 | 0,00 | 4 630 000,00 | 0,00 | 4 627 715,64 | | 4 627 715,64 | 4 609 732,39 | 17 983,25 | | | | | |
| | Incendie et secours | | | | | 1 653 439,54 | 2 993 333,00 | 73 227,46 | 4 627 715,64 | -5 076,32 | 4 695 866,78 | 4 656 250,78 | 39 616,00 | | | |
| | Sécurité | 2022 | 343 789,16 | -30 989,86 | 850 883,35 | 14 500,00 | -5 653,79 | 859 729,56 | 454 328,44 | 405 401,12 | | | | | | |
| | | 2023 | 3 716 135,88 | -3 000 000,00 | 920 459,54 | 725 170,08 | -24 520,73 | 1 621 108,89 | 533 311,84 | 1 087 797,05 | | | | | | |
| | | 2024 | 0,00 | 2 500 000,00 | 0,00 | 764 913,92 | -1 106,78 | 763 807,14 | 8 976,47 | 754 830,67 | | | | | | |
| Sécurité | | | | | 4 059 925,04 | -530 989,86 | 1 771 342,89 | 1 504 584,00 | -31 281,30 | 3 244 645,59 | 996 616,75 | 2 248 028,84 | | | | |
| Domaine Sécurité des biens et des personnes | | | | | 5 713 364,58 | 2 462 343,14 | 1 844 570,35 | 6 132 299,64 | -36 357,62 | 7 940 512,37 | 5 652 867,53 | 2 287 644,84 | | | | |
| Politique Sécurité | | | | | 5 713 364,58 | 2 462 343,14 | 1 844 570,35 | 6 132 299,64 | -36 357,62 | 7 940 512,37 | 5 652 867,53 | 2 287 644,84 | | | | |
| Transports | Transports publics | Infrastructures de transport | 2014 | 482 236,31 | 0,00 | 41 047,85 | | | 41 047,85 | 0,00 | 41 047,85 | | | | | |
| | | | 2015 | 5 018 782,52 | 0,00 | 565 134,55 | 634 921,64 | -98 850,72 | 1 101 205,47 | 675 272,45 | 425 933,02 | | | | | |
| | | | 2016 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | | | |
| | | | 2018 | 300 000,00 | 0,00 | 103 337,50 | | | 103 337,50 | 0,00 | 103 337,50 | | | | | |
| | | | 2019 | 41 505,95 | 0,00 | 1 063 715,67 | | | 1 063 715,64 | 199 059,97 | 864 215,67 | | | | | |
| | | | 2020 | 0,00 | 0,00 | 223 461,54 | | | 223 461,54 | 0,00 | 223 461,54 | | | | | |
| | | | 2021 | 12 670 000,00 | -4 630 000,00 | 104 671,00 | | | 104 671,00 | 44 859,00 | 59 812,00 | | | | | |
| | | | 2022 | 27 055 463,57 | 0,00 | 4 275 161,51 | 12 178 837,21 | -1 603 459,06 | 14 850 539,66 | 9 360 911,43 | 5 489 628,23 | | | | | |
| | | | 2023 | 3 650 000,08 | 0,00 | 1 627 131,92 | 3 884 094,00 | -504 049,82 | 5 007 176,10 | 1 631 642,84 | 3 375 533,26 | | | | | |
| | | | 2024 | 0,00 | 56 426 100,00 | 0,00 | 224 867,14 | -42 917,70 | 181 949,44 | 117 281,50 | 64 667,94 | | | | | |
| | | | Infrastructures de transport | | | | | 49 217 988,43 | 51 796 100,00 | 8 003 661,54 | 16 922 719,99 | -2 249 717,33 | 22 676 664,20 | 12 029 027,19 | 10 647 637,01 | |

| Mission | Politique | Domaine | Programme | Millésime | Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier | Mouvements d'AP votés dans l'année | AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier | Flux d'AP affectées dans l'année | AP affectées annulées dans l'année | Stock d'AP affectées restant à financer | CP mandatés au budget de l'année | Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc. | | | | |
|---|---|---|--|------------------------------------|---|------------------------------------|---|----------------------------------|------------------------------------|---|----------------------------------|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | | | Plan de déplacement urbain. | 2014 | 871,47 | 0,00 | 0,80 | | | 0,80 | 0,00 | 0,80 | | | | |
| | | | | 2015 | 50 314,84 | 0,00 | 139 240,58 | | | 139 240,58 | 0,00 | 139 240,58 | | | | |
| | | | | 2016 | 5 667,60 | 0,00 | 85 079,49 | 5 667,60 | | 90 747,09 | 68 692,34 | 22 054,75 | | | | |
| | | | | 2017 | 74 447,10 | 0,00 | 86 559,94 | | | 60 252,90 | 26 307,04 | | | | | |
| | | | | 2018 | 633,44 | 0,00 | 45 753,57 | | | -142,33 | 45 611,24 | 1 044,13 | 44 567,11 | | | |
| | | | | 2019 | 0,00 | -5 460,40 | 319 745,47 | | | -5 460,40 | 314 285,07 | 314 285,07 | 0,00 | | | |
| | | | | 2020 | 105 610,00 | 0,00 | 327 498,46 | 166 610,00 | | 433 108,46 | 183 580,71 | 249 527,75 | | | | |
| | | | | 2021 | 0,00 | -13 043,00 | 167 785,39 | 10 341,59 | | 154 742,39 | 86 699,78 | 68 042,61 | | | | |
| | | | | 2022 | 280 000,00 | 0,00 | 192 873,91 | 109 000,00 | | 301 873,91 | 243 342,66 | 58 531,25 | | | | |
| | | | | 2023 | 200 000,00 | 0,00 | 441 875,00 | 20 000,00 | | 461 875,00 | 11 766,96 | 450 108,04 | | | | |
| | | | | 2024 | 0,00 | 4 345 110,00 | 0,00 | 50 000,00 | | 50 000,00 | 0,00 | 50 000,00 | | | | |
| | | | | Plan de déplacement urbain. | | | | | 717 544,45 | 4 326 606,60 | 1 806 412,61 | 361 619,19 | -89 987,32 | 2 078 044,48 | 969 664,55 | 1 108 379,93 |
| | | | | Points d'arrêt | 2016 | 653 575,32 | 0,00 | 172 648,37 | 596 052,48 | | 768 700,85 | 410 840,06 | 357 860,79 | | | |
| | | | | | 2019 | 0,00 | 0,00 | 0,01 | | | 0,01 | 0,00 | 0,01 | | | |
| | | | | | 2023 | 3 536 520,00 | 0,00 | 174 890,05 | 631 000,00 | | 804 083,05 | 548 742,42 | 255 340,63 | | | |
| | | | | Points d'arrêt | | | | | 4 190 095,32 | 0,00 | 347 538,43 | 1 227 052,48 | -1 807,00 | 1 572 783,91 | 959 582,48 | 613 201,43 |
| | | | | Domaine Transports publics | | | | | 54 125 628,20 | 56 122 706,60 | 10 157 612,58 | 18 511 391,66 | -2 341 511,65 | 26 327 492,59 | 13 958 274,22 | 12 369 218,37 |
| Politique Transports | | | | | 54 125 628,20 | 56 122 706,60 | 10 157 612,58 | 18 511 391,66 | -2 341 511,65 | 26 327 492,59 | 13 958 274,22 | 12 369 218,37 | | | | |
| 1 - Mission aménagement et développement du territoire | | | | | 202 394 142,53 | 203 129 881,67 | 186 358 159,38 | 190 945 312,74 | -24 044 967,71 | 353 258 504,41 | 148 768 736,20 | 204 489 768,21 | | | | |
| 2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif | Culture et patrimoine | Archives | Développement des publics des Archives et valorisation des collections | 2020 | 0,00 | -63,00 | 63,00 | | | -63,00 | 0,00 | 0,00 | | | | |
| | | | | 2021 | 8 915,97 | -12,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | | | | |
| | | | | 2022 | 6 255,02 | 0,00 | 9 369,00 | | | 9 369,00 | 142,47 | 9 226,53 | | | | |
| | | | | 2023 | 59 060,00 | 0,00 | 8 462,00 | 46 164,00 | | 54 626,00 | 44 403,92 | 10 222,08 | | | | |
| | | | | 2024 | 0,00 | 80 000,00 | 0,00 | 65 952,82 | | 65 952,82 | 30 381,70 | 35 571,12 | | | | |
| | | publics des Archives et valorisation des collections | | | | | 74 230,99 | 79 925,00 | 17 894,00 | 112 116,82 | -63,00 | 129 947,82 | 74 928,09 | 55 019,73 | | |
| | | Domaine Archives | | | | | 74 230,99 | 79 925,00 | 17 894,00 | 112 116,82 | -63,00 | 129 947,82 | 74 928,09 | 55 019,73 | | |
| | | Développement culturel | Actions culturelles. | 2020 | 0,00 | -10 428,00 | 10 428,00 | | | -10 428,00 | 0,00 | 0,00 | | | | |
| | | | | 2021 | 0,00 | 0,00 | 90 430,00 | | | 90 430,00 | 68 430,00 | 22 000,00 | | | | |
| | | | | 2022 | 244,00 | -244,00 | 103 756,00 | | | 103 756,00 | 96 756,00 | 7 000,00 | | | | |
| | | | | 2023 | 40 000,00 | -40 000,00 | 180 000,00 | | | 180 000,00 | 160 000,00 | 20 000,00 | | | | |
| | | | | 2024 | 0,00 | 244 295,00 | 0,00 | 244 295,00 | | 244 295,00 | 38 660,75 | 205 634,25 | | | | |
| | | Actions culturelles. | | | | | 40 244,00 | 193 623,00 | 384 614,00 | 244 295,00 | -10 428,00 | 618 481,00 | 363 846,75 | 254 634,25 | | |
| | | Enseignement artistique et pratiques amateurs | Enseignement artistique et pratiques amateurs | 2020 | 0,00 | 0,00 | 46 104,20 | | | 46 104,20 | 46 104,20 | 0,00 | | | | |
| | | | | 2021 | 0,00 | 0,00 | 12 637,08 | | | 12 637,08 | 12 637,08 | 0,00 | | | | |
| | | | | 2023 | 77 360,00 | -77 360,00 | 2 640,00 | | | 2 640,00 | 2 640,00 | 0,00 | | | | |
| | | | | 2024 | 0,00 | 83 334,00 | 0,00 | 83 334,00 | | 83 334,00 | 0,00 | 83 334,00 | | | | |
| Enseignement artistique et pratiques amateurs | | | | | 77 360,00 | 5 974,00 | 61 381,28 | 83 334,00 | | 144 715,28 | 61 381,28 | 83 334,00 | | | | |
| Domaine Développement culturel | | | | | 117 604,00 | 199 597,00 | 445 995,28 | 327 629,00 | -10 428,00 | 763 196,28 | 425 228,03 | 337 968,25 | | | | |
| Développement de la lecture publique | Autres - développement de la lecture publique | 2022 | 53,36 | -1 058,18 | 1 004,82 | | | -1 004,82 | 0,00 | 0,00 | | | | | | |
| | | 2023 | 3 120,00 | -3 219,24 | 99,24 | | | -99,24 | 0,00 | 0,00 | | | | | | |
| | | 2024 | 0,00 | 20 000,00 | 0,00 | 6 844,00 | | 6 699,84 | 6 699,84 | 0,00 | | | | | | |
| | | Autres - développement de la lecture publique | | | | | 3 173,36 | 15 722,58 | 1 104,06 | 6 844,00 | -1 248,22 | 6 699,84 | 6 699,84 | 0,00 | | |
| | | Développement de l'offre documentaire | Développement de l'offre documentaire | 2022 | 0,00 | -0,05 | 0,05 | | | -0,05 | 0,00 | 0,00 | | | | |
| 2023 | 0,00 | | | -977,96 | 977,96 | | | -977,96 | 0,00 | 0,00 | | | | | | |
| 2024 | 0,00 | | | 90 000,00 | 0,00 | 94 078,84 | | 86 045,84 | 84 760,48 | 1 285,36 | | | | | | |
| Développement de l'offre documentaire | | | | | 0,00 | 89 021,99 | 978,01 | 94 078,84 | -9 011,01 | 86 045,84 | 84 760,48 | 1 285,36 | | | | |
| Développement du réseau - Médiathèque | Développement du réseau - Médiathèque | 2020 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | | | | |
| | | 2021 | 4 670,18 | -4 670,18 | 7 982,25 | | | -3 489,36 | 4 492,89 | 0,00 | | | | | | |
| | | 2022 | 21 251,39 | -21 251,39 | 40 319,00 | | | 40 272,45 | 18 442,76 | 21 829,69 | | | | | | |
| | | 2023 | 83 182,65 | -83 182,65 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | | | | |
| | | 2024 | 0,00 | 383 382,65 | 0,00 | 354 689,93 | | 339 430,18 | 33 885,80 | 305 544,38 | | | | | | |
| Développement du réseau - Médiathèque | | | | | 109 104,22 | 274 278,43 | 48 301,25 | 354 689,93 | -18 795,66 | 384 195,52 | 56 821,45 | 327 374,07 | | | | |
| Domaine Développement de la lecture publique | | | | | 112 277,58 | 379 023,00 | 50 383,32 | 455 612,77 | -29 054,89 | 476 941,20 | 148 281,77 | 328 659,43 | | | | |

| Mission | Politique | Domaine | Programme | Millésime | Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier | Mouvements d'AP votés dans l'année | AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier | Flux d'AP affectées dans l'année | AP affectées annulées dans l'année | Stock d'AP affectées restant à financer | CP mandatés au budget de l'année | Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc. | | | |
|--|-----------|------------------------|--|---|--|------------------------------------|---|----------------------------------|------------------------------------|---|----------------------------------|---|-------------------|-------------------|------------|
| | | Musées | Développement et valorisation des collections - musées | 2020 | 1 217 921,60 | 0,00 | 17 712,82 | 179 118,92 | -9 946,62 | 186 885,12 | 89 911,28 | 96 973,84 | | | |
| | | | | 2022 | 73 320,00 | -120 962,00 | 100 660,00 | 1 390,00 | -94 312,00 | 7 738,00 | 7 018,00 | 720,00 | | | |
| | | | | 2023 | 12 673,20 | -25 357,20 | 69 940,00 | 22 140,00 | -34 824,00 | 57 256,00 | 27 565,45 | 29 690,55 | | | |
| | | | | 2024 | 0,00 | 236 219,20 | 0,00 | 236 219,20 | | 236 219,20 | 27 217,60 | 209 001,60 | | | |
| | | | | opement et valorisation des collections - musées | 1 303 914,80 | 89 900,00 | 188 312,82 | 438 868,12 | -139 082,62 | 488 098,32 | 151 712,33 | 336 385,99 | | | |
| | | Domaine Musées | | | | | 1 303 914,80 | 89 900,00 | 188 312,82 | 438 868,12 | -139 082,62 | 488 098,32 | 151 712,33 | 336 385,99 | |
| | | | | Patrimoine | Antiquités et objets d'art | 2019 | 0,00 | 0,00 | 35 827,80 | | | 35 827,80 | 4 064,57 | 31 763,23 | |
| | | | | | | 2020 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | | | | | 2021 | 0,00 | -236,46 | 3 390,46 | | -236,46 | 3 154,00 | 3 154,00 | 0,00 | |
| | | | | | | 2022 | 0,00 | -254,93 | 20 017,00 | | -254,93 | 19 762,07 | 16 148,07 | 3 614,00 | |
| | | | | | | 2023 | 2 588,00 | -2 588,00 | 77 412,00 | | | 77 412,00 | 35 633,00 | 41 779,00 | |
| | | | | | | 2024 | 0,00 | 60 000,00 | 0,00 | 31 697,00 | | 31 697,00 | 1 370,00 | 30 327,00 | |
| | | | | | | Antiquités et objets d'art | 2 588,00 | 56 920,61 | 136 647,26 | 31 697,00 | -491,39 | 167 852,87 | 60 369,64 | 107 483,23 | |
| | | | | | Archéologie - recherche et valorisation | | 2023 | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 | | 50 000,00 | 2 899,57 | 47 100,43 |
| | | | | | Archéologie - recherche et valorisation | | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 | | 50 000,00 | 2 899,57 | 47 100,43 | |
| | | | | | Développement des publics du château de Blandy-les-Tours | | 2018 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | | | | 2019 | 0,00 | 0,00 | 436 687,23 | | | 436 687,23 | 103 628,50 | 333 058,73 |
| | | | | | | | 2022 | 14 172,55 | -14 172,55 | 106 167,00 | | -7,20 | 106 159,80 | 98 109,00 | 8 050,80 |
| | | | | | | | 2023 | 203 160,80 | -3 258,80 | 349 448,00 | 130 120,00 | -498,00 | 479 070,00 | 148 360,00 | 330 710,00 |
| | | | | | | | 2024 | 0,00 | 367 431,35 | 0,00 | 54 279,58 | | 54 279,58 | 38 782,46 | 15 497,12 |
| | | | | | ement des publics du château de Blandy-les-Tours | | 217 333,35 | 350 000,00 | 892 302,23 | 184 399,58 | -505,20 | 1 076 196,61 | 388 879,96 | 687 316,65 | |
| | | | | | Patrimoine monumental | | 2017 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | | | | 2018 | 0,00 | 0,00 | 18 000,00 | | | 18 000,00 | 18 000,00 | 0,00 |
| | | | | | | | 2019 | 0,00 | 0,00 | 34 962,50 | | | 34 962,50 | 34 943,31 | 19,19 |
| | | | | | | | 2020 | 0,00 | -76 889,00 | 267 666,48 | | -76 889,00 | 190 777,48 | 124 836,16 | 65 941,32 |
| | | | | | 2021 | 0,00 | -2 730,20 | 525 934,69 | | -13 231,30 | 512 703,39 | 263 845,82 | 248 857,57 | | |
| | | | | | 2022 | 300 000,00 | -300 116,20 | 799 767,22 | 116,20 | -232,40 | 799 651,02 | 271 148,55 | 528 502,47 | | |
| | | | | | 2023 | 410 932,00 | -212 067,31 | 946 582,85 | 200 000,00 | -1 135,31 | 1 145 447,54 | 421 787,29 | 723 660,25 | | |
| | | | | | 2024 | 0,00 | 1 455 894,00 | 0,00 | 1 021 929,00 | | 1 021 929,00 | 35 885,00 | 986 044,00 | | |
| Patrimoine monumental | | | | | 710 932,00 | 864 091,29 | 2 592 913,74 | 1 222 045,20 | -91 488,01 | 3 723 470,93 | 1 170 446,13 | 2 553 024,80 | | | |
| Valorisation du patrimoine | | | | | 2022 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| | | 2023 | 542 275,60 | -42 275,60 | 36 926,00 | | | 36 926,00 | 29 540,80 | 7 385,20 | | | | | |
| | | 2024 | 0,00 | 51 201,60 | 0,00 | 40 000,00 | | 40 000,00 | 0,00 | 40 000,00 | | | | | |
| Valorisation du patrimoine | | 542 275,60 | 8 926,00 | 36 926,00 | 40 000,00 | | 76 926,00 | 29 540,80 | 47 385,20 | | | | | | |
| Domaine Patrimoine | | | | | 1 523 128,95 | 1 279 937,90 | 3 658 789,23 | 1 528 141,78 | -92 484,60 | 5 094 446,41 | 1 652 136,10 | 3 442 310,31 | | | |
| Politique Culture et patrimoine | | | | | 3 131 156,32 | 2 028 382,90 | 4 361 374,65 | 2 862 368,49 | -271 113,11 | 6 952 630,03 | 2 452 286,32 | 4 500 343,71 | | | |
| Education formation | | Bâtiments des collèges | Acquisitions de terrains et bâtiments scolaires | 2022 | 3 000,00 | -3 000,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | |
| | | | | 2023 | 10 000,00 | -10 000,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | |
| | | | | 2024 | 0,00 | 10 000,00 | 0,00 | 1,00 | | 1,00 | 1,00 | 0,00 | | | |
| | | | Acquisitions de terrains et bâtiments scolaires | | 13 000,00 | -3 000,00 | 0,00 | 1,00 | | 1,00 | 1,00 | 0,00 | | | |
| | | | Constructions extensions réhabilitations | | 2002 | 0,00 | 0,00 | 27 187,28 | | | 27 187,28 | 0,00 | 27 187,28 | | |
| | | | | | 2005 | 0,00 | -5 293,37 | 6 682,39 | | -5 293,37 | 1 389,02 | 668,02 | 721,00 | | |
| | | | | | 2007 | 0,00 | 0,00 | 30 000,00 | | | 30 000,00 | 0,00 | 30 000,00 | | |
| | | | | | 2008 | 0,00 | -20 000,00 | 189 417,53 | | -20 000,00 | 169 417,53 | 25 080,04 | 144 337,49 | | |
| | | | | | 2009 | 0,00 | 0,00 | 293 879,97 | | | 293 879,97 | 53 619,86 | 240 260,11 | | |
| | | | | | 2011 | 0,00 | 0,00 | 460 124,71 | | | 460 124,71 | 4 651,19 | 455 473,52 | | |
| | | | | | 2013 | 0,00 | 0,00 | 85 911,15 | | | 85 911,15 | 0,00 | 85 911,15 | | |
| | | | | | 2014 | 0,00 | 0,00 | 1 144 789,57 | | | 1 144 789,57 | 103 460,07 | 1 041 329,50 | | |
| | | | | | 2015 | 0,00 | 0,00 | 1 753 398,12 | | | 1 753 398,12 | 108 933,29 | 1 644 464,83 | | |
| | | | | | 2016 | 0,00 | 1 000 000,00 | 7 126 721,39 | 1 000 000,00 | | 8 126 721,39 | 4 753 173,40 | 3 373 547,99 | | |
| | | | | | 2017 | 0,00 | -1 363,67 | 5 213 532,51 | | -1 363,67 | 5 212 168,84 | 1 338 571,44 | 3 873 597,40 | | |
| | | | | | 2018 | 0,00 | 0,00 | 16 523 739,96 | 18 500,00 | -18 500,00 | 16 523 739,96 | 10 068 408,43 | 6 455 331,53 | | |
| | | | | | 2019 | 0,00 | 20 000,00 | 31 700 643,16 | 20 000,00 | | 31 720 643,16 | 2 826 640,45 | 28 894 002,71 | | |
| | | | | | 2020 | 0,00 | 440 360,61 | 22 289 173,44 | 500 000,00 | -59 639,39 | 22 729 534,05 | 3 909 421,70 | 18 820 112,35 | | |
| | | | | | 2021 | 0,00 | 57 619,39 | 3 861 773,48 | 58 579,39 | -960,00 | 3 919 392,87 | 1 128 310,41 | 2 791 082,46 | | |
| | | | | | 2022 | 94 773,95 | 100,00 | 41 357 028,29 | | | 41 357 028,29 | 15 850 843,71 | 25 506 184,58 | | |
| | | | | | 2023 | 0,00 | 28 800 000,00 | 40 442 604,89 | 34 500 000,00 | -5 700 000,00 | 69 242 604,89 | 2 854 481,49 | 66 388 123,40 | | |

| Mission | Politique | Domaine | Programme | Millésime | Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier | Mouvements d'AP votés dans l'année | AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier | Flux d'AP affectées dans l'année | AP affectées annulées dans l'année | Stock d'AP affectées restant à financer | CP mandatés au budget de l'année | Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc. |
|---------|-----------|-------------------------------------|--|-----------|---|------------------------------------|---|----------------------------------|------------------------------------|---|----------------------------------|---|
| | | | | 2024 | 0,00 | 37 450 000,00 | 0,00 | 65 550 000,00 | -28 100 000,00 | 37 450 000,00 | 3 237 274,72 | 34 212 725,28 |
| | | | Constructions extensions réhabilitations | | 94 773,95 | 67 741 422,96 | 172 506 607,84 | 101 647 079,39 | -33 905 756,43 | 240 247 930,80 | 46 263 538,22 | 193 984 392,58 |
| | | | Entretien et grosses réparations | 2014 | 0,00 | -4 938,31 | 4 938,31 | | -4 938,31 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2015 | 0,00 | -99 715,24 | 99 715,24 | 4 501,46 | -104 216,70 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2016 | 0,00 | -91 490,80 | 94 344,52 | | -91 490,80 | 2 853,72 | 2 853,72 | 0,00 |
| | | | | 2017 | 0,00 | -189 993,96 | 889 362,98 | 519 101,48 | -709 095,44 | 699 369,02 | 331 352,86 | 368 016,16 |
| | | | | 2018 | 0,00 | -303 113,59 | 1 593 726,30 | 92 945,61 | -396 059,20 | 1 290 612,71 | 400 447,02 | 890 165,69 |
| | | | | 2019 | 0,00 | -19 752,10 | 3 192 407,39 | 57 218,84 | -76 970,94 | 3 172 655,29 | 807 072,41 | 2 365 582,88 |
| | | | | 2020 | 0,00 | 75 716,81 | 14 777 211,95 | 671 563,21 | -595 846,40 | 14 852 928,76 | 10 027 576,57 | 4 825 352,19 |
| | | | | 2021 | 0,00 | -279 197,35 | 17 323 538,21 | 8 789,54 | -287 986,89 | 17 044 340,86 | 6 794 242,64 | 10 250 098,22 |
| | | | | 2022 | 229 902,00 | 3 930 914,93 | 17 342 982,94 | 4 119 653,25 | -188 738,32 | 21 273 897,87 | 4 615 298,53 | 16 658 599,34 |
| | | | | 2023 | 0,00 | 5 686 949,52 | 27 410 608,49 | 9 339 391,25 | -3 652 441,73 | 33 097 558,01 | 10 020 330,54 | 23 077 227,47 |
| | | | | 2024 | 0,00 | 42 052 297,13 | 0,00 | 52 509 190,74 | -10 456 893,61 | 42 052 297,13 | 12 791 313,56 | 29 260 983,57 |
| | | | Entretien et grosses réparations | | 229 902,00 | 50 757 677,04 | 82 728 836,33 | 67 322 355,38 | -16 564 678,34 | 133 486 513,37 | 45 790 487,85 | 87 696 025,52 |
| | | | Domaine Bâtiments des collèges | | 337 675,95 | 118 496 100,00 | 255 235 444,17 | 168 969 435,77 | -50 470 434,77 | 373 734 445,17 | 92 054 027,07 | 281 680 418,10 |
| | | Enseignement supérieur et recherche | Enseignement supérieur et recherche. | 2020 | 88,19 | -88,19 | 800 000,00 | | | 800 000,00 | 0,00 | 800 000,00 |
| | | | Enseignement supérieur et recherche. | | 88,19 | -88,19 | 800 000,00 | | | 800 000,00 | 0,00 | 800 000,00 |
| | | | Domaine Enseignement supérieur et recherche | | 88,19 | -88,19 | 800 000,00 | | | 800 000,00 | 0,00 | 800 000,00 |
| | | Vue des collèges | Equipement et matériel TICE | 2015 | 0,00 | 0,00 | 380 603,11 | | | 380 603,11 | 79 419,92 | 301 183,19 |
| | | | | 2020 | 0,00 | -6 269,20 | 6 269,20 | | -6 269,20 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2021 | 233 675,82 | -248 975,66 | 254 770,15 | | -18 421,75 | 236 348,40 | 236 348,38 | 0,02 |
| | | | | 2022 | 0,00 | -52 611,42 | 67 262,79 | | -52 611,42 | 14 651,37 | 11 863,41 | 2 787,96 |
| | | | | 2023 | 0,00 | -106 284,54 | 2 369 045,18 | | -106 284,54 | 2 262 760,64 | 2 261 471,57 | 1 289,07 |
| | | | | 2024 | 0,00 | 5 810 030,00 | 0,00 | 5 711 739,06 | -2 566 330,06 | 3 145 409,00 | 2 996 968,58 | 148 440,42 |
| | | | Equipement et matériel TICE | | 233 675,82 | 5 395 889,18 | 3 077 950,43 | 5 711 739,06 | -2 749 916,97 | 6 039 772,52 | 5 586 071,86 | 453 700,66 |
| | | | Matériel et mobilier des collèges | 2020 | 2 038,21 | -2 038,21 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2021 | 0,00 | -2 332,92 | 8 401,64 | | -6 729,35 | 1 672,29 | 472,29 | 1 200,00 |
| | | | | 2022 | 62 276,56 | -67 514,46 | 39 719,84 | | -10 350,59 | 29 369,25 | 28 547,47 | 821,78 |
| | | | | 2023 | 156 472,89 | -9 173,88 | 377 992,88 | 275 222,00 | -131 450,08 | 521 764,80 | 447 200,06 | 74 564,74 |
| | | | | 2024 | 0,00 | 1 900 000,00 | 0,00 | 1 836 979,20 | -565 894,02 | 1 271 085,18 | 1 102 000,30 | 169 084,88 |
| | | | Matériel et mobilier des collèges | | 220 787,66 | 1 818 940,53 | 426 114,36 | 2 112 201,20 | -714 424,04 | 1 823 891,52 | 1 578 220,12 | 245 671,40 |
| | | | Participation au budget des collèges privés | 2019 | 0,00 | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2022 | 6 600,00 | 0,00 | 1 793 400,00 | | | 1 793 400,00 | 974 000,00 | 819 400,00 |
| | | | | 2024 | 0,00 | 310 000,00 | 0,00 | 306 676,00 | | 306 676,00 | 150 000,00 | 156 676,00 |
| | | | Participation au budget des collèges privés | | 6 600,00 | 310 000,00 | 1 793 400,00 | 306 676,00 | | 2 100 076,00 | 1 124 000,00 | 976 076,00 |
| | | | Participations au budget des EPLE | 2024 | 0,00 | 1 870 735,00 | 0,00 | 227 164,54 | | 227 164,54 | 116 195,97 | 110 968,57 |
| | | | Participations au budget des EPLE | | 0,00 | 1 870 735,00 | 0,00 | 227 164,54 | | 227 164,54 | 116 195,97 | 110 968,57 |
| | | | Restauration scolaire | 2022 | 35 738,75 | -35 738,75 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2023 | 7 356,70 | -7 356,70 | 366 610,00 | | | 366 610,00 | 366 610,00 | 0,00 |
| | | | | 2024 | 0,00 | 1 870 000,00 | 0,00 | 1 949 692,40 | -81 184,50 | 1 868 507,90 | 1 736 404,60 | 132 103,30 |
| | | | Restauration scolaire | | 43 095,45 | 1 826 904,55 | 366 610,00 | 1 949 692,40 | -81 184,50 | 2 235 117,90 | 2 103 014,60 | 132 103,30 |
| | | | Domaine Vie des collèges | | 504 158,93 | 11 222 469,26 | 5 664 074,79 | 10 307 473,20 | -3 545 525,51 | 12 426 022,48 | 10 507 502,55 | 1 918 519,93 |
| | | | Politique Education formation | | 841 923,07 | 129 718 481,07 | 261 699 518,96 | 179 276 908,97 | -54 015 960,28 | 386 960 467,65 | 102 561 529,62 | 284 398 938,03 |
| | | Jeunesse, sports et loisirs | Activités sportives | 2019 | 0,00 | -28 194,00 | 1 137 989,00 | | -28 194,00 | 1 109 795,00 | 1 109 795,00 | 0,00 |
| | | | | 2020 | 0,00 | 0,00 | 1 053 399,00 | | | 1 053 399,00 | 1 053 399,00 | 0,00 |
| | | | | 2021 | 88 615,00 | -88 615,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2022 | 142 500,00 | -126 077,00 | 592 937,00 | 139 999,96 | -123 577,00 | 609 359,96 | 559 192,96 | 50 167,00 |
| | | | | 2023 | 943 818,00 | -60 000,00 | 401 027,00 | 152 076,00 | | 553 103,00 | 217 888,75 | 335 214,25 |
| | | | | 2024 | 0,00 | 250 000,00 | 0,00 | 191 534,00 | | 191 534,00 | 191 534,00 | 0,00 |
| | | | Equipements sportifs | | 1 174 933,00 | -52 886,00 | 3 185 352,00 | 483 609,96 | -151 771,00 | 3 517 190,96 | 3 131 809,71 | 385 381,25 |
| | | | Domaine Activités sportives | | 1 174 933,00 | -52 886,00 | 3 185 352,00 | 483 609,96 | -151 771,00 | 3 517 190,96 | 3 131 809,71 | 385 381,25 |
| | | | Politique Jeunesse, sports et loisirs | | 1 174 933,00 | -52 886,00 | 3 185 352,00 | 483 609,96 | -151 771,00 | 3 517 190,96 | 3 131 809,71 | 385 381,25 |
| | | | 2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif | | 5 148 012,39 | 131 693 977,97 | 269 246 245,61 | 182 622 887,42 | -54 438 844,39 | 397 430 288,64 | 108 145 625,65 | 289 284 662,99 |

| Mission | Politique | Domaine | Programme | Millésime | Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier | Mouvements d'AP votées dans l'année | AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier | Flux d'AP affectées dans l'année | AP affectées annulées dans l'année | Stock d'AP affectées restant à financer | CP mandatés au budget de l'année | Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc. | | |
|---|---|---|---|-----------------------|---|-------------------------------------|---|----------------------------------|------------------------------------|---|----------------------------------|---|-------------------|-------------------|
| 3 - Mission solidarité | Habitat | Développement et amélioration de l'offre de logement | Développement et amélioration de l'offre du parc privé | 2017 | 100,00 | 0,00 | 34 372,50 | | | 34 372,50 | 34 372,50 | 0,00 | | |
| | | | | 2020 | 0,00 | 0,00 | 28 318,50 | | 28 318,50 | 0,00 | | | | |
| | | | | 2021 | 0,00 | 0,00 | 7 389,50 | | 7 389,50 | 0,00 | | | | |
| | | | | 2022 | 0,00 | 0,00 | 8 417,00 | | 8 417,00 | 0,00 | | | | |
| | | | | 2023 | 455,00 | -1 362,00 | 51 159,00 | | 50 251,00 | 8 799,50 | | | | |
| | | | 2024 | 0,00 | 230 117,00 | 0,00 | 185 613,00 | -908,00 | 185 613,00 | 110 755,50 | 74 857,50 | | | |
| | | | Développement et amélioration de l'offre du parc privé | | | | 555,00 | 228 755,00 | 129 656,50 | 185 613,00 | -908,00 | 314 361,50 | 222 287,50 | 92 074,00 |
| | | | Développement et amélioration de l'offre du parc social | 2021 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2023 | 192 000,00 | -30 000,00 | 0,00 | 162 000,00 | | 162 000,00 | | 162 000,00 | 162 000,00 | 0,00 |
| | | | | 2024 | 0,00 | 30 000,00 | 0,00 | | | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Développement et amélioration de l'offre du parc social | | | | 192 000,00 | 0,00 | 0,00 | 162 000,00 | | 162 000,00 | 162 000,00 | 0,00 | | |
| | Domaine Développement et amélioration de l'offre de logement | | | | | 192 555,00 | 228 755,00 | 129 656,50 | 347 613,00 | -908,00 | 476 361,50 | 384 287,50 | 92 074,00 | |
| | Insertion par le logement | Actions d'insertion par le logement | 2007 | 0,00 | 0,00 | 69 000,00 | | | 69 000,00 | | 0,00 | 69 000,00 | | |
| | | | 2009 | 0,00 | 0,00 | 64 400,00 | | 64 400,00 | | 0,00 | 64 400,00 | | | |
| | | | 2022 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | | |
| | | | 2024 | 0,00 | 95 000,00 | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | | |
| | | | Actions d'insertion par le logement | | | | 0,00 | 95 000,00 | 133 400,00 | | 133 400,00 | 0,00 | 133 400,00 | |
| | Domaine Insertion par le logement | | | | | 0,00 | 95 000,00 | 133 400,00 | | 133 400,00 | 0,00 | 133 400,00 | | |
| | Politique Habitat | | | | | 192 555,00 | 323 755,00 | 263 056,50 | 347 613,00 | -908,00 | 609 761,50 | 384 287,50 | 225 474,00 | |
| | Personnes âgées | Hébergement des personnes âgées | Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes âgées | 2017 | 0,00 | 0,00 | 202 500,00 | | | 202 500,00 | 152 500,00 | 50 000,00 | | |
| 2018 | | | | 0,00 | 0,00 | 668 750,00 | | 668 750,00 | 618 750,00 | 50 000,00 | | | | |
| 2020 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 | | | | |
| 2021 | | | | 0,00 | 0,00 | 97 200,00 | | 97 200,00 | 97 200,00 | 0,00 | | | | |
| 2022 | | | | 0,00 | 0,00 | 435 000,00 | 870 000,00 | -870 000,00 | 435 000,00 | 261 000,00 | 174 000,00 | | | |
| 2023 | | | | 60 000,00 | -60 000,00 | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | | |
| 2024 | | | | 0,00 | 1 500 000,00 | 0,00 | 300 000,00 | | 300 000,00 | 300 000,00 | 0,00 | | | |
| Hébergement en établissement des personnes âgées | | | | | 60 000,00 | 1 440 000,00 | 1 403 450,00 | 1 170 000,00 | -870 000,00 | 1 703 450,00 | 1 429 450,00 | 274 000,00 | | |
| Domaine Hébergement des personnes âgées | | | | | 60 000,00 | 1 440 000,00 | 1 403 450,00 | 1 170 000,00 | -870 000,00 | 1 703 450,00 | 1 429 450,00 | 274 000,00 | | |
| Politique Personnes âgées | | | | | 60 000,00 | 1 440 000,00 | 1 403 450,00 | 1 170 000,00 | -870 000,00 | 1 703 450,00 | 1 429 450,00 | 274 000,00 | | |
| Personnes handicapées | Hébergement des personnes handicapées | Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes handicapées | 2019 | 0,00 | 0,00 | 607 500,00 | | | 607 500,00 | 303 750,00 | 303 750,00 | | | |
| | | | 2021 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 | | | | |
| | | | 2022 | 39 000,00 | -39 000,00 | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | | |
| | | | 2023 | 60 000,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | | |
| | | | 2024 | 0,00 | 397 500,00 | 0,00 | 67 500,00 | | 67 500,00 | 67 500,00 | 0,00 | | | |
| | | | Hébergement en établissement des personnes handicapées | | | | 99 000,00 | 358 500,00 | 607 500,00 | 67 500,00 | 675 000,00 | 371 250,00 | 303 750,00 | |
| | | | Domaine Hébergement des personnes handicapées | | | | | 99 000,00 | 358 500,00 | 607 500,00 | 67 500,00 | 675 000,00 | 371 250,00 | 303 750,00 |
| Politique Personnes handicapées | | | | | 99 000,00 | 358 500,00 | 607 500,00 | 67 500,00 | 675 000,00 | 371 250,00 | 303 750,00 | | | |
| Santé publique | Santé publique | Démographie médicale | 2020 | 0,00 | -49 560,82 | 49 560,82 | | -49 560,82 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | |
| | | | 2022 | 400 000,00 | -358 000,00 | 0,00 | 42 000,00 | | 42 000,00 | 42 000,00 | 0,00 | | | |
| | | | 2024 | 0,00 | 135 000,00 | 0,00 | 85 000,00 | | 85 000,00 | 50 000,00 | 35 000,00 | | | |
| | | | Démographie médicale | | | | 400 000,00 | -272 560,82 | 49 560,82 | 127 000,00 | -49 560,82 | 127 000,00 | 92 000,00 | 35 000,00 |
| | | | Domaine Santé publique | | | | | 400 000,00 | -272 560,82 | 49 560,82 | 127 000,00 | -49 560,82 | 127 000,00 | 92 000,00 |
| Politique Santé publique | | | | | 400 000,00 | -272 560,82 | 49 560,82 | 127 000,00 | -49 560,82 | 127 000,00 | 92 000,00 | 35 000,00 | | |
| 3 - Mission solidarité | | | | | 751 555,00 | 1 849 694,18 | 2 323 567,32 | 1 712 113,00 | -920 468,82 | 3 115 211,50 | 2 276 987,50 | 838 224,00 | | |
| 4 - Mission fonctionnelle | Conduite des politiques départementales | Communication | Communication. | 2023 | 0,00 | -1 288,47 | 1 288,47 | | -1 288,47 | 0,00 | 0,00 | | | |
| | | | | 2024 | 0,00 | 20 000,00 | 0,00 | 35 048,38 | -15 048,38 | 20 000,00 | 17 893,75 | 2 106,25 | | |
| | | | | Communication. | | | | 0,00 | 18 711,53 | 1 288,47 | 35 048,38 | -16 336,85 | 20 000,00 | 17 893,75 |
| | | Développement des services et usages | 2020 | 0,00 | -0,01 | 59 187,86 | | -0,01 | 59 187,85 | | 59 187,85 | 59 187,85 | 0,00 | |
| | | | Développement des services et usages | | | | 0,00 | -0,01 | 59 187,86 | | -0,01 | 59 187,85 | 59 187,85 | 0,00 |
| Domaine Communication | | | | | 0,00 | 18 711,52 | 60 476,33 | 35 048,38 | -16 336,86 | 79 187,85 | 77 081,60 | 2 106,25 | | |

| Mission | Politique | Domaine | Programme | Millésime | Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier | Mouvements d'AP votés dans l'année | AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier | Flux d'AP affectées dans l'année | AP affectées annulées dans l'année | Stock d'AP affectées restant à financer | CP mandatés au budget de l'année | Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc. | |
|--|--------------------------|--|--|----------------------|---|------------------------------------|---|----------------------------------|------------------------------------|---|----------------------------------|---|----------------------|
| Politique Conduite des politiques départementales | | | | | 0,00 | 18 711,52 | 60 476,33 | 35 048,38 | -16 336,86 | 79 187,85 | 77 081,60 | 2 106,25 | |
| Direction et animation de l'action départementale | Finances | Autres opérations financières | 2023 | 834 726,00 | -834 726,00 | 0,00 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | | 2024 | 0,00 | 1 837 660,00 | 0,00 | 1 703,30 | | 1 703,30 | 1 703,30 | 1 703,30 | 0,00 | |
| | | Autres opérations financières | | | 834 726,00 | 1 002 934,00 | 0,00 | 1 703,30 | | 1 703,30 | 1 703,30 | 1 703,30 | 0,00 |
| | | Dépenses/Recettes d'investissement. | 2022 | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | | 0,00 |
| | | | 2023 | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | | 0,00 |
| | | | 2024 | 0,00 | 19 945 540,00 | 0,00 | 19 945 540,00 | | 19 945 540,00 | 19 945 540,00 | 19 945 540,00 | 19 945 540,00 | 0,00 |
| | | Dépenses/Recettes d'investissement. | | | 0,00 | 19 945 540,00 | 0,00 | 19 945 540,00 | | 19 945 540,00 | 19 945 540,00 | 19 945 540,00 | 0,00 |
| Domaine Finances | | | 834 726,00 | 20 948 474,00 | 0,00 | 19 947 243,30 | | 19 947 243,30 | 19 947 243,30 | 19 947 243,30 | 0,00 | | |
| Politique Direction et animation de l'action départementale | | | | | 834 726,00 | 20 948 474,00 | 0,00 | 19 947 243,30 | | 19 947 243,30 | 19 947 243,30 | 0,00 | |
| Moyens généraux | Bâtiments départementaux | Culture et patrimoine - construction | 2020 | 0,00 | 0,00 | 38 966,01 | | | | 38 966,01 | 4 274,47 | 34 691,54 | |
| | | | 2024 | 0,00 | 900 000,00 | 0,00 | 900 000,00 | | 900 000,00 | 900 000,00 | 0,00 | 900 000,00 | |
| | | Culture et patrimoine - construction | | | 0,00 | 900 000,00 | 38 966,01 | 900 000,00 | | 938 966,01 | 4 274,47 | 934 691,54 | |
| | | Culture et patrimoine - entretien et grosses réparations | 2018 | 0,00 | -335 974,22 | 335 974,22 | | | -335 974,22 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | 2019 | 0,00 | -825,53 | 78 683,24 | | | -825,53 | 77 857,71 | 0,00 | 77 857,71 | |
| | | | 2020 | 0,00 | 0,00 | 158 390,21 | | | | 158 390,21 | 40 282,11 | 118 108,10 | |
| | | | 2021 | 0,00 | 0,00 | 396 967,44 | | | | 396 967,44 | 41 157,83 | 355 809,61 | |
| | | | 2022 | 0,00 | 0,00 | 266 942,33 | | 1 946,45 | -1 946,45 | 266 942,33 | 37 591,52 | 229 350,81 | |
| | | | 2023 | 0,00 | 825,53 | 414 520,33 | | 1 365,44 | -539,91 | 415 345,86 | 101 498,03 | 313 847,83 | |
| | | | 2024 | 0,00 | 893 474,22 | 0,00 | 902 974,22 | | -9 500,00 | 893 474,22 | 230 143,50 | 663 330,72 | |
| | | re et patrimoine - entretien et grosses réparations | | | 0,01 | 557 500,00 | 1 651 477,77 | 906 286,11 | -348 786,11 | 2 208 977,77 | 450 672,99 | 1 758 304,78 | |
| | | Services départementaux - construction | 2020 | 0,00 | 0,00 | 342 001,51 | | | | 342 001,51 | 0,00 | 342 001,51 | |
| | | | 2021 | 0,00 | 0,00 | 34 189 713,07 | | | | 34 189 713,07 | 474 616,70 | 33 715 096,37 | |
| | | | 2023 | 0,00 | 0,00 | 803 300,00 | | | | 803 300,00 | 15 369,07 | 787 930,93 | |
| | | | 2024 | 0,00 | 400 000,00 | 0,00 | 100 000,00 | | | 100 000,00 | 0,00 | 100 000,00 | |
| | | Services départementaux - construction | | | 0,00 | 400 000,00 | 35 335 014,58 | 100 000,00 | | 35 435 014,58 | 489 985,77 | 34 945 028,81 | |
| | | Services départementaux - entretien et grosses réparations | 2014 | 0,00 | -8 000,00 | 43 000,00 | | 53,60 | -8 053,60 | 35 000,00 | 35 000,00 | 0,00 | |
| | | | 2015 | 0,00 | 0,00 | 237 771,69 | | 99 316,91 | -99 316,91 | 237 771,69 | 119 468,56 | 118 303,13 | |
| | | | 2016 | 0,00 | 737 660,11 | 3 811 961,58 | 768 995,55 | | -31 335,44 | 4 549 621,69 | 1 004 426,10 | 3 545 195,59 | |
| | | | 2017 | 0,00 | -31 063,02 | 340 137,56 | | | -31 063,02 | 309 074,54 | 35 883,68 | 273 190,86 | |
| | | | 2018 | 0,00 | -33 557,03 | 63 978,63 | | 1 566,54 | -35 123,57 | 30 421,60 | 30 421,60 | 0,00 | |
| | | | 2019 | 0,00 | -109 962,80 | 820 329,34 | | 10 169,00 | -120 131,80 | 710 366,54 | 58 826,50 | 651 540,04 | |
| | | | 2020 | 0,00 | 0,00 | 566 348,24 | | 15 345,47 | -15 345,47 | 566 348,24 | 181 279,39 | 385 068,85 | |
| | | | 2021 | 0,00 | 0,00 | 258 836,48 | | 109,65 | -109,65 | 258 836,48 | 154 859,82 | 103 976,66 | |
| | | | 2021 | 0,00 | 158 042,87 | 273 887,50 | | 158 042,87 | | 431 930,37 | 59 728,87 | 372 201,50 | |
| | | | 2022 | 0,00 | 827 553,60 | 3 363 142,87 | | 887 643,49 | -60 089,89 | 4 190 696,47 | 903 962,13 | 3 286 734,34 | |
| | | | 2023 | 0,00 | -513 577,94 | 1 831 493,34 | | 37 402,44 | -550 980,38 | 1 317 915,40 | 410 228,02 | 907 687,38 | |
| | | | 2024 | 0,00 | 6 003 558,01 | 0,00 | 6 972 553,56 | | -968 995,55 | 6 003 558,01 | 583 217,52 | 5 420 340,49 | |
| | | | départementaux - entretien et grosses réparations | | | 0,00 | 7 030 653,80 | 11 610 887,23 | 8 951 199,08 | -1 920 545,28 | 18 641 541,03 | 3 577 302,19 | 15 064 238,84 |
| | | Solidarité - construction | 2019 | 0,00 | 0,00 | 216 904,48 | | | | 216 904,48 | 14 833,69 | 202 070,79 | |
| | | | 2020 | 0,00 | 0,00 | 10 295 937,00 | | | | 10 295 937,00 | 5 850 042,57 | 4 445 894,43 | |
| | | | 2022 | 0,00 | 1 500 000,00 | 1 428 639,70 | | 1 500 000,00 | | 2 928 639,70 | 40 132,94 | 2 888 506,76 | |
| 2023 | 0,00 | | -285 653,80 | 375 653,80 | | | -285 653,80 | 90 000,00 | 82 926,82 | 7 073,18 | | | |
| 2024 | 0,00 | | 3 100 000,00 | 0,00 | 3 100 000,00 | | | 3 100 000,00 | 2 748,30 | 3 097 251,70 | | | |
| Solidarité - construction | | | 0,00 | 4 314 346,20 | 12 317 134,98 | 4 600 000,00 | -285 653,80 | 16 631 481,18 | 5 990 684,32 | 10 640 796,86 | | | |
| Solidarité - entretien et grosses réparations | 2016 | 0,00 | -49 938,79 | 49 938,79 | | 1 502,72 | -51 441,51 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | |
| | 2017 | 0,00 | 0,00 | 135 645,43 | | | | 135 645,43 | 119 078,02 | 16 567,41 | | | |
| | 2018 | 0,00 | -30 659,35 | 95 712,27 | | 1 844,43 | -32 503,78 | 65 052,92 | 48 318,81 | 16 734,11 | | | |
| | 2019 | 0,00 | -74 696,49 | 184 186,26 | | | -74 696,49 | 109 489,77 | 17 193,98 | 92 295,79 | | | |
| | 2020 | 0,00 | -14 763,47 | 309 902,99 | | 1 070,50 | -15 833,97 | 295 139,52 | 69 392,65 | 225 746,87 | | | |
| | 2021 | 0,00 | -354 650,54 | 693 649,19 | | 3 319,22 | -357 969,76 | 338 998,65 | 95 970,13 | 243 028,52 | | | |
| | 2022 | 0,00 | 0,00 | 584 596,81 | | 2 313,79 | -2 313,79 | 584 596,81 | 143 349,98 | 441 246,83 | | | |
| | 2023 | 0,00 | 74 696,49 | 3 027 891,89 | | 76 295,36 | -1 598,87 | 3 102 588,38 | 1 363 792,72 | 1 738 795,66 | | | |
| 2024 | 0,00 | 2 905 012,15 | 0,00 | 2 935 709,38 | | -30 697,23 | 2 905 012,15 | 1 106 757,58 | 1 798 254,57 | | | | |
| Solidarité - entretien et grosses réparations | | | 0,00 | 2 455 000,00 | 5 081 523,63 | 3 022 055,40 | -567 055,40 | 7 536 523,63 | 2 963 853,87 | 4 572 669,76 | | | |

| Mission | Politique | Domaine | Programme | Millésime | Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier | Mouvements d'AP votées dans l'année | AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier | Flux d'AP affectées dans l'année | AP affectées annulées dans l'année | Stock d'AP affectées restant à financer | CP mandatés au budget de l'année | Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc. |
|---------|-----------|----------------------------------|---|-----------|---|-------------------------------------|---|----------------------------------|------------------------------------|---|----------------------------------|---|
| | | | Voirie - construction | 2019 | 0,00 | -47 644,39 | 47 644,39 | | -47 644,39 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2021 | 0,00 | 0,00 | 587 607,79 | | | 587 607,79 | 451 261,30 | 136 346,49 |
| | | | | 2022 | 0,00 | 47 644,39 | 635 892,80 | 47 644,39 | | 683 537,19 | 180 452,01 | 503 085,18 |
| | | | | 2023 | 0,00 | 1 908 908,48 | 1 690 656,81 | 1 908 908,48 | | 3 599 565,29 | 182 299,92 | 3 417 265,37 |
| | | | | 2024 | 0,00 | 1 091,52 | 0,00 | 1 910 000,00 | -1 908 908,48 | 1 091,52 | 1 091,52 | 0,00 |
| | | | Voirie - construction | | 0,00 | 1 910 000,00 | 2 961 801,79 | 3 866 552,87 | -1 956 552,87 | 4 871 801,79 | 815 104,75 | 4 056 697,04 |
| | | | Voirie - entretien et grosses réparations | 2016 | 0,00 | -23 360,62 | 23 360,62 | | -23 360,62 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2017 | 0,00 | -182 512,54 | 182 512,54 | 191,78 | -182 704,32 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2018 | 0,00 | -56 293,30 | 56 293,30 | | -56 293,30 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2019 | 0,00 | -29 409,38 | 181 245,29 | 81,80 | -29 491,18 | 151 835,91 | 21 453,27 | 130 382,64 |
| | | | | 2020 | 0,00 | -100,00 | 281 659,55 | 7 428,18 | -7 528,18 | 281 559,55 | 132 428,17 | 149 131,38 |
| | | | | 2021 | 0,00 | 0,00 | 643 747,49 | 312,00 | -312,00 | 643 747,49 | 229 103,40 | 414 644,09 |
| | | | | 2022 | 0,00 | 0,00 | 440 695,98 | 1 513,41 | -1 513,41 | 440 695,98 | 116 777,32 | 323 918,66 |
| | | | | 2023 | 0,00 | 23 360,62 | 831 245,09 | 23 452,98 | -92,36 | 854 605,71 | 147 942,98 | 706 662,73 |
| | | | | 2024 | 0,00 | 1 366 215,22 | 0,00 | 1 366 215,22 | | 1 366 215,22 | 300 020,08 | 1 066 195,14 |
| | | | Voirie - entretien et grosses réparations | | 0,00 | 1 097 900,00 | 2 640 759,86 | 1 399 195,37 | -301 295,37 | 3 738 659,86 | 947 725,22 | 2 790 934,64 |
| | | | Domaine Bâtiments départementaux | | 0,01 | 18 665 400,00 | 71 637 565,85 | 23 745 288,83 | -5 379 888,83 | 90 002 965,85 | 15 239 603,58 | 74 763 362,27 |
| | | Etude et prévention du risque | Assurances et sinistres | 2023 | 0,00 | -34 595,08 | 35 912,92 | | -34 595,08 | 1 317,84 | 0,00 | 1 317,84 |
| | | | | 2024 | 0,00 | 249 240,00 | 0,00 | 294 665,28 | -46 275,10 | 248 390,18 | 145 805,93 | 102 584,25 |
| | | | Assurances et sinistres | | 0,00 | 214 644,92 | 35 912,92 | 294 665,28 | -80 870,18 | 249 708,02 | 145 805,93 | 103 902,09 |
| | | | Domaine Etude et prévention du risque | | 0,00 | 214 644,92 | 35 912,92 | 294 665,28 | -80 870,18 | 249 708,02 | 145 805,93 | 103 902,09 |
| | | Gestion du patrimoine immobilier | Services départementaux - acquisitions et cessions | 2019 | 0,00 | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2023 | 0,00 | | 0,00 | | | 0,00 | | 0,00 |
| | | | | 2024 | 0,00 | 2 973 000,00 | 0,00 | 379 289,71 | -141 754,32 | 237 535,39 | 233 289,71 | 4 245,68 |
| | | | Services départementaux - acquisitions et cessions | | 0,00 | 2 973 000,00 | 0,00 | 379 289,71 | -141 754,32 | 237 535,39 | 233 289,71 | 4 245,68 |
| | | | Domaine Gestion du patrimoine immobilier | | 0,00 | 2 973 000,00 | 0,00 | 379 289,71 | -141 754,32 | 237 535,39 | 233 289,71 | 4 245,68 |
| | | Logistique | Gestion de la flotte des véhicules | 2021 | 0,00 | 0,00 | 23 709,85 | 7 389,80 | -7 389,80 | 23 709,85 | 16 320,05 | 7 389,80 |
| | | | | 2022 | 0,00 | -0,07 | 461 623,33 | | -0,07 | 461 623,26 | 453 661,95 | 7 961,31 |
| | | | | 2023 | 0,00 | -4 910,43 | 1 799 394,50 | 15 300,00 | -20 210,43 | 1 794 484,07 | 1 769 251,06 | 25 233,01 |
| | | | | 2024 | 0,00 | 1 319 871,01 | 0,00 | 2 509 583,96 | -1 647 931,95 | 861 652,01 | 61 034,55 | 800 617,46 |
| | | | Gestion de la flotte des véhicules | | 0,00 | 1 314 960,51 | 2 284 727,68 | 2 532 273,76 | -1 675 532,25 | 3 141 469,19 | 2 300 267,61 | 841 201,58 |
| | | | Matériel et mobilier | 2018 | 0,00 | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2019 | 0,00 | -2 409,76 | 2 409,76 | | -2 409,76 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2020 | 0,00 | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2021 | 0,00 | -3 074,90 | 3 074,90 | | -3 074,90 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2022 | 46 559,68 | -9 791,78 | 52 572,45 | 46 559,68 | -9 791,78 | 89 340,35 | 41 185,59 | 48 154,76 |
| | | | | 2023 | 0,00 | -115,65 | 722 812,18 | 454 980,68 | -455 096,33 | 722 696,53 | 669 896,17 | 52 800,36 |
| | | | | 2024 | 0,00 | 1 373 167,67 | 0,00 | 1 612 443,50 | -289 275,83 | 1 323 167,67 | 818 722,66 | 504 445,01 |
| | | | Matériel et mobilier | | 46 559,68 | 1 357 775,58 | 780 869,29 | 2 113 983,86 | -759 648,60 | 2 135 204,55 | 1 529 804,42 | 605 400,13 |
| | | | Domaine Logistique | | 46 559,68 | 2 672 736,09 | 3 065 596,97 | 4 646 257,62 | -2 435 180,85 | 5 276 673,74 | 3 830 072,03 | 1 446 601,71 |
| | | Système d'information | Etudes et solutions logicielles | 2017 | 0,00 | -303,47 | 89 591,59 | | -303,47 | 89 288,12 | 84 387,08 | 4 901,04 |
| | | | | 2021 | 166 546,02 | 55 924,99 | 0,01 | 256 546,02 | -34 075,01 | 222 471,02 | 222 256,71 | 214,31 |
| | | | | 2022 | 974 131,39 | -360 191,49 | 143 128,00 | 1 076 854,23 | -464 087,85 | 755 894,38 | 742 594,25 | 13 300,13 |
| | | | | 2023 | 212,74 | 346 586,43 | 725 699,73 | 352 250,50 | -5 451,33 | 1 072 498,90 | 900 446,81 | 172 052,09 |
| | | | | 2024 | 0,00 | 1 827 688,00 | 0,00 | 1 205 728,60 | -178 902,60 | 1 026 826,00 | 969 478,37 | 57 347,63 |
| | | | Etudes et solutions logicielles | | 1 140 890,15 | 1 869 704,46 | 958 419,33 | 2 891 379,35 | -682 820,26 | 3 166 978,42 | 2 919 163,22 | 247 815,20 |
| | | | Infrastructures | 2017 | 11 632,84 | -87 082,32 | 87 082,32 | | -87 082,32 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2020 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | | 2021 | 280 240,30 | -49 043,10 | 10 518,36 | 560 480,60 | -419 283,40 | 151 715,56 | 126 608,38 | 25 107,18 |
| | | | | 2022 | 0,00 | -142,44 | 184 406,43 | | -142,44 | 184 263,99 | 184 263,99 | 0,00 |
| | | | | 2023 | 0,00 | -5 327,21 | 85 965,53 | | -5 327,21 | 80 638,32 | 61 647,76 | 18 990,56 |
| | | | | 2024 | 0,00 | 4 514 999,00 | 0,00 | 4 978 313,00 | -1 038 756,49 | 3 939 556,51 | 3 369 252,22 | 570 304,29 |
| | | | Infrastructures | | 291 873,14 | 4 373 403,93 | 367 972,64 | 5 538 793,60 | -1 550 591,86 | 4 356 174,38 | 3 741 772,35 | 614 402,03 |

| Mission | Politique | Domaine | Programme | Millésime | Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier | Mouvements d'AP votées dans l'année | AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier | Flux d'AP affectées dans l'année | AP affectées annulées dans l'année | Stock d'AP affectées restant à financer | CP mandatés au budget de l'année | Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc. |
|----------------------------------|---|--|---------------------------------------|-----------------------|---|-------------------------------------|---|----------------------------------|------------------------------------|---|----------------------------------|---|
| | | | Matériels et logiciels clients | 2021 | 0,00 | 0,00 | 1 036,14 | | | 1 036,14 | 1 036,14 | 0,00 |
| | | | | 2022 | 0,00 | -81,66 | 12 207,66 | | -81,66 | 12 126,00 | 12 126,00 | 0,00 |
| | | | | 2023 | 98,40 | -165,62 | 124 935,77 | | -67,22 | 124 868,55 | 121 518,96 | 3 349,59 |
| | | | | 2024 | 0,00 | 1 218 347,00 | 0,00 | 1 345 524,00 | -397 177,00 | 948 347,00 | 889 312,59 | 59 034,41 |
| | | | Matériels et logiciels clients | | 98,40 | 1 218 099,72 | 138 179,57 | 1 345 524,00 | -397 325,88 | 1 086 377,69 | 1 023 993,69 | 62 384,00 |
| | | | Domaine Système d'information | | 1 432 861,69 | 7 461 208,11 | 1 464 571,54 | 9 775 696,95 | -2 630 738,00 | 8 609 530,49 | 7 684 929,26 | 924 601,23 |
| | | | Politique Moyens généraux | | 1 479 421,38 | 31 986 989,12 | 76 203 647,28 | 38 841 198,39 | -10 668 432,18 | 104 376 413,49 | 27 133 700,51 | 77 242 712,98 |
| Ressources humaines | Santé, actions sociales, relations sociales | Santé | 2022 | 0,00 | -4 900,73 | 4 900,73 | | -4 900,73 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | | 2023 | 0,00 | -178 519,73 | 185 040,11 | | -178 519,73 | 6 520,38 | 6 520,38 | 0,00 | |
| | | | 2024 | 0,00 | 172 500,00 | 0,00 | 248 700,00 | -76 700,00 | 172 000,00 | 126 491,78 | 45 508,22 | |
| | | | Santé | 0,00 | -10 920,46 | 189 940,84 | 248 700,00 | -260 120,46 | 178 520,38 | 133 012,16 | 45 508,22 | |
| | | Domaine Santé, actions sociales, relations sociales | 0,00 | -10 920,46 | 189 940,84 | 248 700,00 | -260 120,46 | 178 520,38 | 133 012,16 | 45 508,22 | | |
| | | | Politique Ressources humaines | 0,00 | -10 920,46 | 189 940,84 | 248 700,00 | -260 120,46 | 178 520,38 | 133 012,16 | 45 508,22 | |
| 4 - Mission fonctionnelle | | | | | 2 314 147,38 | 52 943 254,18 | 76 454 064,45 | 59 072 190,07 | -10 944 889,50 | 124 581 365,02 | 47 291 037,57 | 77 290 327,45 |
| | | | Somme : | 210 607 857,30 | 389 616 808,00 | 534 382 036,76 | 434 352 503,23 | -90 349 170,42 | 878 385 369,57 | 306 482 386,92 | 571 902 982,65 | |

CA 2024 - Récapitulatif par mission du montant cumulé des Autorisations d'Engagement et des crédits de paiement afférents (investissement)

| Mission | Politique | Domaine | Programme | Millésime | Stock AE disponible pour affectation 1erJanvier | Mouvements d'AE votées dans l'année | AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier | Flux d'AE affectées dans l'année | AE affectées annulées dans l'année | Stock d'AE affectées restant à financer | CP mandatés au budget de l'année | Reste à financer au titre des AE affectées au 31 déc. | | |
|---|--|--|--|------------|---|-------------------------------------|---|----------------------------------|------------------------------------|---|----------------------------------|---|-------------------|------------------|
| 1 - Mission aménagement et développement du territoire | Développement territorial | Agriculture | Agriculture | 2023 | 70 000,00 | -70 000,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| | | | | 2024 | 0,00 | 60 000,00 | 0,00 | 60 000,00 | | 60 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | | |
| | | Domaine Agriculture | | | | | 70 000,00 | -10 000,00 | 0,00 | 60 000,00 | -31 090,00 | 60 000,00 | 30 000,00 | |
| | | Développement local | Aménagement, urbanisme et prospective | 2023 | 19 000,00 | -19 000,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | | | 2024 | 0,00 | 65 000,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| | | | Contrats intercommunaux | 2023 | 0,00 | 0,00 | 96 845,82 | 14 000,00 | -31 090,00 | 79 755,82 | 79 755,82 | 0,00 | | |
| | | | | 2024 | 0,00 | 100 000,00 | 0,00 | 100 000,00 | | 100 000,00 | 12 500,00 | 87 500,00 | | |
| | | | Soutien au développement local - divers partenariats | 2023 | 163 400,00 | -163 400,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| | | 2024 | | 0,00 | 163 400,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | |
| | | Domaine Développement local | | | | | 182 400,00 | 146 000,00 | 96 845,82 | 114 000,00 | -31 090,00 | 179 755,82 | 92 255,82 | 87 500,00 |
| | Politique Développement territorial | | | | | 252 400,00 | 136 000,00 | 96 845,82 | 174 000,00 | -31 090,00 | 239 755,82 | 122 255,82 | 117 500,00 | |
| | Protection de l'environnement | Eau | Cours d'eau | 2021 | 0,00 | -12 000,00 | 12 000,00 | | | -12 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | | | 2022 | 0,91 | -0,91 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| | | | | 2023 | 75 000,00 | -107 168,00 | 223 441,30 | | | -55 171,87 | 168 269,43 | 168 269,43 | 0,00 | |
| | | | | 2024 | 0,00 | 200 000,00 | 0,00 | 57 449,00 | | 57 449,00 | 0,00 | 57 449,00 | | |
| | | | 2023 | 42 000,00 | 61 530,00 | 0,00 | 88 530,00 | | 88 530,00 | 88 530,00 | 0,00 | | | |
| | | Domaine Eau | | | | | 117 000,91 | 142 361,09 | 235 441,30 | 145 979,00 | -67 171,87 | 314 248,43 | 256 799,43 | 57 449,00 |
| | | Environnement | Environnement et développement durable | 2023 | 12 432,49 | -12 432,49 | 0,01 | | | -0,01 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | | | 2024 | 0,00 | 62 432,49 | 0,00 | 52 350,00 | | 52 350,00 | 24 400,00 | 27 950,00 | | |
| | | | Espaces naturels sensibles - autres | 2023 | 17 824,00 | -17 824,00 | 6 569,00 | | | 6 569,00 | 6 569,00 | 0,00 | | |
| | | | | 2024 | 0,00 | 20 000,00 | 0,00 | 13 477,40 | | 13 477,40 | 11 519,40 | 1 958,00 | | |
| | Domaine Environnement | | | | | 30 256,49 | 52 176,00 | 6 569,01 | 65 827,40 | -0,01 | 72 396,40 | 42 488,40 | 29 908,00 | |
| | Politique Protection de l'environnement | | | | | 147 257,40 | 194 537,09 | 242 010,31 | 211 806,40 | -67 171,88 | 386 644,83 | 299 287,83 | 87 357,00 | |
| Sécurité | Sécurité des biens et des personnes | Opérations de sensibilisation à la sécurité routière | 2022 | 23 947,49 | -23 947,49 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | |
| | | | 2023 | 47 600,00 | 0,00 | 0,00 | 47 600,00 | | -27 423,63 | 20 176,37 | 20 176,37 | 0,00 | | |
| | | | 2024 | 0,00 | 47 600,00 | 0,00 | 47 600,00 | | 47 600,00 | 0,00 | 47 600,00 | | | |
| | Domaine Sécurité des biens et des personnes | | | | | 71 547,49 | 23 652,51 | 0,00 | 95 200,00 | -27 423,63 | 67 776,37 | 20 176,37 | 47 600,00 | |
| Politique Sécurité | | | | | 71 547,49 | 23 652,51 | 0,00 | 95 200,00 | -27 423,63 | 67 776,37 | 20 176,37 | 47 600,00 | | |
| Transports | Transports publics | Etudes | 2022 | 90 000,00 | 0,00 | 0,00 | 46 630,00 | -17 020,00 | 29 610,00 | 29 610,00 | 0,00 | | | |
| | | | 2015 | 473 079,70 | 0,00 | 49 544,12 | 189 547,18 | -56 898,49 | 182 192,81 | 181 436,81 | 756,00 | | | |
| | | Infrastructures de transport | 2017 | 0,00 | 0,00 | 8 825,00 | | | 8 825,00 | 1 825,00 | 7 000,00 | | | |
| | | | 2020 | 126 000,00 | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 | | 20 000,00 | 20 000,00 | 0,00 | | | |
| | | | 2021 | 0,00 | -5 233,10 | 88 660,00 | 83 426,90 | -88 660,00 | 83 426,90 | 27 840,00 | 55 586,90 | | | |
| | | | 2023 | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | |
| | | PAM77 | 2021 | 30 000,00 | -26 488,50 | 7 988,50 | 30 000,00 | -29 711,50 | 8 277,00 | 8 277,00 | 0,00 | | | |
| | | Domaine Transports publics | | | | | 739 079,70 | -31 721,60 | 155 017,62 | 369 604,08 | -192 289,99 | 332 331,71 | 268 988,81 | 63 342,90 |
| | Transports scolaires | Transport scolaire des élèves et étudiants | 2021 | 62 500,00 | 0,00 | 13 000,00 | 55 500,00 | -37 519,77 | 30 980,23 | 27 535,03 | 3 445,20 | | | |
| | | | 2021 | 121 638,94 | -87 826,94 | 26 188,00 | 50 000,00 | -24 010,60 | 52 177,40 | 22 874,19 | 29 303,21 | | | |
| Domaine Transports scolaires | | | | | 184 138,94 | -87 826,94 | 39 188,00 | 105 500,00 | -61 530,37 | 83 157,63 | 50 409,22 | 32 748,41 | | |
| Politique Transports | | | | | 923 218,64 | -119 548,54 | 194 205,62 | 475 104,08 | -253 820,36 | 415 489,34 | 319 398,03 | 96 091,31 | | |
| 1 - Mission aménagement et développement du territoire | | | | | 1 394 423,53 | 234 641,06 | 533 061,75 | 956 110,48 | -379 505,87 | 1 109 666,36 | 761 118,05 | 348 548,31 | | |

| Mission | Politique | Domaine | Programme | Millésime | Stock AE disponible pour affectation 1erJanvier | Mouvements d'AE votées dans l'année | AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier | Flux d'AE affectées dans l'année | AE affectées annulées dans l'année | Stock d'AE affectées restant à financer | CP mandatés au budget de l'année | Reste à financer au titre des AE affectées au 31 déc. | |
|--|--|--|--|---|---|-------------------------------------|---|----------------------------------|------------------------------------|---|----------------------------------|---|---------------------|
| 2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif | Culture et patrimoine | Développement culturel | Actions culturelles. | 2022 | 120 700,00 | 0,00 | 58 000,00 | 75 000,00 | -18 000,00 | 115 000,00 | 115 000,00 | 0,00 | |
| | | | | 2024 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| | | Domaine Développement culturel | | | | 120 700,00 | 0,00 | 58 000,00 | 75 000,00 | -18 000,00 | 115 000,00 | 115 000,00 | 0,00 |
| | | Patrimoine | Développement des publics du château de Blandy-les-Tours | 2022 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 2023 | | | 600 000,00 | 69 600,00 | 0,00 | 669 600,00 | | 669 600,00 | 223 200,00 | 446 400,00 | | |
| | Domaine Patrimoine | | | | 600 000,00 | 69 600,00 | 0,00 | 669 600,00 | | 669 600,00 | 223 200,00 | 446 400,00 | |
| | Politique Culture et patrimoine | | | | | 720 700,00 | 69 600,00 | 58 000,00 | 744 600,00 | -18 000,00 | 784 600,00 | 338 200,00 | 446 400,00 |
| | Education formation | Action éducative et | Projets éducatifs: actions en faveur de la | 2022 | 241 443,01 | 121 075,12 | 105 060,89 | 190 000,00 | -24 475,89 | 270 585,00 | 270 348,00 | 237,00 | |
| | | | | Domaine Action éducative et appui à la scolarité | | | | 241 443,01 | 121 075,12 | 105 060,89 | 190 000,00 | -24 475,89 | 270 585,00 |
| | | Enseignement supérieur et recherche | Enseignement supérieur et recherche. | 2021 | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 | | | 100 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | |
| | | | | 2022 | 0,00 | 0,00 | 150 000,00 | | | 150 000,00 | 50 000,00 | 100 000,00 | |
| | | | | 2023 | 420 000,00 | -290 000,00 | 510 000,00 | 60 000,00 | | 570 000,00 | 210 000,00 | 360 000,00 | |
| | | Domaine Enseignement supérieur et recherche | | | | 420 000,00 | -290 000,00 | 760 000,00 | 60 000,00 | | 820 000,00 | 310 000,00 | 510 000,00 |
| | | Vie des collèges | Autres - vie des collèges | 2018 | 330 000,00 | 99 999,99 | 0,01 | 597 587,64 | -321 069,32 | 276 518,33 | 276 518,33 | 0,00 | |
| 2022 | 220 000,00 | | | -40 000,01 | 0,01 | 109 504,70 | -24 946,69 | 84 558,02 | 84 508,35 | 49,67 | | | |
| 2023 | 3 541 709,67 | | | -3 541 709,67 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | |
| Domaine Vie des collèges | | | | 4 091 709,67 | -3 481 709,69 | 0,02 | 707 092,34 | -346 016,01 | 361 076,35 | 361 026,68 | 49,67 | | |
| Politique Education formation | | | | | 4 753 152,68 | -3 650 634,57 | 865 060,91 | 957 092,34 | -370 491,90 | 1 451 661,35 | 941 374,68 | 510 286,67 | |
| Jeunesse, sports et loisirs | Activités sportives | Autres - activités sportives | 2024 | 0,00 | 145 965,00 | 0,00 | 145 965,00 | | 145 965,00 | 145 965,00 | 0,00 | | |
| | | | Domaine Activités sportives | | | | 0,00 | 145 965,00 | 0,00 | 145 965,00 | | 145 965,00 | 0,00 |
| Politique Jeunesse, sports et loisirs | | | | | 0,00 | 145 965,00 | 0,00 | 145 965,00 | | 145 965,00 | 0,00 | | |
| 2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif | | | | | 5 473 852,68 | -3 435 069,57 | 923 060,91 | 1 847 657,34 | -388 491,90 | 2 382 226,35 | 1 425 539,68 | 956 686,67 | |
| 3 - Mission solidarité | Habitat | Insertion par le logement | Actions d'insertion par le logement | 2020 | 0,00 | -2 112,00 | 2 112,00 | | -2 112,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | | | 2022 | 0,00 | 0,00 | 30 520,00 | | | 30 520,00 | 17 290,00 | 13 230,00 | |
| | | | | 2023 | 7 000,00 | -7 000,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | | | 2024 | 0,00 | 15 000,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Domaine Insertion par le logement | | | | 7 000,00 | 5 888,00 | 32 632,00 | | -2 112,00 | 30 520,00 | 17 290,00 | 13 230,00 | |
| | Politique Habitat | | | | | 7 000,00 | 5 888,00 | 32 632,00 | | -2 112,00 | 30 520,00 | 17 290,00 | 13 230,00 |
| | Insertion | Autres dispositifs d'insertion | Dispositifs d'insertion sociale et médico sociale | 2021 | 41 676,00 | -41 676,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | | | 2022 | 569 835,00 | -278 521,00 | -251 414,00 | 291 314,00 | | 39 900,00 | 39 900,00 | 0,00 | |
| | | | | 2023 | 800 000,00 | 0,00 | -43 687,00 | 189 983,00 | | 146 296,00 | 590 737,00 | -444 441,00 | |
| | | | | 2024 | 0,00 | 426 623,80 | 0,00 | 326 623,80 | | 326 623,80 | 263 623,80 | 63 000,00 | |
| | | | | 2024 | 0,00 | 700 000,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | | | 2024 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Plans Locaux d'Insertion pour l'Emploi (PLIE) | | 2022 | 77,32 | 0,00 | 686 209,93 | | | -20 556,87 | 665 653,06 | 665 653,06 | 0,00 |
| | | | | 2024 | 0,00 | 1 200 000,00 | 0,00 | 385 369,77 | | 385 369,77 | 0,00 | 385 369,77 | |
| | | | | Domaine Autres dispositifs d'insertion | | | | 1 411 588,32 | 2 006 426,80 | 391 108,93 | 1 193 290,57 | -20 556,87 | 1 563 842,63 |
| | | Dispositifs RSA | Accompagnement des bénéficiaires du RSA | 2022 | 118 313,45 | -301 143,17 | 283 854,55 | | | -182 829,72 | 101 024,83 | 101 024,83 | 0,00 |
| | | | | 2023 | 4 512,00 | -4 512,00 | 1 722 593,00 | | | -181 635,63 | 1 540 957,37 | 1 516 964,37 | 23 993,00 |
| | | | | 2024 | 0,00 | 4 187 303,00 | 0,00 | 4 156 001,00 | | 4 156 001,00 | 3 070 980,80 | 1 085 020,20 | |
| | | | | 2022 | 24 584,42 | -44 584,42 | 24 175,00 | 4 175,00 | | 4 175,00 | 4 175,00 | 0,00 | |
| Actions d'insertion par l'activité économique | | | 2023 | 49 961,00 | -24 961,00 | 1 208 069,50 | 40 925,00 | | -49 101,92 | 1 199 892,58 | 1 199 892,58 | 0,00 | |
| | | | 2024 | 0,00 | 2 415 500,00 | 0,00 | 2 372 100,00 | | 2 372 100,00 | 1 186 050,00 | 1 186 050,00 | | |
| Dispositifs d'insertion | 2020 | | 62,77 | -62,77 | 0,00 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| | 2021 | | 9 832,78 | -9 306,36 | 519 866,92 | | | | 519 866,92 | 519 866,92 | 0,00 | | |
| 2022 | 678 972,52 | -91 883,96 | 1 137 853,88 | 994 151,01 | | -535 718,28 | 1 596 286,61 | 1 596 286,60 | 0,01 | | | | |
| 2023 | 1 255 649,82 | 362 999,88 | 3 345 301,71 | 1 808 504,35 | | -316 340,00 | 4 837 466,06 | 3 523 942,70 | 1 313 523,36 | | | | |
| 2024 | 0,00 | 6 035 600,00 | 0,00 | 3 235 082,72 | | | 3 235 082,72 | 2 093 884,35 | 1 141 198,37 | | | | |
| Domaine Dispositifs RSA | | | | 2 141 888,76 | 12 524 949,20 | 8 241 714,56 | 12 610 939,08 | -1 289 800,55 | 19 562 853,09 | 14 813 068,15 | 4 749 784,94 | | |
| Politique Insertion | | | | | 3 553 477,08 | 14 531 376,00 | 8 632 823,49 | 13 804 229,65 | -1 310 357,42 | 21 126 695,72 | 16 372 982,01 | 4 753 713,71 | |
| 3 - Mission solidarité | | | | | 3 560 477,08 | 14 537 264,00 | 8 665 455,49 | 13 804 229,65 | -1 312 469,42 | 21 157 215,72 | 16 390 272,01 | 4 766 943,71 | |

| Mission | Politique | Domaine | Programme | Millésime | Stock AE disponible pour affectation 1erJanvier | Mouvements d'AE votées dans l'année | AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier | Flux d'AE affectées dans l'année | AE affectées annulées dans l'année | Stock d'AE affectées restant à financer | CP mandatés au budget de l'année | Reste à financer au titre des AE affectées au 31 déc. | |
|----------------------------------|------------------------------------|--|-------------------------------|-------------|---|-------------------------------------|---|----------------------------------|------------------------------------|---|----------------------------------|---|---------------|
| 4 - Mission fonctionnelle | Direction et animation de l'action | Finances | Autres opérations financières | 2024 | 0,00 | 1 000 000,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | | Domaine Finances | | | | 0,00 | 1 000 000,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | Politique Direction et animation de l'action départementale | | | | 0,00 | 1 000 000,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Moyens généraux | Système | Prestations et fournitures | 2023 | 0,00 | -6 466,20 | 206 466,20 | | -6 466,20 | 200 000,00 | 199 414,67 | 585,33 | |
| | | Domaine Système d'information | | | | 0,00 | -6 466,20 | 206 466,20 | | -6 466,20 | 200 000,00 | 199 414,67 | 585,33 |
| Politique Moyens généraux | | | | 0,00 | -6 466,20 | 206 466,20 | | -6 466,20 | 200 000,00 | 199 414,67 | 585,33 | | |
| 4 - Mission fonctionnelle | | | | | 0,00 | 993 533,80 | 206 466,20 | | -6 466,20 | 200 000,00 | 199 414,67 | 585,33 | |
| Somme : | | | | | 10 428 753,29 | 12 330 369,29 | 10 328 044,35 | 16 607 997,47 | -2 086 933,39 | 24 849 108,43 | 18 776 344,41 | 6 072 764,02 | |

Budget Général - ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES - CA 2024

| Compte d'imputation | Objet de la provision | Date de la constitution de la provision (délibération) | Montant de la Provision au 1er janvier 2024 | Montant des constitutions proposées en 2024 | Montant des reprises proposées en 2024 | Solde |
|---------------------|--|--|---|---|--|----------------------|
| 6815 | Provision Gestion de la dette | 24/11/2017 | 10 451,67 | | | 10 451,67 |
| 6815 | Provision complémentaire Gestion de la dette | 15/06/2018 | 9 000,00 | | | 9 000,00 |
| 6815 | Provision complémentaire Gestion de la dette | 16/11/2018 | 12 000,00 | | | 12 000,00 |
| 6815 | Provision Fermeture du Club de Prévention Marne la Vallée | 15/11/2019 | 388 277,71 | | | 388 277,71 |
| 6815 | Provision Litiges sté Régnauld | 19/12/2019 | 100 000,00 | | | 100 000,00 |
| 6815 | Provision BEA | 13/11/2020 | 660 000,00 | | | 660 000,00 |
| 6815 | Provision Sécurité des biens et des personnes | 13/11/2020 | 500 000,00 | | | 500 000,00 |
| 6815 | Provision complémentaire BEA | 19/11/2021 | 8 000 000,00 | | | 8 000 000,00 |
| 6817 | Provisions pour créances douteuses | 19/11/2021 | 860 876,00 | | | 860 876,00 |
| 6817 | Provision Indus du RSA | 19/11/2021 | 8 715 395,28 | | | 8 715 395,28 |
| 6817 | Provision complémentaires Indus du RSA | 17/06/2022 | 598 359,72 | | | 598 359,72 |
| 6817 | Provision complémentaires pour créances douteuses | 18/11/2022 | 341 046,00 | | | 341 046,00 |
| 6817 | Provision complémentaires Indus du RSA | 18/11/2022 | 426 263,00 | | | 426 263,00 |
| 6815 | Provision contentieux SMACL | 18/11/2022 | 920 000,00 | | | 920 000,00 |
| 6815 | Provision régularisation des cotisations chômage (assFam) | 18/11/2022 | 3 792 000,00 | | | 3 792 000,00 |
| 6815 | Provision contentieux NBI | 18/11/2022 | 125 000,00 | | | 125 000,00 |
| 6817 | Provisions pour créances douteuses | 23/06/2023 | 310 402,00 | | | 310 402,00 |
| 6817 | Provision complémentaire pour créances douteuses (tiers41) | 21/06/2024 | | 204 938,00 | | 204 938,00 |
| 6817 | Provision complémentaire pour créances douteuses (tiers46) | 21/06/2024 | | 16 686,00 | | 16 686,00 |
| 6817 | Provision complémentaires Indus du RSA | 21/06/2024 | | 1 808 826,00 | | 1 808 826,00 |
| | | | 25 769 071,38 | 2 030 450,00 | - | 27 799 521,38 |

État des virements entre chapitres sur l'exercice 2024**Virements entre chapitres n°1- 2024** – Contrôle de légalité le 02-10-2024Fonctionnement :

| Date de la demande | Montant du virement | Chapitre source | Article source | Fonction source | Chapitre cible | Article cible | Fonction cible |
|-----------------------|---------------------|-----------------|----------------|-----------------|----------------|---------------|----------------|
| 06/08/2024 | 1 000,00 € | 011 | 6288 | 313 | 65 | 65818 | 313 |
| 04/07/2024 | 1 330,00 € | 67 | 673 | 428 | 65 | 65888 | 420 |
| 04/07/2024 | 2 000,00 € | 65 | 65133 | 021 | 011 | 611 | 020 |
| 04/07/2024 | 4 000,00 € | 65 | 65133 | 021 | 011 | 611 | 020 |
| 26/01/2024 | 366 049,72 € | 65 | 6568 | 01 | 014 | 7398 | 633 |
| 29/01/2024 | 366 049,72 € | 014 | 7398 | 633 | 65 | 6568 | 01 |
| 30/05/2024 | 50 000,00 € | 65 | 6568 | 01 | 011 | 6168 | 020 |
| 24/06/2024 | 8 599,00 € | 011 | 611 | 020 | 65 | 6568 | 020 |
| 26/06/2024 | 200,00 € | 65 | 65888 | 020 | 67 | 673 | 020 |
| 26/06/2024 | 719 968,06 € | 011 | 6245 | 81 | 65 | 657348 | 843 |
| 26/06/2024 | 373 075,64 € | 011 | 6245 | 81 | 65 | 657358 | 843 |
| 26/06/2024 | 2 500,00 € | 65 | 65748 | 76 | 011 | 611 | 76 |
| 27/06/2024 | 121 271,38 € | 011 | 615231 | 843 | 65 | 657348 | 843 |
| 03/07/2024 | 326 733,88 € | 011 | 6245 | 81 | 67 | 673 | 821 |
| 04/07/2024 | 6 000,00 € | 011 | 611 | 62 | 65 | 657348 | 348 |
| 30/08/2024 | 9 436,00 € | 011 | 611 | 62 | 65 | 65748 | 348 |
| 30/08/2024 | 11 000,00 € | 011 | 611 | 62 | 65 | 657348 | 348 |
| 30/08/2024 | 1 000,00 € | 011 | 611 | 62 | 65 | 657358 | 201 |
| 2 370 213,40 € | | | | | | | |

| | |
|-------------------------------|-----------------------|
| Crédits réels votés après DM1 | |
| 2024 | 1 340 877 146,23 |
| limite 7,5 % | 100 565 785,97 |

Investissement :

| Date de la demande | Montant du virement | Chapitre source | Article source | Fonction source | Chapitre cible | Article cible | Fonction cible |
|---------------------|---------------------|-----------------|----------------|-----------------|----------------|---------------|----------------|
| 07/08/2024 | 546,00 € | 23 | 2313 | 020 | 21 | 21578 | 020 |
| 25/07/2024 | 53 000,00 € | 23 | 238 | 843 | 21 | 215731 | 843 |
| 05/09/2024 | 107 000,00 € | 23 | 2313 | 01 | 21 | 2115 | 020 |
| 160 546,00 € | | | | | | | |

| | |
|-------------------------------|----------------------|
| Crédits réels votés après DM1 | |
| 2024 | 853 621 653,76 |
| limite 7,5 % | 64 021 624,03 |

Virements entre chapitres n°2- 2024 – Contrôle de légalité le 16-10-2024Fonctionnement :

| Date de la demande | Montant du virement | Chapitre source | Article source | Fonction source | Chapitre cible | Article cible | Fonction cible |
|---------------------|---------------------|-----------------|----------------|-----------------|----------------|---------------|----------------|
| 04/07/2024 | 60 000,00 € | 65 | 65748 | 62 | 022 | 022 | 01 |
| 10/09/2024 | 60 000,00 € | 022 | 022 | 01 | 65 | 6568 | 01 |
| 10/09/2024 | 300 000,00 € | 65 | 6568 | 01 | 011 | 615221 | 221 |
| 10/09/2024 | 45 000,00 € | 65 | 6568 | 01 | 011 | 614 | 020 |
| 465 000,00 € | | | | | | | |

| | |
|------------------------------------|-----------------------|
| Crédits réels votés après DM1 2024 | 1 340 877 146,23 |
| limite 7,5 % | 100 565 785,97 |
| Décision N°1 | 2 370 213,40 |
| Décision N°2 | 465 000,00 |
| Solde | 97 730 572,57 |

Investissement :

| Date de la demande | Montant du virement | Chapitre source | Article source | Fonction source | Chapitre cible | Article cible | Fonction cible |
|---------------------|---------------------|-----------------|----------------|-----------------|----------------|---------------|----------------|
| 26/03/2024 | 162 000,00 € | 23 | 2313 | 01 | 26 | 261 | 01 |
| 18/06/2024 | 1 703,30 € | 23 | 2313 | 01 | 10 | 10222 | 01 |
| 08/07/2024 | 4 499,74 € | 23 | 2313 | 020 | 21 | 21848 | 020 |
| 16/07/2024 | 10 000,00 € | 204 | 2041582 | 313 | 21 | 21848 | 313 |
| 16/07/2024 | 10 000,00 € | 204 | 2041482 | 313 | 21 | 21848 | 313 |
| 09/08/2024 | 2 623,05 € | 23 | 2313 | 020 | 21 | 21838 | 020 |
| 13/08/2024 | 30 520,00 € | 21 | 21848 | 313 | 23 | 238 | 313 |
| 23/08/2024 | 316 005,00 € | 21 | 21838 | 020 | 20 | 2051 | 020 |
| 11/09/2024 | 48 000,00 € | 23 | 238 | 843 | 21 | 215731 | 843 |
| 585 351,09 € | | | | | | | |

| | |
|------------------------------------|----------------------|
| Crédits réels votés après DM1 2024 | 740 907 424,00 |
| limite 7,5 % | 55 568 056,80 |
| Décision N°1 | 160 546,00 |
| Décision N°2 | 585 351,09 |
| Solde | 54 822 159,71 |

Virements entre chapitres n°3- 2024 – Contrôle de légalité le 06-11-2024Investissement :

| Date de la demande | Montant du virement | Chapitre source | Article source | Fonction source | Chapitre cible | Article cible | Fonction cible |
|--------------------|---------------------|-----------------|----------------|-----------------|----------------|---------------|----------------|
| 23/10/2024 | 30 000,00 € | 20 | 2031 | 020 | 23 | 2313 | 221 |
| 23/10/2024 | 15 000,00 € | 20 | 2031 | 020 | 23 | 2313 | 221 |
| 23/10/2024 | 30 000,00 € | 20 | 2031 | 420 | 23 | 2313 | 221 |
| 23/10/2024 | 120 000,00 € | 20 | 2031 | 420 | 23 | 2313 | 221 |
| 23/10/2024 | 175 000,00 € | 20 | 2031 | 221 | 23 | 2313 | 221 |
| 23/10/2024 | 30 000,00 € | 20 | 2031 | 221 | 23 | 2313 | 221 |
| 23/10/2024 | 60 000,00 € | 20 | 2031 | 221 | 23 | 2313 | 221 |
| 23/10/2024 | 50 000,00 € | 20 | 2031 | 221 | 23 | 2313 | 221 |
| 23/10/2024 | 50 000,00 € | 204 | 204112 | 020 | 23 | 2313 | 221 |
| 23/10/2024 | 30 000,00 € | 204 | 20415332 | 221 | 23 | 2313 | 221 |
| 23/10/2024 | 100 000,00 € | 21 | 21351 | 221 | 23 | 2313 | 221 |
| 23/10/2024 | 50 000,00 € | 20 | 2031 | 221 | 23 | 2313 | 221 |
| 23/10/2024 | 230 000,00 € | 20 | 2031 | 221 | 23 | 2313 | 221 |
| 23/10/2024 | 130 000,00 € | 20 | 2031 | 221 | 23 | 2313 | 221 |
| 23/10/2024 | 50 000,00 € | 20 | 2031 | 221 | 23 | 2313 | 221 |
| 23/10/2024 | 40 000,00 € | 20 | 2031 | 221 | 23 | 2313 | 221 |
| 23/10/2024 | 740 000,00 € | 20 | 2031 | 221 | 23 | 2313 | 221 |
| 23/10/2024 | 60 000,00 € | 20 | 2031 | 221 | 23 | 2313 | 221 |
| 23/10/2024 | 30 000,00 € | 20 | 2031 | 020 | 23 | 2313 | 221 |

2 020 000,00 €

| | |
|------------------------------------|----------------------|
| Crédits réels votés après DM1 2024 | 740 907 424,00 |
| limite 7,5 % | 55 568 056,80 |
| Décision N°1 | 160 546,00 |
| Décision N°2 | 585 351,09 |
| Décision N°3 | 2 020 000,00 |
| Solde | 52 802 159,71 |

Virements entre chapitre n°4-2024 - Contrôle de légalité le 19-11-2024Fonctionnement :

| Date de la demande | Montant du virement | Chapitre source | Article source | Fonction source | Chapitre cible | Article cible | Fonction cible |
|--------------------|---------------------|-----------------|----------------|-----------------|----------------|---------------|----------------|
| 14/11/2024 | 56 449,99 € | 11 | 61358 | 221 | 67 | 673 | 221 |

56 449,99 €

| | |
|------------------------------------|-----------------------|
| Crédits réels votés après DM1 2024 | 1 340 877 146,23 |
| limite 7,5 % | 100 565 785,97 |
| Décision N°1 | 2 370 213,40 |
| Décision N°2 | 465 000,00 |
| Décision N°3 | - |
| Décision N°4 | 56 449,99 |
| Solde | 97 674 122,58 |

CA 2024

Conseil départemental du 20 juin 2024
Annexe n°5 à la délibération n°7/02A

Virements entre chapitres n°5-2024 - Contrôle de légalité le 27-11-2024

Fonctionnement :

| Date de la demande | Montant du virement | Chapitre source | Article source | Fonction source | Chapitre cible | Article cible | Fonction cible |
|--------------------|---------------------|-----------------|----------------|-----------------|----------------|---------------|----------------|
| 21/11/2024 | 373 075,64 € | 65 | 657358 | 843 | 011 | 6245 | 81 |
| 21/11/2024 | 719 968,06 € | 65 | 657348 | 843 | 011 | 6245 | 81 |
| 22/11/2024 | 121 271,38 € | 65 | 657348 | 843 | 011 | 615231 | 843 |
| 22/11/2024 | 5 935,85 € | 011 | 6288 | 312 | 65 | 65818 | 312 |
| 22/11/2024 | 1 623,09 € | 011 | 60632 | 312 | 65 | 65818 | 312 |
| 22/11/2024 | 1 086,05 € | 011 | 6234 | 312 | 65 | 65818 | 312 |
| 22/11/2024 | 2 261,46 € | 011 | 6068 | 312 | 65 | 65818 | 312 |
| 22/11/2024 | 365,52 € | 011 | 60636 | 312 | 65 | 65818 | 312 |
| 22/11/2024 | 1 895,50 € | 011 | 6236 | 312 | 65 | 65818 | 312 |
| 22/11/2024 | 1 825,80 € | 011 | 6251 | 312 | 65 | 65818 | 312 |

1 229 308,35 €

| | |
|------------------------------------|-----------------------|
| Crédits réels votés après DM1 2024 | 1 340 877 146,23 |
| limite 7,5 % | 100 565 785,97 |
| Décision N°1 | 2 370 213,40 |
| Décision N°2 | 465 000,00 |
| Décision N°3 | - |
| Décision N°4 | 56 449,99 |
| Décision N°5 | 1 229 308,35 |
| Solde | 96 444 814,23 |

Virements entre chapitre n°6-2024 - Contrôle de légalité le 06-12-2024

Fonctionnement :

| Date de la demande | Montant du virement | Chapitre source | Article source | Fonction source | Chapitre cible | Article cible | Fonction cible |
|--------------------|---------------------|-----------------|----------------|-----------------|----------------|---------------|----------------|
| 27/11/2024 | 330 000,00 € | 65 | 6568 | 1 | 011 | 615221 | 221 |
| 28/11/2024 | 190 811,74 € | 65 | 65888 | 843 | 011 | 615231 | 843 |
| 28/11/2024 | 20 000,00 € | 011 | 611 | 412 | 65 | 65748 | 412 |
| 28/11/2024 | 28 163,00 € | 011 | 611 | 412 | 65 | 657381 | 412 |
| 28/11/2024 | 18 647,70 € | 011 | 611 | 412 | 65 | 657348 | 412 |

587 622,44 €

| | |
|------------------------------------|-----------------------|
| Crédits réels votés après DM2 2024 | 1 357 645 285,31 |
| limite 7,5 % | 101 823 396,40 |
| Décision N°1 | 2 370 213,40 |
| Décision N°2 | 465 000,00 |
| Décision N°3 | - |
| Décision N°4 | 56 449,99 |
| Décision N°5 | 1 229 308,35 |
| Décision N°6 | 587 622,44 |
| Solde | 97 702 424,66 |

Virements entre chapitre n°7-2024 - Contrôle de légalité le 20-12-2024

Fonctionnement :

| Date de la demande | Montant du virement | Chapitre source | Article source | Fonction source | Chapitre cible | Article cible | Fonction cible |
|--------------------|---------------------|-----------------|----------------|-----------------|----------------|---------------|----------------|
| 03/12/2024 | 40 000,00 € | 65 | 65888 | 420 | 11 | 615221 | 221 |
| 04/12/2024 | 636,00 € | 011 | 6231 | 4238 | 65 | 65242 | 425 |
| 04/12/2024 | 1 260,00 € | 011 | 6184 | 4238 | 65 | 65242 | 425 |
| 04/12/2024 | 850,00 € | 011 | 6183 | 4238 | 65 | 65242 | 425 |
| 04/12/2024 | 500,00 € | 011 | 62878 | 4238 | 65 | 65242 | 425 |
| 04/12/2024 | 1 000,00 € | 011 | 6281 | 4238 | 65 | 65242 | 425 |
| 04/12/2024 | 4 000,00 € | 011 | 611 | 4238 | 65 | 65242 | 425 |
| 04/12/2024 | 9 240,00 € | 011 | 611 | 4238 | 65 | 65242 | 425 |
| 04/12/2024 | 5 000,00 € | 011 | 611 | 4238 | 65 | 65242 | 425 |
| 05/12/2024 | 7 000,00 € | 011 | 6227 | 4238 | 65 | 65242 | 425 |
| 05/12/2024 | 40 000,00 € | 011 | 611 | 4238 | 65 | 65242 | 425 |
| 05/12/2024 | 2 480,00 € | 011 | 611 | 4238 | 65 | 65242 | 425 |
| 05/12/2024 | 18 000,00 € | 67 | 673 | 4238 | 65 | 65242 | 425 |
| 05/12/2024 | 9 690,00 € | 011 | 6184 | 425 | 65 | 65242 | 425 |
| 05/12/2024 | 1 000,00 € | 011 | 611 | 425 | 65 | 65242 | 425 |
| 05/12/2024 | 10 700,00 € | 011 | 611 | 425 | 65 | 6568 | 4238 |
| 05/12/2024 | 90 000,00 € | 011 | 611 | 4238 | 65 | 6568 | 4238 |
| 06/12/2024 | 600,00 € | 011 | 6132 | 4238 | 65 | 65181 | 4232 |
| 09/12/2024 | 3 500,00 € | 011 | 611 | 315 | 65 | 65748 | 315 |
| 09/12/2024 | 1 500,00 € | 011 | 6288 | 315 | 65 | 65748 | 315 |
| 11/12/2024 | 20 310,00 € | 011 | 611 | 4238 | 65 | 65242 | 425 |
| 11/12/2024 | 9 697,00 € | 011 | 611 | 4238 | 65 | 65242 | 425 |
| 11/12/2024 | 12 925,00 € | 011 | 6068 | 4238 | 65 | 65242 | 425 |
| 11/12/2024 | 2 500,00 € | 011 | 6132 | 4238 | 65 | 65242 | 425 |
| 11/12/2024 | 16 000,00 € | 011 | 611 | 425 | 65 | 65242 | 425 |
| 11/12/2024 | 5 625,00 € | 011 | 611 | 425 | 65 | 65242 | 425 |
| 11/12/2024 | 4 800,00 € | 011 | 62878 | 425 | 65 | 65242 | 425 |
| 11/12/2024 | 172 112,00 € | 011 | 611 | 4238 | 65 | 65242 | 425 |
| 12/12/2024 | 15 763,00 € | 011 | 615221 | 221 | 65 | 6568 | 020 |
| 12/12/2024 | 13 797,00 € | 016 | 651142/3 | 431 | 65 | 6511211 | 425 |
| 12/12/2024 | 96 211,00 € | 016 | 6511412/3 | 431 | 65 | 6511211 | 425 |
| 12/12/2024 | 10 000,00 € | 016 | 673/3 | 430 | 65 | 6511211 | 425 |
| 13/12/2024 | 10 000,00 € | 67 | 673 | 4213 | 65 | 652412 | 4213 |
| 13/12/2024 | 2 500,00 € | 67 | 673 | 4213 | 65 | 652412 | 4213 |
| 13/12/2024 | 94 094,55 € | 011 | 6251 | 4213 | 65 | 652418 | 4214 |
| 13/12/2024 | 1 905,45 € | 011 | 62261 | 4214 | 65 | 652418 | 4214 |
| 13/12/2024 | 11 000,00 € | 011 | 615221 | 221 | 65 | 6568 | 020 |
| 13/12/2024 | 3 000,00 € | 011 | 62878 | 425 | 65 | 65242 | 425 |
| 13/12/2024 | 500,00 € | 011 | 62261 | 4214 | 65 | 65212 | 4213 |
| 13/12/2024 | 50 599,24 € | 20 | 2051 | 020 | 23 | 237 | 020 |
| 17/12/2024 | 217,00 € | 016 | 651142/3 | 431 | 65 | 65113 | 4238 |
| 17/12/2024 | 193,27 € | 65 | 651128 | 425 | 016 | 651144/3 | 433 |
| 17/12/2024 | 2 211,68 € | 65 | 65243 | 4238 | 016 | 651144/3 | 433 |
| 17/12/2024 | 248,49 € | 011 | 6183 | 425 | 65 | 65242 | 425 |
| 17/12/2024 | 1 200,00 € | 011 | 611 | 425 | 65 | 65242 | 425 |
| 17/12/2024 | 675,00 € | 011 | 611 | 4238 | 016 | 651144/3 | 433 |
| 17/12/2024 | 44 584,40 € | 65 | 6511211 | 425 | 016 | 6511411/3 | 431 |
| 18/12/2024 | 12 000,00 € | 016 | 6511411/3 | 431 | 65 | 6511211 | 425 |
| 18/12/2024 | 2 812,54 € | 016 | 6511411/3 | 431 | 65 | 6511211 | 425 |

| | | | | | | | |
|---------------------|-------------|-----|-------|------|-----|----------|------|
| 18/12/2024 | 320,00 € | 65 | 6522 | 4238 | 016 | 651144/3 | 433 |
| 18/12/2024 | 200,00 € | 011 | 611 | 4238 | 016 | 651144/3 | 433 |
| 18/12/2024 | 1 920,00 € | 011 | 6227 | 4238 | 016 | 651144/3 | 433 |
| 18/12/2024 | 150,00 € | 011 | 62878 | 4238 | 016 | 651144/3 | 433 |
| 18/12/2024 | 100,00 € | 011 | 627 | 4238 | 016 | 651144/3 | 433 |
| 18/12/2024 | 3 000,00 € | 65 | 6577 | 4238 | 016 | 651144/3 | 433 |
| 18/12/2024 | 3 381,56 € | 65 | 65748 | 4238 | 016 | 651144/3 | 433 |
| 18/12/2024 | 103,00 € | 65 | 6568 | 4238 | 016 | 651144/3 | 433 |
| 18/12/2024 | 54,79 € | 65 | 65181 | 4232 | 016 | 651144/3 | 433 |
| 18/12/2024 | 249,00 € | 011 | 611 | 4238 | 016 | 651144/3 | 433 |
| 18/12/2024 | 3 389,00 € | 67 | 673 | 4238 | 016 | 651144/3 | 433 |
| 18/12/2024 | 100,00 € | 011 | 6288 | 4238 | 016 | 651144/3 | 433 |
| 18/12/2024 | 20 000,00 € | 65 | 6542 | 425 | 016 | 651144/3 | 433 |
| 18/12/2024 | 10 000,00 € | 65 | 6577 | 425 | 016 | 651144/3 | 433 |
| 18/12/2024 | 6 500,00 € | 65 | 65748 | 425 | 016 | 651144/3 | 433 |
| 18/12/2024 | 1 241,32 € | 67 | 673 | 4213 | 65 | 6522 | 4213 |
| 18/12/2024 | 27 000,00 € | 65 | 65133 | 428 | 011 | 611 | 428 |
| 18/12/2024 | 12,11 € | 011 | 6245 | 4213 | 65 | 65133 | 4213 |
| 942 158,40 € | | | | | | | |

| | |
|------------------------------------|-----------------------|
| Crédits réels votés après DM2 2024 | 1 357 645 285,31 |
| limite 7,5 % | 101 823 396,40 |
| Décision N°1 | 2 370 213,40 |
| Décision N°2 | 465 000,00 |
| Décision N°3 | - |
| Décision N°4 | 56 449,99 |
| Décision N°5 | 1 229 308,35 |
| Décision N°6 | 587 622,44 |
| Décision N°7 | 942 158,40 |
| Solde | 97 702 424,66 |

Investissement :

| Date de la demande | Montant du virement | Chapitre source | Article source | Fonction source | Chapitre cible | Article cible | Fonction cible |
|--------------------|---------------------|-----------------|----------------|-----------------|----------------|---------------|----------------|
| 09/12/2024 | 793,55 € | 23 | 2313 | 020 | 21 | 21848 | 020 |
| 09/12/2024 | 19 272,40 € | 23 | 2315 | 843 | 21 | 2111 | 843 |
| 09/12/2024 | 10 000,00 € | 23 | 2315 | 843 | 21 | 2111 | 843 |
| 10/12/2024 | 923,54 € | 20 | 2031 | 76 | 23 | 2312 | 76 |
| 10/12/2024 | 14 400,00 € | 20 | 2031 | 314 | 21 | 21578 | 314 |
| 11/12/2024 | 400,00 € | 20 | 2031 | 314 | 21 | 21578 | 314 |
| 12/12/2024 | 15 260,25 € | 23 | 238 | 313 | 21 | 21848 | 313 |
| 12/12/2024 | 1 681,82 € | 20 | 2031 | 76 | 23 | 2312 | 76 |
| 17/12/2024 | 6 000,00 € | 20 | 2031 | 314 | 21 | 21612 | 314 |
| 18/12/2024 | 300,00 € | 20 | 2031 | 314 | 21 | 61622 | 314 |

69 031,56 €

| | |
|------------------------------------|----------------------|
| Crédits réels votés après DM2 2024 | 743 041 327,03 |
| limite 7,5 % | 55 728 099,53 |
| Décision N°1 | 160 546,00 |
| Décision N°2 | 585 351,09 |
| Décision N°3 | 2 020 000,00 |
| Décision N°4 | - |
| Décision N°5 | - |
| Décision N°6 | - |
| Décision N°7 | 69 031,56 |
| Solde | 52 893 170,88 |

Virements entre chapitre n°8-2024 - Contrôle de légalité le 15-01-2025**Fonctionnement :**

| Date de la demande | Montant du virement | Chapitre source | Article source | Fonction source | Chapitre cible | Article cible | Fonction cible |
|--------------------|---------------------|-----------------|----------------|-----------------|----------------|---------------|----------------|
| 24/12/2024 | 2 270,00 € | 65 | 65818 | 20 | 011 | 615221 | 221 |
| 31/12/2024 | 10 188,62 € | 011 | 6227 | 4214 | 65 | 6522 | 4213 |
| 31/12/2024 | 3 892,97 € | 011 | 6227 | 4213 | 65 | 6522 | 4213 |
| 31/12/2024 | 98,06 € | 011 | 6245 | 4213 | 65 | 6522 | 4213 |

16 449,65 €

| | |
|------------------------------------|-----------------------|
| Crédits réels votés après DM2 2024 | 1 357 645 285,31 |
| limite 7,5 % | 101 823 396,40 |
| Décision N°1 | 2 370 213,40 |
| Décision N°2 | 465 000,00 |
| Décision N°3 | - |
| Décision N°4 | 56 449,99 |
| Décision N°5 | 1 229 308,35 |
| Décision N°6 | 587 622,44 |
| Décision N°7 | 942 158,40 |
| Décision N°8 | 16 449,65 |
| Solde | 96 156 194,17 |

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture

077-227700010-20250620-D250620_702BH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025

Date de réception préfecture : 30/06/2025

Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° CD-2025/06/20-7/02B

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : LUCZAK Daisy

OBJET : Compte administratif 2024 et affectation des résultats
Délibération Equipements culturels

Le compte administratif retrace l'exécution, en dépenses et en recettes, du budget du Département au cours d'une année civile (1er janvier au 31 décembre). Pour 2024, le compte administratif du budget principal présente un volume total de dépenses propres à l'exercice (en mouvements réels) de 1 milliard 739 millions d'euros pour 1 milliard 671 millions d'euros en recettes propres à l'exercice (en mouvements réels). Ces opérations, propres à l'exercice 2024, se soldent ainsi par un "excédent" de 30,9 M€ constituant le résultat de gestion 2024. Cet excédent s'ajoute au résultat reporté cumulé à fin 2023 qui était excédentaire de 90,6 M€. Ce résultat financera prioritairement le déficit des reports de 2024 sur 2025 (6,6 M€). Dès lors le résultat disponible cumulé à fin 2024 qui sera repris en DM1 2025 (valant budget supplémentaire), sera de 24,3 M€.

Deux budgets annexes au budget principal présentent, par ailleurs, les résultats suivants:

- Budget annexe Equipements culturels: excédent de fonctionnement de 1 559 458,85 €.
- Budget annexe SDAUE: excédent d'investissement de 576 004,07 € et excédent d'exploitation de 1 394 338,01 €.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU les comptes de gestion établis pour l'exercice 2024 par Madame le Payeur Départemental,,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d’approuver les comptes administratifs du budget annexe « **Equipements culturels** » pour l’exercice 2024 présentés par Monsieur le Président du Conseil départemental ;

Article 2 : de déterminer, pour le budget annexe « **Equipements culturels** » les soldes d’exécution ainsi qu’il suit :

| | INVESTISSEMENT | | FONCTIONNEMENT | |
|----------------------------|----------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|
| | Dépenses ou déficits | Recettes ou excédents | Dépenses ou déficits | Recettes ou excédents |
| Résultat antérieur | | | | 1 490 455,70 |
| Réalisé de l'exercice 2024 | | | 496 517,91 | 565 521,06 |
| TOTAL | | | 496 517,91 | 2 055 976,76 |
| RESULTAT A AFFECTER | | | | 1 559 458,85 |
| Reste à réaliser | | | - | - |
| Résultat définitif | | | | 1 559 458,85 |

Article 3 : d’approuver l’affectation de l’excédent d’exploitation 2024 qui sera repris en report à nouveau créateur à la DM1, budget supplémentaire de l’exercice 2024.

Adopté à la majorité

Ont voté POUR : 35

Mme Emma ABREU

Mme Majdoline BOURGEOIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

M. Pascal GOUHOURY

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

Mme Daisy LUCZAK

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

Mme Véronique PASQUIER

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Vincent PAUL-PETIT a donné pouvoir à Mme VEAU Véronique

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 10

M. Smaïl DJEBARA

Mme Julie GOBERT

M. Anthony GRATACOS

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Nathalie MOINE

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Virginie THOBOR

M. Mathieu VISKOVIC

M. Eric BAREILLE a donné pouvoir à M. DJEBARA Smaïl

Mme Marie-Line PICHERY a donné pouvoir à Mme GOBERT Julie

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 1

M. Jean-François PARIGI en sa qualité de Président du Conseil départemental

Etaient ABSENTS: 0

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'J' and 'P' followed by a horizontal line.

Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture

077-227700010-20250620-D250620_702CH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025

Date de réception préfecture : 30/06/2025

Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° CD-2025/06/20-7/02C

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : LUCZAK Daisy

OBJET : Compte administratif 2024 et affectation des résultats
Délibération Restauration Scolaire

Le compte administratif retrace l'exécution, en dépenses et en recettes, du budget du Département au cours d'une année civile (1er janvier au 31 décembre). Pour 2024, le compte administratif du budget principal présente un volume total de dépenses propres à l'exercice (en mouvements réels) de 1 milliard 739 millions d'euros pour 1 milliard 671 millions d'euros en recettes propres à l'exercice (en mouvements réels). Ces opérations, propres à l'exercice 2024, se soldent ainsi par un "excédent" de 30,9 M€ constituant le résultat de gestion 2024. Cet excédent s'ajoute au résultat reporté cumulé à fin 2023 qui était excédentaire de 90,6 M€. Ce résultat financera prioritairement le déficit des reports de 2024 sur 2025 (6,6 M€). Dès lors le résultat disponible cumulé à fin 2024 qui sera repris en DM1 2025 (valant budget supplémentaire), sera de 24,3 M€.

Deux budgets annexes au budget principal présentent, par ailleurs, les résultats suivants:

- Budget annexe Equipements culturels: excédent de fonctionnement de 1 559 458,85 €.
- Budget annexe SDAUE: excédent d'investissement de 576 004,07 € et excédent d'exploitation de 1 394 338,01 €.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU les comptes de gestion établis pour l'exercice 2024 par Madame le Payeur Départemental,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d’approuver le compte administratif du budget annexe **Restauration scolaire** pour l’exercice 2024 présentés par Monsieur le Président du Conseil départemental ;

Article 2 : de déterminer, pour le **budget annexe « Restauration scolaire »** les soldes d’exécution ainsi qu’il suit :

| | INVESTISSEMENT | | FONCTIONNEMENT | |
|----------------------------|----------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|
| | Dépenses ou déficits | Recettes ou excédents | Dépenses ou déficits | Recettes ou excédents |
| Résultat antérieur | | | | |
| Réalisé de l'exercice 2024 | 1 177 861,90 | 472 383,00 | 15 162 762,15 | 16 082 926,64 |
| TOTAL | 1 177 861,90 | 472 383,00 | 15 162 762,15 | 16 082 926,64 |
| RESULTAT A AFFECTER | 705 478,90 | | | 920 164,49 |
| Reste à réaliser | 214 685,59 | - | - | - |
| Résultat définitif | 920 164,49 | | | 920 164,49 |

Article 3 : d’acter le résultat de **214 685,59 €** intégralement consacré à la couverture des reports 2024.

Adopté à la majorité

Ont voté POUR : 35

Mme Emma ABREU

Mme Majdoline BOURGEOIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

M. Pascal GOUHOURY

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

Mme Daisy LUCZAK

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

Mme Véronique PASQUIER

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Vincent PAUL-PETIT a donné pouvoir à Mme VEAU Véronique

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 10

M. Smaïl DJEBARA

Mme Julie GOBERT

M. Anthony GRATACOS

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Nathalie MOINE

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Virginie THOBOR

M. Mathieu VISKOVIC

M. Eric BAREILLE a donné pouvoir à M. DJEBARA Smaïl

Mme Marie-Line PICHERY a donné pouvoir à Mme GOBERT Julie

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 1

M. Jean-François PARIGI en sa qualité de Président du Conseil départemental

Etaient ABSENTS: 0

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'J' and 'P' followed by a horizontal line.

Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture

077-227700010-20250620-D250620_702DH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025

Date de réception préfecture : 30/06/2025

Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° CD-2025/06/20-7/02D

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : LUCZAK Daisy

OBJET : Compte administratif 2024 et affectation des résultats
Délibération SDAUE

Le compte administratif retrace l'exécution, en dépenses et en recettes, du budget du Département au cours d'une année civile (1er janvier au 31 décembre). Pour 2024, le compte administratif du budget principal présente un volume total de dépenses propres à l'exercice (en mouvements réels) de 1 milliard 739 millions d'euros pour 1 milliard 671 millions d'euros en recettes propres à l'exercice (en mouvements réels). Ces opérations, propres à l'exercice 2024, se soldent ainsi par un "excédent" de 30,9 M€ constituant le résultat de gestion 2024. Cet excédent s'ajoute au résultat reporté cumulé à fin 2023 qui était excédentaire de 90,6 M€. Ce résultat financera prioritairement le déficit des reports de 2024 sur 2025 (6,6 M€). Dès lors le résultat disponible cumulé à fin 2024 qui sera repris en DM1 2025 (valant budget supplémentaire), sera de 24,3 M€.

Deux budgets annexes au budget principal présentent, par ailleurs, les résultats suivants:

- Budget annexe Equipements culturels: excédent de fonctionnement de 1 559 458,85 €.
- Budget annexe SDAUE: excédent d'investissement de 576 004,07 € et excédent d'exploitation de 1 394 338,01 €.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU les comptes de gestion établis pour l'exercice 2024 par Madame le Payeur Départemental,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver les comptes administratifs du budget annexe « SDAUE » pour l'exercice 2024 présentés par Monsieur le Président du Conseil départemental ;

Article 2 : de déterminer, pour le budget annexe « SDAUE » les soldes d'exécution ainsi qu'il suit :

| | INVESTISSEMENT | | FONCTIONNEMENT | |
|----------------------------|----------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|
| | Dépenses ou déficits | Recettes ou excédents | Dépenses ou déficits | Recettes ou excédents |
| Résultat antérieur | | 299 660,20 | | 840 873,96 |
| Réalisé de l'exercice 2024 | 212 142,59 | 495 839,24 | 19 289 323,82 | 19 842 787,87 |
| TOTAL | 212 142,59 | 795 499,44 | 19 289 323,82 | 20 683 661,83 |
| RESULTAT A AFFECTER | | 583 356,85 | | 1 394 338,01 |
| Restes à réaliser | 7 352,78 | | | |
| Résultat définitif | | 576 004,07 | | 1 394 338,01 |

Article 3 : d'approuver le report de l'excédent d'investissement 2024 à hauteur de son intégralité, soit 583 356,85 € sur la section d'investissement du budget annexe dans le cadre de la DM1 2025.

Article 4 : d'approuver l'affectation de l'excédent d'exploitation 2024 à hauteur de 1 394 338,01 € sur la section d'exploitation du budget annexe dans le cadre de la DM1 2025.

Adopté à la majorité

Ont voté POUR : 35

Mme Emma ABREU

Mme Majdoline BOURGEOIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

M. Pascal GOUHOURY

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

Mme Daisy LUCZAK

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

Mme Véronique PASQUIER

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Vincent PAUL-PETIT a donné pouvoir à Mme VEAU Véronique

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 10

M. Smaïl DJEBARA

Mme Julie GOBERT

M. Anthony GRATACOS

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Nathalie MOINE

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Virginie THOBOR

M. Mathieu VISKOVIC

M. Eric BAREILLE a donné pouvoir à M. DJEBARA Smaïl

Mme Marie-Line PICHERY a donné pouvoir à Mme GOBERT Julie

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 1

M. Jean-François PARIGI en sa qualité de Président du Conseil départemental

Etaient ABSENTS: 0

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'J' and 'P' followed by a horizontal line.

Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne